Gaston GRAVIER
Lecteur à l'Université de Belgrade

LES FRONTIÈRES HISTORIQUES DE LA SERBIE

Introduction de Émile Haumant
Professeur-adjoint à la Faculté des Lettres de Paris

Avec 3 cartes dans le texte et 3 cartes hors texte



LIBRAIRIE ARMAND COLIN
103, Boulevard Saint-Michel, PARIS

LES FRONTIÈRES HISTORIQUES DE LA SERBIE

GASTON GRAVIER
Lecteur à l'Université de Belgrade

LES FRONTIÈRES HISTORIQUES DE LA SERBIE

Introduction par ÉMILE HAUMANT
professeur adjoint à la Faculté des Lettres de Paris

Avec 3 cartes dans le texte et 3 cartes hors texte



LIBRAIRIE ARMAND COLIN
103, Boulevard Saint-Michel, PARIS

1919

AVERTISSEMENT

Ce livre est une œuvre d'avant-guerre. Présenté à la Sorbonne, en 1914, comme thèse complémentaire de doctorat ès lettres, son manuscrit avait été admis sous réserve de quelques retouches que Gaston Gravier se proposait d'y faire pendant les vacances, avant de retourner à son poste en Serbie. Mais, le 2 août, il était mobilisé comme sergent au 279e Régiment d'Infanterie; il prenait part aux batailles livrées devant Nancy, puis à celles du Nord. C'est là qu'il est tombé glorieusement, le 10 juin 1915, près de la sucrerie de Souchez, à Ablain-Saint-Nazaire, quelques semaines après la naissance de son fils, au moment où le gouvernement serbe le redemandait au gouvernement français, pour des fonctions où il aurait rendu les plus grands services.

Peut-il, disparu qu'il est depuis plus de trois ans, en rendre encore? Ses amis serbes et français ont pensé que son étude sur les frontières historiques de la Serbie n'avait rien perdu de son intérêt, bien qu'elle ait été écrite dans des préoccupations assez différentes de celles d'aujourd'hui. En 1913 et en 1914, la question yougo-slave n'était pas posée; on ne pensait pas, à Belgrade, à ces agrandissements aux dépens de l'Autriche dont la presse viennoise et magyare accusait les Serbes de nourrir le projet; le seul souci des hommes d'État comme des masses, c'était de réaliser l'union intime de la Serbie de Karageorge et de Miloch avec celle que le traité de Bukharest venait de lui adjoindre. Cette union intime était-elle possible? On en doutait parfois en

Europe, où la propagande bulgare avait fait croire au bulgarisme de la Macédoine; à Belgrade, où l'on savait à quoi s'en tenir, on n'était pas sans craindre les intrigues de Sofia, mais on comptait, pour en triompher et refaire — ou à peu près — la Serbie de Douchan, sur les souvenirs historiques et les liens géographiques. Gaston Gravier a mis en pleine lumière, dans son travail, la force des uns et des autres. Avec la science acquise au cours de ses années de Serbie et la méthode qu'il devait, et à ses professeurs de l'Université de Lille, et à son maître serbe, Jovan Cvijić, il nous a décrit les étapes de la Serbie médiévale et de la Serbie moderne, et les causes naturelles et durables qui, d'avance, les avaient marquées sur la carte. Leur connaissance ne sera peut-être pas inutile aux diplomates qui, demain, auront à délimiter les Etats des Balkans, dans l'intérêt, non plus des grandes puissances, mais des Balkaniques eux-mêmes.

Quelques lecteurs regretteront peut-être que ce travail n'ait pas été complété pour ces dernières années. Il nous a semblé qu'un tel appendice, outre qu'il ferait double emploi avec des ouvrages récents, altérerait le caractère d'un livre qui doit rester l'œuvre de Gaston Gravier, et le pieux hommage rendu à sa mémoire par ses maîtres et ses amis. Nous nous sommes donc bornés aux corrections que lui-même il aurait faites sur ses épreuves.

Émile HAUMANT.

INTRODUCTION

Cette étude porte sur une période relativement courte de l'histoire, le dernier siècle écoulé; elle a pour objet la formation territoriale d'un pays dont l'étendue a été médiocre, elle aussi. Ni pour sa durée, ni pour son ampleur, le développement de l'État serbe ne saurait être comparable à celui de la France ou de l'Angleterre, par exemple, qui s'échelonne sur plusieurs siècles, ou à la constitution plus récente et plus rapide d'autres grands États européens, qui englobent toute une péninsule, comme l'Italie, ou tout un morceau de continent, comme l'Allemagne.

Un très grand intérêt se dégage néanmoins de son étude. Elle permet, en effet, d'assister à la réalisation, par étapes, d'une nationalité. Dans la Péninsule balkanique, la première et par ses seules forces, la Serbie a réussi à vivre de sa vie propre. De tous les États balkaniques, elle offre le développement le plus remarquable par la continuité. Enfin, son avenir pose pour l'Europe une des questions nationales les plus graves qui soient. Seul dans la péninsule, le Montenegro pourrait, toutes proportions gardées, lui être comparé, et par la date de l'entrée en scène, et par le caractère continu du développement. Obéissant à une même impulsion, ces deux organismes politiques d'un même groupe ethnique, telles deux cellules vivantes d'un même être, se sont rapprochés de plus en plus; maintenant ils se rejoignent et soudent leurs bords. Il s'est trouvé qu'au Moyen âge aussi, deux petits organismes serbes, la Zeta sur la côte. la Raška dans l'intérieur. parvinrent également à se rejoindre, et il semble bien que le jour où ils confondirent leurs destinées fut décisif pour la grandeur politique des Serbes de ce temps.

D'un point de vue plus général, la Serbie offre le type peut-être le plus représentatif de ces États qui naissent et se développent dans la zone longtemps indécise et mal différenciée où le contact s'établit entre deux mondes profondément différents de race et de civilisation. La Pologne en avait fourni déjà un très bel exemple, mais les conditions géographiques tout autant que les circonstances politiques l'avaient empêchée de durer. Plus favorisée par la plastique même du sol sur lequel elle évolue, la Serbie se forme et grandit au contact de deux mondes : l'Orient et l'Occident, tout comme au Moyen âge l'ancienne Raška, ce noyau d'où sortit le grand empire de Dušan, était apparue aux confins des civilisations byzantine et latine.

En l'espace d'un siècle, la Serbie voit quatre fois des frontières lui naître, vivre quelques dizaines d'années, puis l'une après l'autre mourir. Son développement offre ainsi en outre le moyen de vérifier par des faits, et des faits appartenant encore à l'histoire de nos jours, la manière dont s'ébauchent, se précisent, puis s'effacent les frontières avant de se fixer pour plus ou moins longtemps.

Pour démêler les différents mobiles auxquels ont obéi ces déplacements successifs, et pour déterminer la part de chacun, il a fallu se demander à chaque nouvelle extension, à chaque nouveau tracé, l'objet et la portée des aspirations antérieures, l'influence des opérations militaires qui ont pu précéder, le rôle des considérations empruntées à la nature même du pays, à son passé, à son peuplement, aux besoins stratégiques, aux exigences économiques et autres.

Déjà très complexes pour toute autre contrée, ces questions le deviennent bien davantage lorsqu'il s'agit de territoires balkaniques, où généralement races, religions, civilisations, intérêts, ambitions petites et grandes, se croisent, se superposent, se mêlent, s'enchevêtrent; où les moyens de connaissance, enfin, faisaient le plus souvent défaut à ceux-là mêmes qui avaient à se prononcer.

Le but de cette étude n'est pas d'écrire l'histoire de la

Serbie moderne, mais de considérer cette histoire d'un point de vue particulier, nettement défini. Aussi ne trouvera-t-on maintenant indiqué que le plan même de l'œuvre telle qu'elle a été conçue.

Après avoir caractérisé la situation et la nature du pays où la Serbie allait accomplir son évolution, il sera nécessaire de préciser, dans un second chapitre, l'influence des formes politiques antérieures, ainsi que l'action des souvenirs qu'en avaient pu garder le peuple serbe et le monde instruit de l'Europe d'alors. Un troisième chapitre sera consacré à la réapparition de la Serbie au début du XIXe siècle. Bien que les formes de cette première Serbie se soient confondues avec celles du pachalik de Belgrade, l'effort fourni entre les années 1804-1815 vaut d'être connu. Si incomplète qu'ait été, en effet, la réalisation de l'idéal conçu dès ce temps, cet effort n'en reste pas moins le fait décisif, celui qui a déterminé l'existence de la Serbie moderne, et qui en même temps a permis et indiqué son futur développement.

La principauté serbe une fois constituée, trois dates marquent les moments successifs de son développement : 1833, 1878, 1913. La première extension, celle dite « Réunion des six districts » et l'annexion de 1878 font chacune l'objet d'un chapitre spécial. Quant aux dernières acquisitions, il eût été contraire à l'esprit de ce travail d'y introduire des événements aussi récents que ceux des années 1912-1913. Les seuls documents accessibles aujourd'hui sont encore uniquement ceux des Livres : vert (roumain), jaune (russe), rouge (autrichien). Il n'est point besoin d'insister sur la valeur très relative, pour l'historien, de publications de cette nature, simples choix de documents reproduits le plus souvent de façon fragmentaire. Aussi ne peut-on que dégager les caractères généraux de la nouvelle extension de la Serbie en la mettant en étroit rapport avec celles qui l'ont précédée.

ORTHOGRAPHE DES NOMS

L'orthographe phonétique est incapable de rendre en français tous les sons du serbo-croate; certains noms, d'autre part, peuvent s'écrire de dix à douze façons différentes. Un alphabet conventionnel s'impose, et d'autant plus qu'il existe déjà. C'est celui qu'emploie tout le peuple croate depuis 1835, et qui a été admis par les deux Académies sud-slaves. Il a été quelque peu modifié en 1878 par l'Académie de Zagreb; mais les nouveaux signes sont cependant loin d'être admis partout et c'est le mode le plus communément employé qui a été adopté dans ce livre.

— Lettres ou signes correspondant à des sons différents de ceux des lettres de l'alphabet français.

LETTRE CROATE	SON FRANÇAIS
dž	dch
gj	dj
j	y (demi-voyelle comme dans « yeux »)
ž	j
lj	l mouillée (liane)
nj	n mouillée, gn (montagne)
u	ou
s	ss
š	ch doux (chemin)
h	ch dur (moloch)
c	tz
ć	tj
č	tsch
v	f, à la fin du mot
e	é avec accent.

LES FRONTIÈRES HISTORIQUES
DE LA SERBIE

CHAPITRE I

LE CADRE GÉOGRAPHIQUE

A la différence des deux autres péninsules méditerranéennes, les Balkans ne sont pas séparés du reste de l'Europe par de hautes montagnes formant muraille continue. Entre l'épaisse masse dinarique à l'ouest et le grand arc balkano-karpathique à l'est, non seulement le relief s'abaisse, mais une échancrure s'ouvre, dirigée vers le sud : c'est la vallée de la Morava.

Il se trouve que cette vallée débouche au nord sur la vaste dépression du Moyen-Danube, sans avoir l'horizon fermé par les hauteurs de Slavonie, comme plus à l'ouest, ou par celles des Karpathes, comme plus à l'est. Il se trouve aussi qu'elle s'enfonce dans le corps de la péninsule, à l'endroit précisément où, comme à sa rencontre, le golfe de Salonique pénètre vers le nord. Il est à constater enfin que, dans le prolongement de ce golfe, la vallée du Vardar vient presque rejoindre celle de la Morava, sans qu'aucun obstacle naturel les sépare : un seuil bas et large (Preševo, 460 m.) assure de plain-pied les communications. Cette grande coupure de la péninsule apparaît comme une voie merveilleusement préparée pour le nomade, le soldat ou le commerçant. Elle ne pouvait manquer d'agir très fortement sur

la formation et sur le développement des différents organismes politiques[1].

Son importance se trouve encore accrue du fait qu'elle n'est pas un simple fossé; vers elle convergent ou en elle se croisent et bifurquent la plupart des autres grands chemins qui traversent la Péninsule. Les points que marquent actuellement Niš et Skoplje correspondent à des nœuds de communications tout à fait remarquables. De Niš rayonnent : au nord-est le chemin qui, par le seuil de Gramada (512 m.) et la vallée du Timok, mène directement aux plaines du Bas-Danube et, par delà, aux steppes de l'Oukraine; à l'est, la vallée de la Nišava, la grand'route de Sofia et de Constantinople, la voie naturelle la plus commode et la plus courte, au départ de l'Occident, pour la traversée en écharpe de la péninsule; à l'ouest enfin, la vallée de la Toplica, tronçon d'une des voies préférées naguère par les commerçants de l'Adriatique, de Raguse en particulier, pour se rendre à Constantinople, section aujourd'hui de la grande ligne appelée à joindre sous peu le Danube à l'Adriatique. A Skoplje débouche du nord-ouest, par le défilé de Kačanik, entre les masses du Šar et du Kara Dagh (Crna Gora de Skoplje), la route par laquelle on gagne, par étages successifs, le Kossovo polje, puis les hauts plateaux du Sandžak, pour s'enfoncer ensuite vers le nord dans les montagnes dinariques; c'est la *via di Bosna* du Moyen âge, le chemin que Napoléon commençait déjà à utiliser pour son commerce avec l'Orient, celui que l'Autriche se réservait pour aboutir à Salonique. Deux autres chemins, venant du sud, s'embranchent sur lui : dans le Kossovo polje, c'est celui de Scutari, la *via di Zenta* du Moyen âge, et dans le Sandžak, celui de Raguse et de la côte dalmate. Remontant de Skoplje vers le sud-ouest, la vallée du haut Vardar conduit à la région des grands lacs de Macédoine. Vers le nord-est enfin, c'est la vallée de la Kriva et, lui faisant suite, celles

1. J. Cvijić. *Osnove za geogr. i geol. Makedonije i Stare Srbije*, t. I. (Matériaux pour la géographie et la géologie de la Macédoine et de la Vieille Serbie).

de la Struma et de l'Isker, qui indiquent une seconde voie transversale permettant d'atteindre les plaines du Bas-Danube.

Cette richesse en articulations jointe aux avantages propres à la vallée Morava-Vardar explique l'attrait que cette grande artère de la Péninsule n'a jamais cessé d'exercer sur les hommes. De l'est comme de l'ouest, ils tendront constamment à l'atteindre, à y déboucher, et, dès qu'ils en tiendront un tronçon, ils voudront en avoir un plus grand, ils seront entraînés à la détenir toute. L'État bulgare, l'État serbe, au Moyen âge, tour à tour s'avancent, descendent vers elle. Plus tard, les Turcs, les Impériaux la remontent en sens inverse. La formation territoriale de l'État serbe de nos jours se résume enfin, pour beaucoup, dans une avancée par échelons le long de cette grande voie.

Les mouvements en travers seront toujours beaucoup plus rares et, sauf lorsqu'il s'agira de l'extension de grands organismes s'étendant à l'ensemble de la Péninsule, ils seront généralement voués à l'insuccès ou n'auront que des résultats éphémères. La raison en est dans les grands traits mêmes de la structure du pays. Les montagnes dinariques et albanaises d'une part, l'ensemble du Balkan et du Rhodope de l'autre, se partagent l'ouest et l'est de la Péninsule. Tout effort venu de l'est, pour peu qu'il se poursuive vers l'Adriatique, la Morava ou le Vardar une fois franchis, se heurte infailliblement à l'épais bourrelet des montagnes de par delà. Pour l'homme qui descend de ces montagnes de l'ouest, des difficultés analogues s'opposent à son progrès vers l'est et le nord-est en particulier. Du nord au sud, au contraire, suivant l'axe Morava-Vardar, une zone s'allonge, plus ou moins large et, bien que souvent très accidentée, moins haute cependant que celles qui la bordent. Elle correspond sensiblement au bassin de la Morava et du Vardar ainsi qu'à la région du Drin blanc. En même temps qu'elle indique le sens le plus favorable à la marche de l'homme et au développement de l'État, elle marque assez

exactement l'amplitude naturelle des mouvements possibles d'ouest en est et d'est en ouest.

Vers le nord, cette zone s'élargit considérablement. Une sorte d'évidement se produit dans le relief. Entre des hauteurs de 700 à 900 mètres (Cer et Vlašić à l'ouest, monts du Pek et du Homolje à l'est), sur une largeur de 160 kilomètres environ, s'ouvre un pays très bas dans l'ensemble. A l'ouest, avec la Mačva et la Posavina ou pays des bords de la Save, c'est la double vallée de la Tamnava-Kolubara ; à l'est, c'est celle de la Morava qui débouche, large alors d'une vingtaine de kilomètres et flanquée, immédiatement à sa droite d'une autre plaine presque égale en largeur à la sienne, celle de la Mlava ou du Stjig. Dans l'intervalle, c'est la basse Šumadija, plateau surélevé de 100 à 200 mètres à peine, avec de grosses bosses isolées à sa surface (Avala 560 m., Kosmaj 624 m.).

Ce pays est à la fois le prolongement de la grande plaine hongroise et l'annonce de la région de collines et de monts qui lui fait suite vers le sud. Il se produit là une sorte d'interpénétration non seulement des formes du relief, mais aussi des types de climat et des aspects de la végétation. Cette contrée participe à la fois de la fertilité des plaines à limon du nord et de la variété en ressources des collines de l'arrière. Les maïs y voisinent avec les bois de chênes. Les troupeaux de porcs noirs s'y rencontrent avec les grands bœufs blancs particuliers à la puszta.

La comparaison avec les régions environnantes fait ressortir ce caractère dans une grande mesure privilégié. Au nord, au delà du large ruban du Danube continuant la Save, c'est l'immense plaine, marécageuse ou sableuse, le long de rivières lentes et troubles, pays sans pierres qui maintiennent l'épais sol noir, mouvant et gluant sous les averses de l'été, pays aux arbres rares, dépourvu de sources vives et dont la monotonie dégagera une incurable nostalgie dans l'âme de ceux qui, du sud, viendront y chercher refuge.

A l'est, venant tomber, abrupt, comme un mur de

200 mètres et plus, sur la vallée de la Morava, se dresse le pays où se rejoignent Karpathes et Balkans, épaisse zone montagneuse, enchevêtrée ; les rares vallées qui s'y enfoncent finissent généralement en cul-de-sac, et chacune n'en sort que par un défilé sauvage, impraticable ou presque. Dans la partie orientale, un large fossé s'ouvre, où coule le Timok, tributaire du Bas-Danube. Immédiatement au sud du grand fer à cheval de la Suva Planina (1822 m.), commence, très haute également (Strešer 1929 m.), une zone de schistes cristallins aux contours arrondis et aux multiples vallées, profondes, fraîches et boisées. Cette zone très haute est aussi très large, puisqu'elle occupe tout l'espace entre la Morava du sud et la Struma, distantes d'une soixantaine de kilomètres au moins. Par delà cette puissante barrière montagneuse, dont la vallée du Timok dirigée sud-nord et celle de la Nišava dirigée est-ouest rompent seules la continuité, des plateaux et des plaines au climat excessif, de part et d'autre de la chaîne des Balkans, s'allongent droit vers l'est jusqu'à la mer Noire.

A l'ouest, bien que montagneux aussi, le pays ne s'élève pas brusquement comme à l'est. Il monte, au contraire, par échelons successifs, dans la direction du sud-ouest[1]. La transition de ce côté s'établit, naturelle, entre les larges vallées, les collines et les monts. Elle se répète, d'ailleurs, grâce à la présence de la grande dépression marquée par la Morava de l'ouest. Au delà, jusqu'à l'Adriatique, il n'y a plus aucune plaine, aucune dépression propre à attirer et à retenir l'homme. Après les vallées boisées et les sommets coupés de pâturages du revers septentrional, c'est le pays des hautes surfaces rocheuses, arides, chauves ou broussailleuses, le pays où la pierre abonde, mais où l'eau, la terre et, le plus souvent, les arbres font défaut, étendues déshéritées où les chaleurs aveuglantes de l'été, les grands froids et les bourrasques de l'hiver poussent les hommes à descendre. Et si la descente se produit, elle se fait moins vers la côte, elle aussi

1. Cer, 705 m.; Medvednik, 1246 m.; Tornik, 1550 m.; plateaux du Sandžak et sommets du Dormitor, 2450 m.

rocheuse et brûlée, que vers le pays bas du nord, terre d'élection où l'on trouve en abondance tout ce qui manque plus haut.

Largement ouverte au nord, cette zone basse se rétrécit très vite vers le sud. La plaine de la Kolubara s'achève dès les environs de Valjevo, au pied de coteaux et de monts alignés d'ouest en est. Au sud de la basse Šumadija, dès Arandželovac, le Bukulja-Venčac s'élève tel un bastion, annonçant le pays de contreforts, de mamelons et de croupes lourdes qui montent vers la pyramide surbaissée du Rudnik (1169 m.), sommet culminant de toute la Haute-Šumadija. A l'est, la vallée de la Morava, large avenue dans sa partie basse, s'étrangle bien vite en remontant; à peine a-t-on franchi 40 ou 50 kilomètres vers le sud, la plaine cesse, le sol monte, les horizons se resserrent. Le vrai pays de montagnes toutefois n'est pas encore atteint. On est arrivé dans une région très accidentée, mais largement échancrée en tous sens par des vallées (Jasenica, Lepenica, Lugomir, Gruža, Dičina, Kačer) qui rayonnent vers les dépressions ou les plaines du pourtour : vallée de la Grande Morava à l'est, de la Morava de l'ouest au sud et au sud-ouest, pays de la Save et du Danube au nord. C'est plus au sud que les montagnes de l'est et du sud-ouest semblent se rejoindre et barrer réellement l'horizon. La massive coupole du Kopaonik (2140 m.), la noire et pesante croupe du Jastrebac (1566 m.), s'allongeant est-ouest sur plus de 50 kilomètres, marquent de ce côté la fin de la zone basse qui coïncide au nord avec le débouché de la Grande Morava et qu'encadrent, à l'est les contreforts de l'arc balkano-karpathique, à l'ouest les avant-monts des Alpes Dinariques.

Circonscrit de telle sorte, l'espace ouvert au seuil des grandes étendues de l'Europe centrale et à l'entrée de la principale voie d'accès à la Péninsule devait solliciter sans cesse les hommes à y établir leurs organismes politiques. Outre les avantages dus à la situation géographique, il y avait ceux que présentaient la disposition même du pays et

les grands traits de sa structure : centre relativement haut, environné d'une zone de monts, de plates-formes et de coteaux, de vallées et de plaines, le tout bien découpé, bien articulé, réunissant les conditions d'unité et de cohésion les plus précieuses pour la formation et l'existence des États. Il y avait enfin la variété de ressources que ne pouvait manquer d'offrir aux populations, tant de pasteurs que de laboureurs, ce pays abondamment arrosé, où les différents étages du relief se trouvaient représentés parfois par de très faibles espaces, et dont les parties basses étaient encore recouvertes des dépôts laissés par le grand lac d'autrefois[1].

Si un tel pays pouvait ainsi paraître prédisposé à l'apparition et à la continuation de formes politiques, son cadre géographique se prêtait-il également au développement de l'organisme appelé à y évoluer?

Aller vers le nord, c'était se condamner à disparaître dans l'immense plaine; il semblait au contraire bien plus naturel que la puissance établie au nord débordât le Danube et la Save pour occuper ce petit pays en bordure et commander ainsi l'entrée de la Péninsule.

Se tourner vers l'est, c'était tout d'abord se heurter à une sorte de mur, pour s'enfoncer ensuite dans une région difficilement pénétrable. Seule, la dépression correspondant au bassin du Timok pouvait dans ce sens exercer un certain attrait. Par delà, c'était encore la montagne, et de l'autre côté commençait, s'étendant à perte de vue, une contrée de formes, d'aspect et de climat trop différente de celle que l'on venait de quitter.

Voulait-on, au contraire, se diriger vers l'ouest et le sud-ouest, on avait à franchir toute une série de crêtes étagées, donnant accès à des plateaux de moins en moins engageants. Là encore le processus naturel d'expansion semblait devoir être bien plutôt dirigé en sens inverse, du sud-ouest vers le

1. Le lac ou mer intérieure de Pannonie, de l'époque pliocène. J. Cvijić. Le lac Egéen. *Annales de géogr.*, 1910, Paris.

nord-est, c'est-à-dire des montagnes vers le bas-pays. Les grands alignements du relief, orientés dans le sens dinarique, pouvaient toutefois inviter à pénétrer dans cette direction. Mais c'était ainsi s'enfoncer dans un ensemble montagneux qui s'allonge jusqu'à la rencontre des Alpes; il fallait une grande force acquise pour mener à bien une telle entreprise. Il y avait sans doute la ressource de s'arrêter, en différentes étapes, à l'une ou l'autre des vallées transversales (Drina, Bosna, Urbas, Una, Kulpa). Aucun résultat positif immédiat n'aurait répondu à un tel effort : on aurait des montagnes, mais de sol fertile rien que le pays en bordure de la Save. Seuls, quelques gîtes minéraux (argent à Srebrenica, sel à Tuzla...) pouvaient, à de certains moments, provoquer un mouvement en ce sens, mais de très courte portée. Au sud-ouest, il est vrai, la mer baignait l'autre flanc des montagnes; mais, pour l'atteindre, il n'y avait pas moins de 200 kilomètres à franchir, sans qu'à travers ce pays haut il existât une seule route naturelle[1].

Au sud, les conditions étaient très différentes. Si de ce côté l'on abordait également la montagne, le bourrelet montagneux était loin d'être aussi épais; on avait, pour le traverser, des voies naturelles ouvertes, et, immédiatement par delà l'écran qui fermait l'horizon, de grandes cuvettes s'allongeaient, fertiles et plus chaudes.

La large vallée de la Morava de l'ouest à peine franchie, on atteint la région du Kopaonik, annoncée aussitôt par des hauteurs de plus de 1100 mètres. Sur 70 kilomètres de profondeur, le pays se maintient au-dessus de ce niveau et il s'élève jusqu'à 2140 mètres au Suvo Rudište, le point le plus haut du Kapaonik. A elles seules déjà, cependant, les formes doucement bombées qui caractérisent les roches granitiques,

1. En 1909, J. Cvijić a demandé pour son pays la bande de terrain correspondant à la vallée de la Drina et permettant d'atteindre l'Adriatique par Gacko, Bileće, Trebinje. (*L'Annexion de la Bosnie et la question serbe*. Paris, Hachette, 1909. X + 707 p. et carte). Mais ce n'était là évidemment qu'un pis-aller. L'auteur reconnaît lui-même (p. 56) qu'une telle route « ne constitue pas une bonne liaison entre la Serbie et la mer Adriatique ».

expliquent qu'en dépit de sa hauteur ce massif n'ait pas été, dans le sens transversal (ouest-est), un obstacle comparable à ce que furent, par exemple, les escarpements et les abrup calcaires des montagnes, moins hautes pourtant, de l'e du sud-ouest. Mais ce qui importe surtout, c'est que du Kapaonik est ouverte, du nord au sud, sur toute sa gueur, par une grande fente, accident qui souligne le he des plis dinariques contre les masses plus anciennes de l'est. Là coule aujourd'hui l'Ibar, dont la vallée étroite, encaissée, sert néanmoins de trait d'union entre la Šumadija au nord et, au sud, la cuvette de la Raška (Novi Pazar), le pays de Mitrovica, et, par delà, celui de Peč (Ipek) et du Drin blanc.

A l'est du Kopaonik, dans l'intervalle qui le sépare du Jastrebac, s'ouvre la dépression de Zupa, dont le nom est synonyme de pays abrité, ensoleillé et suffisamment humide. A la base même du Jastrebac, là où sa longue croupe se termine vers l'ouest, un petit ruisseau à l'allure conquérante, la Blatašnica, a ouvert une brèche (Jankova Klisura) à travers le dos de montagne, et aujourd'hui il s'avance assez loin sur le versant méridional. L'on peut ainsi passer directement, sans guère s'élever au-dessus de 400 mètres, de la plaine de Kruševac au delà de l'énorme montagne qui semble barrer toute route vers le sud. Sans avoir eu à franchir plus d'une quarantaine de kilomètres, on descend dans la vaste cuvette, orientée d'ouest en est, qu'est le pays de Toplica.

A l'est du Jastrebac, il est une troisième route vers le sud : la vallée de la Morava, anciennement dite bulgare, dans le prolongement de la grande Morava. Sans être constamment aussi largement ouverte que vers le confluent, la vallée apparaît, à partir de la passe de Bagrdan, comme un chapelet de cuvettes allongées dans le sens méridien, reliées par des défilés de moins en moins courts vers l'amont. Après Bagrdan, c'est, en remontant, le bassin de Čuprija, long de plus de 40 kilomètres, puis, immédiatement après le confluent

des deux Morava, le défilé de Gjunis, derrière lequel la vallée s'ouvre de nouveau avec le bassin d'Alexinac, qui s'élargit jusqu'à 20 kilomètres à la hauteur de Niš et jusqu'à près de 30 dans la région de Leskovac.

Immédiatement au delà du pays de Toplica et du bassin de Leskovac, de nouvelles masses montagneuses apparaissent, semblant de nouveau devoir arrêter la marche vers le sud. Elles correspondent dans l'ensemble à la région des sources de la Morava. Ce sont le Gjak (1400 m.), la Petrova Gora, les monts de l'Inogošte (1494 m.), Papraštica (1550 m.), Novo Brdo (1124 m.), Goljak (1122 m.). Sur une épaisseur d'une soixantaine de kilomètres, avec leur disposition enchevêtrée et leur couverture de forêts, ces montagnes seraient assurément un des plus grands obstacles à tout progrès vers le sud, si de part et d'autre ne se poursuivaient les deux chemins qui assurent le passage de chaque côté du Jastrebac. Par la vallée de la Banjska et par le seuil de Prepolac, on communique très facilement avec la vallée du Lab, et par elle avec la cuvette de Kossovo. Au delà, après le large dos de terrain du Crnoljeva, du Goleš (1058 m.) et du Čičavica, c'est entre les puissantes masses du Šar et du Prokletje, la grande cuvette de la Metohia où se réunissent les eaux du Drin blanc, avant de s'enfoncer dans les montagnes de l'ouest, vers l'Adriatique. A l'est, toujours en remontant la Morava, après les gorges de Grdeljica, on débouche dans le petit bassin de Vranje. Dès lors, il n'y a plus aucun obstacle jusqu'au seuil de Preševo où l'on atteint le versant de la mer Égée, en même temps que la contrée découverte qui constitue le centre géographique de la Péninsule et comme le toit même des Balkans.

Montagnes et cuvettes et, le long de la Morava, étranglements et bassins se succédant ainsi vers le sud, le développement de l'État formé au nord devait se trouver en quelque sorte réglé, gradué par la nature même du relief. Si, suivant comme axe la grande dépression transversale de la Péninsule, il parvenait à remonter progressivement jusqu'à cette

région de partage entre Morava et Vardar, à prendre pied sur cette position centrale, il ne lui restait plus qu'à accomplir un mouvement de descente pour poursuivre son évolution. Et comme le plus souvent, lorsqu'il s'agit d'une descente, ce mouvement avait chance d'être considérablement accéléré. Il devait, d'ailleurs, en être de même en sens inverse, pour toute expansion partie du sud et parvenue à ce même point.

CHAPITRE II

LES SURVIVANCES DU PASSÉ

Placée en travers de la grande voie d'accès à la Péninsule balkanique, la Serbie a connu les dominations les plus diverses. Les populations semblent y avoir été soumises à un incessant renouvellement. Néanmoins, soit soumission instinctive aux influences naturelles, soit force acquise par les premières divisions dont on eût conservé la mémoire, à plusieurs reprises il passa comme un reflet des anciennes formes dans les cadres successifs où a évolué l'État moderne, et c'est dans les époques disparues qu'il faut chercher les souvenirs, sorte de ferment dans l'âme du peuple, qui déterminèrent, dans une large mesure, l'apparition et le développement de l'État serbe de nos jours.

Il importe de noter enfin que voyageurs et savants, écrivains et géographes continuèrent longtemps à décrire ou à figurer comme toujours existantes des divisions disparues depuis des siècles : ils contribuèrent ainsi, pour beaucoup, à entretenir dans les esprits le souvenir de l'ancien état de choses, et leur influence, directe ou non, a été incontestable lorsqu'il s'est agi, plus tard, soit de revendiquer, soit de fixer pour le pays des limites plus réelles.

A plusieurs reprises, le savant serbe, Stojan Novaković, s'est attaché à montrer avec quelle fidélité les différents maîtres du pays serbe se sont conformés aux vieilles limites administratives de l'époque romaine. Tout comme en France, la division en *pagus* s'est transmise longtemps en pays serbe presque intacte, sinon toujours dans les faits, au moins dans le souvenir des hommes ; au cours des temps, les frontières

administratives antérieures s'y sont conservées dans leurs grandes lignes. Ces divisions, il est vrai, s'appliquèrent à de plus grandes étendues de territoire et le plus souvent elles se maintinrent en l'absence de toute autorité qui se perpétuât, comme l'a fait chez nous, par exemple, celle de l'évêque.

La province romaine de Dalmatie ou Illyricum qui comprenait, outre la Dalmatie actuelle, une partie de l'Istrie, de la Croatie, le Montenegro, une partie de l'Albanie, l'Herzégovine et la Bosnie, parvenait à l'est jusque vers les montagnes du Kapaonik, du Rudnik, et jusqu'au confluent de la Save et du Danube; elle s'étendait ainsi à toute la partie occidentale de la Serbie actuelle. Immédiatement à l'est venait la province de Mésie supérieure qui allait depuis le Danube au nord jusqu'aux montagnes du Šar au sud, englobant Theranda (Prizren), ainsi que le bassin supérieur du Vardar avec Scupi (Skoplje). Plus à l'est encore, par delà le Timok, s'allongeait la Mésie inférieure entre le Danube et l'Haemus (Balkan). Au sud de l'Haemus, c'était la Thrace qui, à l'ouest, rencontrait la Mésie supérieure, le long d'une ligne passant entre Remesiana (Bela Palanka) et Turres (Pirot) pour aboutir au mont Orbelus et suivre la rivière actuelle, le Pčinje, jusque vers son confluent avec le Vardar, limite très importante, puisqu'elle était en même temps une frontière linguistique entre les pays de langue grecque et ceux de langue latine.

Bien qu'ayant influé sur le cours des événements, ces limites cependant, pour la région qui nous occupe plus spécialement, sont loin de s'être imposées avec la même force que la nouvelle division inaugurée par l'empereur Aurélien vers l'an 274 après Jésus-Christ. A partir de cet empereur et après Dioclétien, l'on voit la Mésie supérieure, devenue *Mœsia prima* ou *Mœsia superior Margensis*, s'étendre entre la Drina à l'ouest et, à l'est, une ligne qui, partant des gorges du Danube, vers le confluent de la rivière Poreč, suivrait la ligne de partage entre les eaux coulant au Timok d'une part

et à la Morava de l'autre. Au sud, la limite partait probablement du confluent des deux Morava pour se diriger droit vers l'ouest, atteindre l'Ibar vers la forteresse de Maglić, remonter la vallée jusque vers le confluent de la Raška et, de là, suivre les hauteurs qui, de ce côté, marquaient en 1912 encore la frontière serbo-turque jusqu'à la Drina. A l'est de cette Mésie, dont l'étendue et les formes vont se retrouver à



LES DIVISIONS ROMAINES DU FUTUR PAYS SERBE
(D'après H. KIEPERT, *Formæ Orbis Antiqui*, XXXIV).

maintes reprises étonnamment conservées au cours de l'histoire, une Dacie nouvelle, *Dacia ripensis*, s'enfonçait entre les deux Mésies. Au sud, une nouvelle province aussi, la Dardanie, comprenait le reste de l'ancienne Mésie supérieure, et de plus, à l'est, la haute Struma et le pays de Serdica (Sofia).

Au IVe siècle, l'Empire se scinde suivant la ligne qui, à l'est, marque la limite de l'Illyricum. En dépit des vicissitudes éprouvées et des populations nouvelles qui, sans cesse, se superposent aux autres, au nord-ouest et à l'ouest de cette ligne subsiste un domaine fidèlement soumis à l'action de

Rome et de tout ce qui fait la civilisation latine, augmentée de cette force qu'est le catholicisme. Au sud-est, par contre, c'est déjà l'Orient, avec toutes les influences gréco-latines qu'accuse en particulier la différence de religion. « Les données géographiques conservées jusqu'à notre époque démontrent que, pendant tout le Moyen âge, cette région reste dominée par le partage romain du ɪvᵉ siècle[1] ».

Tandis que toute l'étendue formée par la Dalmatie, la Croatie, l'Herzégovine, va regarder sans cesse vers l'ouest, et que la Bosnie, surtout celle de l'est avec le pays de la Drina, sera tiraillée entre les deux directions contraires, la Serbie du Moyen âge, après quelques pointes poussées vers l'ouest, sans résultat durable d'ailleurs, se tourne vite vers le sud-est.

Au cours de son développement, l'État serbe du Moyen âge trahit pour les vieux moules romains un respect inconscient sans doute, mais comme imposé aux hommes par la nature même des choses. Et tandis que cet État évolue, non seulement il est possible de reconnaître l'empreinte du passé, mais il est facile aussi de démêler maint trait qui caractérisera le développement de la Serbie moderne.

Mentionnés pour la première fois en 822, les Serbes semblent constituer, parmi les nombreux Slaves qui occupent alors le nord-ouest de la Péninsule, une tribu installée immédiatement en arrière du versant de l'Adriatique, dans la région du Lim, voisine de la ville actuelle de Novi-Pazar. La petite cuvette de la Raška, affluent de gauche de l'Ibar, en devint très tôt le centre politique[2]. La tribu montagnarde qui vit en ce point extrême de la région dinarique est d'humeur indépendante et belliqueuse; débordant sur le pourtour de la cuvette, elle impose à ses voisins son nom et celui

1. St. Novaković : Les problèmes serbes. *Archiv für slavische Philologie*. Berlin, 1912, p. 204.

2. Aujourd'hui encore, les Serbes qui l'habitent s'appelleraient Serbes tout court, à la différence de ceux des autres régions qui, tous, ont un autre nom qui les distingue (Cvijić J., *Osnove za geografiu i geologiu Makedonije i Stare Srbije* [Éléments pour la géographie et la géologie de la Macédoine et de la Vieille-Serbie], Belgrade, 1911, p. 1157.

de son pays, la Rascie. Sa résistance opiniâtre à l'avancée bulgare semble avoir contribué pour beaucoup à cette première expansion. Puis, pas à pas, chaque avancée en entraînant une autre plus grande, on voit l'ancienne Joupanie devenir royauté, puis empire.

Dès la fin du XIe siècle, après s'être assise sur les hauts plateaux qui la dominaient immédiatement à l'ouest, entre les montagnes du Kom, du Dormitor et la rivière Ibar, elle tente avec le joupan Vukan, ancètre probable de Nemanja, une sortie vers les bassins et les grandes plaines du sud. Au XIIe siècle, on la voit divisée en deux provinces, dont l'une atteint à l'ouest la rivière Drina, tandis que l'autre s'avance en plein Kossovo, jusqu'à Lipljan, c'est-à-dire au débouché même de la vallée du Lab.

Cependant, avant que se produise la véritable expansion, la concentration territoriale s'achève sur les confins, zone mal caractérisée, où se rejoignent, affaiblis, les derniers rayons des civilisations grecque et latine. Au XIIIe siècle, les Nemanides possèdent tout le bassin de l'Ibar, le bassin supérieur de la Drina, de la Morava de l'ouest, ainsi que la vallée du Lab, le « petit Kossovo » et la haute vallée de la Toplica. Mais, en outre, il y a eu jonction avec l'État de la côte, la Zeta (1170), et ils sont maintenant en possession du littoral, depuis la Bojana jusqu'à la Cetina. Disposant d'un large accès sur une côte aux cités commerçantes et riches, le groupement territorial étant achevé sur toute la large bande de pays qui constituait alors comme les marches des mondes latin et gréco-byzantin, l'État serbe poursuit dès lors son évolution de telle sorte que, tout entier, il penche vers le sud.

En quittant la Zeta catholique pour la Rascie orthodoxe, où il adopta la religion du pays, Nemanja avait déjà laissé pressentir celle des deux attractions qui devait l'emporter. Les raisons ne manquent pas pour expliquer le sens définitif de cette évolution. Vers l'ouest, on se heurtait tout d'abord à une nature hérissée, pauvre, presque revêche, encore que

les grands traits du relief pussent inciter à suivre cette direction. Vers le sud, au contraire, c'étaient des plaines de plus en plus basses, au sol noir, gras et fécond[1].

Si vers l'ouest on était certain de retrouver, très loin encore, des hommes de la même race, on était non moins sûr de se heurter ensuite aux Hongrois, qui dès le XIe siècle avaient soumis les Croates; aux Allemands, aux Vénitiens; on aurait eu à lutter aussi contre l'influence du pape et de son clergé, déjà toute-puissante sur la côte et gagnant vers l'intérieur. Vers le sud au contraire, au lieu de forces nouvelles et turbulentes, il y avait un grand empire très vieux, décrépit, et tout près, semblait-il, de tomber en morceaux. De ce côté, il y avait aussi l'attrait d'une civilisation plus brillante, et de plus en plus, au fur et à mesure que les ambitions allaient grandir, il y avait le mirage fascinateur de la marche sur Salonique, sur Constantinople, vers le trône impérial, objet de tant de convoitises.

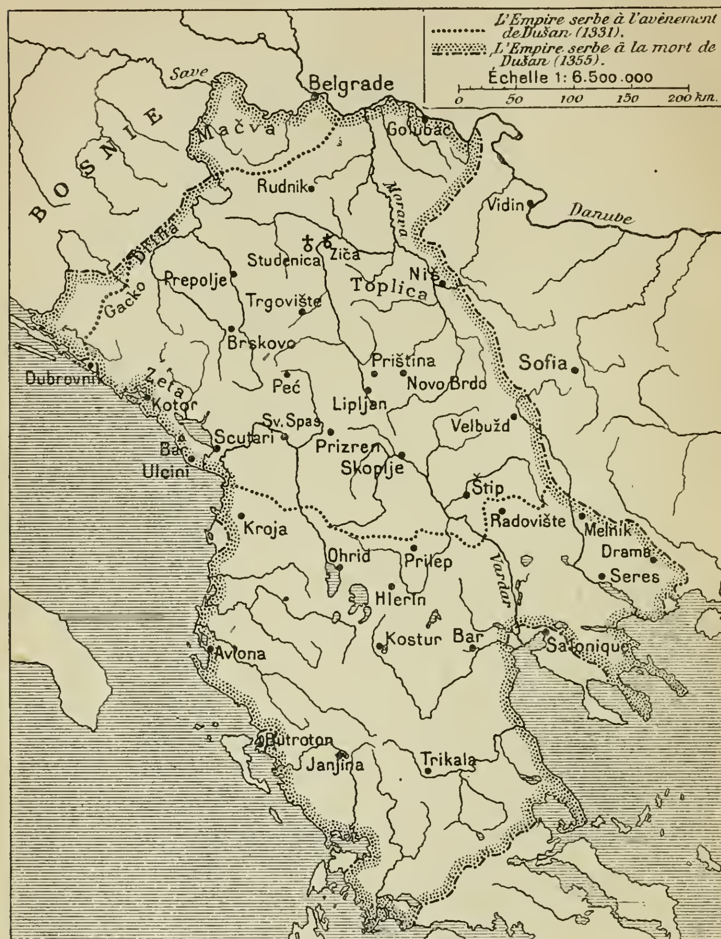
Vers la fin du XIIIe siècle, le roi Milutine (Étienne Uroš II, 1282-1321) recule les limites de l'État jusque sur le revers méridional de la haute chaine du Šar; il fait de Skoplje sa capitale[2]. En 1308, il obtient une large bande de territoire, dirigée nord-est sud-ouest et comprenant l'Ovče Polje, la région entre Prosek et Prilep, le pays de Kičevo jusqu'à la frontière d'Ohrida, la région de Debra jusqu'à la rivière du Mati, en Albanie. Dans la première moitié du XIVe siècle, c'est, avec Dušan, la grande descente vers le sud; toute la Macédoine, moins Salonique, l'Albanie, l'Épire, la Thessalie, se réunissent à l'État serbe, proclamé Empire à Seres en 1345.

Entre temps, vers la fin du XIIIe siècle, l'État s'était avancé vers le nord jusqu'à la Save et au Danube, englobant ainsi les territoires qui constituaient l'ancienne Mésie supérieure

1. Pour l'importance de cette région limite, cf. Gravier G., Le Sandzak de Novi-Pazar, *Annales de Géographie*, t. XXII, 1913, p. 61-67.

2. Le centre politique de l'État suit le déplacement de la frontière, comme l'a noté déjà St. Novaković (*Nemanjičske prestonice* [Les capitales des Némanides], Glas srpske Kraljevske Akademije [Voix de l'Académie Royale de Serbie]), t. LXXXVIII, 1911, p. 1-54.

et qui devaient former le cœur de la Serbie actuelle. De même qu'au nord, à l'est aussi il atteignait la vieille limite



L'Empire serbe au XIVe siècle.

mésique avec les hauteurs séparant la Morava du Timok.

Dans cet ensemble de possessions, toujours deux grandes régions sont distinguées : le souverain serbe, depuis 1346,

est toujours désigné comme souverain de Rascie ou Serbie, et de Romanie ou Grèce. La Rascie, c'est le noyau initial, l'ancienne marche opposée au pays « grec ». Mais, dans le groupe des anciens territoires, toujours aussi étaient nettement différenciés, comme le prouve le titre royal, les pays constituant la véritable Serbie[1], c'est-à-dire ceux de l'intérieur ou de par delà les monts, et ceux du littoral, de l'ancienne Dioclétia.

Ce qui désormais correspondra territorialement à l'idée de Serbie prend donc forme : ce sera toujours plus ou moins le pays qui, en arrière du versant de l'Adriatique, s'étend vers le nord jusqu'au sillon collecteur de la Save et du Danube. Cette notion gagne de plus en plus de précision avec le déclin de l'État serbe du Moyen âge. Les dernières formes connues, avant la complète disparition sous l'invasion turque, sont celles qui recevront, tant dans les ouvrages des savants que dans la mémoire des générations suivantes, le nom de Serbie.

Après les désastres de la Marica (1371) et de Kossovo (1389), après la dislocation et les démembrements successifs, ce qui reste de l'État serbe dans la première moitié du xve siècle est représenté par le despotat de Stevan Lazarević et de Georges Branković. Ses limites au sud atteignent encore par moment la montagne du Šar, Prizren y comprise; à l'est, Niš étant turque déjà, la frontière quitte la grande Morava vers le confluent des deux rivières qui la forment pour aller rejoindre le Danube par les montagnes à la hauteur des Portes de Fer, le pays de Poreč demeurant toujours serbe. Au nord, le Danube continue à marquer la frontière, tandis que Belgrade et les plaines en bordure de la Save jusqu'à la Drina appartiennent à la Hongrie. A l'ouest, la vallée de la Drina, avec les pays d'Usora et de Zvornik,

1. Les deux termes de Serbie et de Rascie s'emploient alors l'un pour l'autre. Si le dominicain Guillaume Adam distingue la Serbie et la Rascie (1322), cf. *Godišnjica Nikole Čupića* (Annuaire de Nicolas Čupić), 1894, t. XXXI, p. 16, c'est qu'alors le pays est partagé entre les rois Milutine et Dragutine.

sert de limite. Le littoral de l'Adriatique entre la Bojana et Cattaro se détache définitivement de la Serbie en 1441; en 1455, c'est le tour de toute la Serbie du sud, et finalement restent seules (1455-1459) les terres encadrées au sud par la Morava de l'ouest, à l'est par la rivière Poreč, au nord par le Danube et à l'ouest par la Drina.

Au terme d'une évolution aux multiples phases, ces dernières formes de l'État serbe, bien que de très courte durée, seront celles sous lesquelles la Serbie va continuer à être représentée au dehors; c'est, peut-on dire, autant à ces dernières formes de l'État du Moyen âge qu'aux divisions de l'époque romaine, assez voisines d'ailleurs les unes des autres, que sera liée l'idée de l'étendue de la Serbie alors qu'elle aura depuis longtemps cessé d'exister en fait. Et ce sera dans ces mêmes limites qui ont abrité les suprêmes restes de la vie indépendante que se reformera, trois siècles et demi plus tard, le noyau de l'État serbe de nos jours.

* * *

Pas plus qu'elle ne transforme les rapports fonciers, la conquête turque n'entraîne de remaniement profond dans les grandes divisions territoriales. Il y eut un pachalik de Bosnie qui, à l'ouest de la Serbie actuelle, comprenait un grand morceau de l'ancien Illyricum, sans aller au delà de ce qui fut le Sandžak de Novi-Pazar, c'est-à-dire presque exactement à la limite même de l'ancienne province romaine, là où avait pris corps la petite Rascie. Le pays de Novi-Pazar lui-même constitua longtemps un petit pachalik allant au nord jusqu'au voisinage de la Morava de l'ouest, mais relevant néanmoins de la Bosnie. Au sud commençait la Rumili des Turcs, l'ancien pays « grec ». Les trois petits pachaliks de Vranje-Priština, Leskovac-Kruševac et Nis, comprenant tout ce pays essentiellement montagneux qui correspond aux bassins de la Morava du sud et de la Nišava, rappelaient l'ancienne Dardanie, en même temps qu'ils représentaient.

pour la plus grande partie, ce qui était passé aux Turcs de l'État de Georges Branković, lors de la grande amputation de 1453, qui précéda de quelques années la complète disparition.

Ce qui fut la dernière Serbie du Moyen âge, en même



LA SERBIE AU XVe SIÈCLE.

temps que la première de l'époque moderne, devint après la conquête turque le pachalik (appelé d'abord Sandžak) de Smederevo. L'ancienne capitale du dernier despote serbe était le centre de la nouvelle province; elle le resta jusqu'en 1521, date de la prise de Belgrade et des plaines en bordure de la Save aux Hongrois qui les détenaient. Dès

lors, la province turque s'appelle tantôt pachalik de Smederevo, tantôt et plus souvent pachalik de Belgrade. On lui trouve au début du XIX[e] siècle des limites presque de tous points identiques à celles qu'avait indiquées le voyageur turc Hadji-Kalfa, dès la première moitié du XVII[e] siècle[1]. Au nord, c'est la Save et le Danube jusqu'à la hauteur environ de la ville d'Orsova; à l'ouest, c'est la Drina, sauf dans les régions de Jadar et Radževina, qui continuent à relever du Sandžak de Zvornik; au sud, ce sont les montagnes en arrière d'Užice, puis celles qui viennent aboutir à la forteresse de Maglič, à la sortie des gorges de l'Ibar, et c'est ensuite la Morava de l'ouest elle-même jusqu'à son confluent; à l'est, c'est la grande Morava, depuis ce confluent jusque vers Ćuprija, et, de là, ce sont les montagnes qui séparent son bassin du pachalik de Vidin et de sa dépendance, la Krajina du Timok.

Si les vieilles limites subsistent à peine modifiées, les noms ne se sont pas maintenus. Ils ont changé ou sont disparus pour la plupart. De la nomenclature du Moyen âge, seuls quelques rares noms de pays sont parvenus jusqu'à nous (Mačva, Jadar, Resava). Les termes de Rascie, de Serbie, au sens territorial du mot, sont complètement sortis de l'usage, aussi bien chez les Turcs que chez les anciens occupants. Pachaliks, sandžaks, kadiluks ont tout effacé[2]. Pour retrouver vivantes les vieilles désignations, il faut aller outre-Save et Danube, là où les Serbes, immigrés en masse à la fin du XVII[e] siècle et au début du XVIII[e], sont connus aujourd'hui encore sous le nom de Rasciens. On pourra même, au delà de la plaine hongroise et des Carpathes, en

1. Elles semblent s'en écarter seulement en ce que, d'après ce géographe turc, le pays de Trinok (?) aurait alors fait partie du pachalik de Belgrade, tandis que le pays de Sabac aurait relevé de celui de Zvornik.

2. Seule peut évoquer le souvenir de l'ancien État serbe cette appellation de « *Serbo vilayeti* » dont nous parle Ami Boué et qui s'applique aux sandžaks ou pachaliks de « Semendria-Belgrade, Kratow ou Krouchevatz, Novibazar ». (Cf. Boué A. *La Turquie d'Europe*, t. III, Paris 1840, p. 203).

pleine Petite-Russie, découvrir vers la mi-xviii[e] siècle (1751-1754) une « Nouvelle-Serbie », fondée là par un groupe important de ces Serbes venus s'établir entre Kief et Otchakof et d'ailleurs rapidement fondus dans les masses russes.

Si, dans le pays serbe lui-même, la domination turque semble avoir vite étouffé toute la vie attachée à ces vieux noms de Rascie et de Serbie, cependant, durant toute cette période de près de quatre siècles, ces mêmes noms, par une sorte de réminiscence historique, se retrouvent, associés à ceux de l'antiquité, chez tous les érudits, voyageurs et cartographes de l'Europe. Non seulement ces désignations subsistent, mais, avec plus ou moins de certitude, on persiste à les appliquer aux régions de l'empire turc qu'on pense avoir été ainsi appelées. D'ailleurs, à l'exception de quelques voyageurs, on n'entre pas dans les détails; *grosso modo*, on trace ou on indique des limites qui semblent répondre à une sorte de schéma préconçu. On tombe toujours dans une erreur que partageront même des voyageurs : on se représente la péninsule comme traversée de part en part, en son milieu, par une grande arête montagneuse dirigée généralement du nord-ouest au sud-est, de l'Adriatique la mer Noire; au nord coulent les eaux qui vont à la Save et au Danube, au sud celles qui vont à l'Adriatique et à la mer Égée. De chaque côté de cette grande dorsale se détachent, à angle droit, des chaînons qui divisent la Péninsule comme en autant de compartiments. La Serbie sera toujours représentée comme un des compartiments qui regardent le nord et toujours sa limite méridionale sera fixée à cette grande chaîne transversale, confondue tantôt avec le Kopaonik, tantôt avec le Crnoljeva, tantôt avec le Šar Planina (Šardagh), plus au sud. Parallèlement à la Serbie, de part et d'autre, s'allongent la Bosnie à l'ouest et la Bulgarie à l'est, tandis qu'au sud de la chaîne figurent l'Albanie, la Macédoine et la Thrace, qui présentent une disposition analogue[1]. Telle est

1. Pour trouver la Serbie telle qu'on se la figure alors, il faut recourir à la relation de voyage du Sieur Des Hayes (1621) [*Voiage de Levant*

la position invariablement attribuée à la Serbie. Toutefois, lorsqu'il s'agit de préciser les détails, l'accord ne subsiste plus. Si la Save et le Danube font au nord une limite constante, à l'est et à l'ouest il n'en est plus de même. Bien qu'à l'ouest la Drina figure encore le plus souvent la frontière, des échancrures cependant sont parfois indiquées, soit à droite de la vallée, soit, mais plus rarement, à gauche, du côté de laBosnie. Vers l'est, l'écart est bien plus sensible : les différentes limites oscillent, en effet, entre la vallée de la Grande Morava et celle de la Cibrica ou même de l'Isker; néanmoins, de façon générale, le cours du Timok inférieur est pris pour ligne de démarcation. Mais c'est encore vers le sud que l'on semble être le moins d'accord. De ce côté, sans doute, la frontière coïncide toujours avec la « dorsale » balkanique; mais, selon que celle-ci est reportée plus ou moins au sud, les dimensions attribuées à la Serbie varient considérablement. Les connaissances sont d'ailleurs si pauvres, si peu sûres! L'on parvient néanmoins à se rendre compte que de ce côté la Serbie enferme presque toujours dans ses limites Pristina et par suite le Kossovo Polje, de même aussi la Metohia et Prizren.

De 1718, date de la paix de Passarovitz (Požarevac), jusqu'à 1739, date de la paix de Belgrade, il existe un royaume de Servie, *das Königreich Servien*, avec une « administration » autrichienne. Pendant une vingtaine d'année, la Serbie réapparaît vivante. Ce sont toujours, à quelques faibles différences près, les mêmes formes, les mêmes terres que celles

fait par le commendement du Roy en l'année 1621, *par le S(ieur) D(es Hayes) de C(ourmenin)*. A Paris, chez Adrian Taupissart, rue Saintt Jacques]. C'est là qu'il est possible de voir le mieux comment s'es- établi le lien entre les formes et divisions territoriales successivement héritées du passé : « Les Turcs, pour ce qu'ils n'ont aucune connoissance de la géographie, divisent toutes les Provinces qui leur sont sujettes selon les gouvernemens qu'ils ont establis et leur en donnent le nom, de façon que la Servie, estant sous le Sangiacbey de Semendrie qui despend de Bude, ils l'appellent le païs de Semendrie. Ceste Province a esté cogneuë des anciens sous le nom de Haute-Mésie. Elle a au Septentrion la Hongrie, dont elle est divisée par le Danube, la Macédoine au Midy, la Bulgarie au Levant, et au Couchant la rivière de Drine, qui la sépare du Royaume de Bossena ».

de la Serbie aux dernières années de son indépendance, que celles aussi du pachalik de Smederevo ou de Belgrade, telles que les indiquait Hadji Kalfa un siècle auparavant. A l'est, le long du Danube, la région de la Krajina ou du Bas-Timok est alors rattachée à la Serbie[1], tandis que celle du Moyen et du Haut Timok continue à faire partie intégrante du pachalik de Vidin demeuré turc. A l'ouest, au lieu de la Drina elle-même, c'est le rebord oriental de son bassin qui forme la limite, en laissant ainsi en dehors les pays qui constituent aujourd'hui le département d'Užice. Au sud enfin, au lieu d'aller par les montagnes à droite de la Morava de l'ouest, la nouvelle frontière suit la rivière elle-même, et seulement depuis l'extrémité de la cuvette de Čačak.

Ce ne furent là sans doute que des limites éphémères. Sous son masque étranger, cette résurrection de la Serbie, si courte qu'elle ait été, devait cependant donner comme un regain de vie aux souvenirs en éveil au fond de l'âme serbe. Toutefois, à ne considérer toujours que la façon dont on se représentait la Serbie au dehors, on ne s'aperçoit pas qu'elle ait contribué en rien à modifier, en la réduisant, l'étendue que l'on était habitué à attribuer à l'ancienne Serbie[2].

Dans la seconde partie du XVIII[e] siècle, il semble même que le concept de Serbie tende à s'élargir. Les cartes de cette époque[3] limitent la Serbie, à l'ouest par la Drina, à l'est par le Timok sur toute sa longueur. La limite méridionale est comme toujours la chaîne transversale enfermant les

1. En 1721, ses districts les plus orientaux (Kljuc, Krajina avec la Porečka reka et Krivi Vir) furent réunis administrativement au Banat de Temesvar.

2. Les frères Homann, dans leur carte éditée à Nuremberg au début du XVIII[e] siècle, continuent en effet à désigner comme « Servia » le pays qui, se prolongeant au sud des possessions autrichiennes, s'arrête à l'Albanie et à la Macédoine, en englobant à l'est Niš et à l'ouest Prijepolje (sur le Lim) dans l'ancien Sandžak de Novi-Pazar. — Dans son grand ouvrage : *Danubius Panonico-mysicus observationibus geographicis physicis...*, paru à la Haye en 1726, Marsili Al. considère comme étant dans les limites de la Serbie : Prizren, Vidin, Niš, Pirot, Kratovo, Novipazar, Kossovo.

3. Cartes éditées à Leipzig en 1761, à Nuremberg en 1766 et en 1802, à Vienne en 1788.

pays de Kossovo, Metohia et la cuvette de Skoplje[1]. Kustendil, Kratovo à l'est, et à l'ouest Prizren, Ipek, Plevlje et même Goražde figurent généralement comme villes de Serbie.

En dépit de son caractère conventionnel et trop souvent simplifié à l'excès au point d'en paraître même puéril, la forme prêtée à la Serbie a maintenu au dehors, durant toute la domination turque, la notion d'un pays serbe répondant à un cadre territorial déterminé. Elle a communiqué ainsi à la Serbie une sorte de vie extérieure et influé sur les esprits cultivés de l'Europe de ce temps; n'oubliant pas le passé, ils ne devaient pas s'étonner de voir effectivement renaître une Serbie dont les limites leur étaient familières d'avance. Ce que les chants populaires et la religion furent pour le peuple serbe, cette survivance d'un passé plus ou moins lointain le fut, elle aussi, dans une certaine mesure pour les étrangers, pour ceux qui, à plusieurs reprises, auront à dire le mot décisif aux différentes étapes de la prochaine évolution.

Durant toute la période turque, cette existence prêtée à la Serbie, en particulier par les géographes et cartographes, demeure complètement étrangère au peuple serbe lui-même. Le souvenir des grandes figures et des grands événements du Moyen âge se maintenait très vif, il est vrai, jusque dans les couches les plus profondes de la masse, grâce à la tradition fidèlement conservée, grâce aux chants populaires, grâce aussi à la religion nationale. Cependant, tout laisse croire que l'idée de former une collectivité de race dans un même groupement territorial était aussi peu nette chez les

1. La carte de 1766 laisse Skoplje en Bulgarie. Sur cette carte, ni Kustendil ni Kratovo ne sont non plus placées en Serbie. La carte parue en 1788, une des meilleures de l'époque, indique la Drina et le Lim comme limites à l'ouest. — Celle de 1802 marque très nettement déjà les frontières qui aujourd'hui encore sont celles de la Serbie au nord, à l'ouest et à l'est.

Dans les relations des légats et missionnaires, envoyés par les papes dans un but de propagande aux XVIe et XVIIe siècles, Skoplje non seulement figure en Serbie, mais est appelée la métropole du pays « Metropoli di Servia ... principale città della provincia Servia ».

Serbes de ce temps que chez ceux du Moyen âge. S'ils portaient en eux tout ce qui fait le fond d'une âme nationale, ils n'étaient pas parvenus encore à préciser son cadre. Le nom et l'idée d'une Serbie passée ou à venir semblent, en effet, avoir été à peu près ignorés des Serbes eux-mêmes, ou inusités par eux jusqu'au XVIIIe siècle. On ne connaît que des noms de « pays », vieilles unités locales (anciennes županies ou župa), enfermées généralement dans une vallée plus ou moins grande : Jadar, Resava, Gruža, le nom de la rivière étant presque toujours celui du pays même. Pour désigner de plus grands ensembles, ou bien le nom manque, ou bien on recourt au nom du pachalik, à celui du sandžak; pour le pays qui fut la dernière Serbie du Moyen âge et qui sera le cœur de la Serbie moderne, les Serbes du sud, vers la fin du XVIIIe siècle, emploient le terme de Morava; celui de Šumadija ne fait que naître. Encore au début de l'insurrection, le nom de Serbie semble rester comme ignoré; l'adjectif « serbe » est employé, mais non le nom de pays qui en dérive.

Seuls, les Serbes d'outre-Save et Danube, ceux de la Dalmatie, c'est-à-dire ceux qui vivent au contact de civilisations plus avancées, et ont pu avoir accès aux ouvrages, livres et cartes déjà publiés, parlent d'une terre qu'ils appellent Serbie, mais presque toujours sans modifier en rien l'acception purement historique qui lui est communément attachée[1].

Ainsi, jusqu'au moment même où éclate l'insurrection, chez les étrangers tout comme chez les quelques Serbes qui l'emploient, le terme de Serbie représente essentiellement une très vieille division historique à laquelle les faits ont à plusieurs reprises rendu une réelle valeur : après la Mésie

1. Jovan Raić, le premier en date des historiens serbes, écrit (*Istorija raznih slovenskih narodov...* [Histoire des différents peuples *slaves*]) que la Serbie est bornée au nord par la Save et le Danube, à l'ouest par la Drina, au sud par les montagnes du Šar et par la Macédoine, à l'est enfin par la Cibrica. Ce sont précisément ces mêmes limites qu'indique Solarić dans sa géographie imprimée en serbe à Venise l'année même où s'ouvre la lutte pour l'indépendance.

supérieure, il y avait eu, en effet, la dernière Serbie médiévale, celle de Georges Branković ; il y avait eu ensuite le pachalik de Smederevo ou de Belgrade, et enfin, durant une vingtaine d'années, l'apparition insolite d'un royaume de Serbie autrichien. Et chaque fois, dans ses grands traits, la configuration du pays se maintenait. Au nord et à l'ouest, le Danube, la Save et la Drina marquaient des limites à proprement parler constantes. A l'est et au sud seulement, des fluctuations se produisaient, d'envergure relativement faible, vers l'est en particulier.

Il est remarquable que, dès le début, la Serbie moderne trouvera au nord et à l'ouest des limites qui sont demeurées fixes par la suite[1]. La force naturelle des choses et plus encore assurément la force de la tradition en sont les causes principales. Vers l'est, par contre, et tout spécialement vers le sud, l'extension se fera par bonds successifs ; de ce dernier côté les obstacles ne sont plus les mêmes et d'autres forces apparaissent, qui sollicitent, favorisent l'action.

Sans avoir eu sur les Serbes eux-mêmes une influence déterminante ou même sensible, la notion héritée du passé fournira comme le moule où leurs aspirations trouveront à se réaliser dès le début. Trop froide et trop peu familière, cette notion érudite sera incapable de susciter leur action ; mais les vieux cadres administratifs, existant depuis longtemps, seront là tout prêts, s'imposant presque aux hommes nouveaux, le jour où ceux-ci parviendront à conquérir le droit de vivre par eux-mêmes.

1. Il n'y a à noter que de légères modifications sur la Drina : réunion des districts de Jadar et de Radževina en 1833, de Mali Zvornik et de Sakar en 1878.

CHAPITRE III

LA RÉSURRECTION DE LA SERBIE (1804-1815)

Les premières limites connues par la Serbie moderne coïncidèrent avec celles du pachalik de Belgrade, et pourtant les conditions dans lesquelles le nouvel État se réalise annoncent bien plus l'avenir qu'elles n'évoquent le passé. Ce sont ces conditions qu'il importe de connaître si l'on veut saisir, dès l'origine, le sens de l'impulsion qui, de façon remarquablement continue, va déterminer le développement de la Serbie moderne. Les cadres du passé où les Serbes se retrouvent au lendemain de la lutte ne sont pas ceux qu'en pleine action ils avaient un instant rêvés, ni même ceux que leurs avant-postes avaient atteints. De même qu'au lieu de l'indépendance un instant entrevue ils n'obtiendront que des libertés octroyées, de même, au point de vue territorial, loin d'avoir les limites désirées, ils se verront imposer celles du passé. Pourquoi en a-t-il été ainsi? Pourquoi, au lieu de réaliser l'idéal ébauché et peu à peu affirmé chez les soldats de Karageorges, la Serbie nouvelle s'est-elle laissé enfermer, pour un temps, dans l'ancien pachalik de Belgrade?

Est-ce que les souvenirs de l'ancienne Serbie s'étaient maintenus plus vifs en ce pays où elle était venue comme expirer, trois siècles et demi plus tôt? La présence de certains monastères, églises, forteresses (Manasija, Ravanica, Smederevo...), datant de cette époque, la vigueur de certaines légendes (celle d'Hélène la Maudite en particulier[1])

1. Parce que d'origine grecque, semble-t-il, Hélène, femme du despote Georges Branković, fut rendue responsable par le peuple de toutes les charges qu'il eut à subir alors, notamment pour la construction de la grande forteresse de Smederevo.

pourraient en témoigner, semble-t-il. Encore ne faut-il pas exagérer cette influence, car la longueur du temps écoulé, aussi bien que les vicissitudes éprouvées : guerres, mouvements incessants de population, etc..., avaient dû singulièrement affaiblir le souvenir de cette dernière Serbie dont l'agonie dura quelques années au plus. Il ne pouvait alors être question de plus de patriotisme chez le paysan serbe de la région de Smederevo, par exemple, que chez celui des montagnes de Bosnie ou de la haute plaine de Kossovo. Un vieux fonds national commun existait sans que l'on s'en rendît très bien compte. Il était fait à la fois de traditions, de chants et de pratiques religieuses et familiales, vivantes chez tous ceux de la race, mais cependant gagnant en force et en pureté au fur et à mesure qu'on s'éloignait des plaines du sud et de l'est vers les montagnes de l'ouest et du sud-ouest. Les diversités locales (parler, costume, genre de vie) restaient très accusées, les communications entre pachaliks voisins étaient réduites au minimum, aussi ce vieux fonds national demeurait-il, sans qu'on le soupçonnât, propre à toute la race. Ce sentiment de solidarité de race était d'ailleurs étroitement subordonné à la notion religieuse plus qu'à la langue, qui ne pouvait suffire à donner à l'idée nationale son véritable support. Dominant tout, il y avait l'opposition, à la fois religieuse, sociale et politique, entre chrétiens et musulmans; si les vrais Osmanlis étaient représentés parmi les « Turcs » habitant le pachalik, il y avait en Bosnie pour le moins autant de musulmans ne parlant que la pure langue serbe; la notion religieuse avait subordonné et même oblitéré chez eux le sens de la race. La première lutte sera avant tout celle du chrétien opprimé contre le « Turc » oppresseur, quelle que soit sa race, quelle que soit sa langue.

C'est essentiellement à un ensemble de circonstances à la fois géographiques et politiques, empruntées au présent et au tout récent passé, que les Serbes du pachalik de Belgrade doivent d'avoir atteint les premiers l'émancipation politique.

Tout d'abord, ce pachalik, depuis un siècle déjà, était province frontière. Par la paix de Karlowitz (1699) il s'était trouvé placé à l'extrême limite septentrionale de la Turquie d'Europe, au voisinage immédiat de l'Autriche. Cette zone limite offrait une importance exceptionnelle : là en effet se rencontraient la puissance de l'Islam et celle des Chrétiens, là aussi venait mourir la civilisation de l'Europe et commencer celle de l'Orient. Le pachalik de Belgrade se trouvait ainsi placé aux confins de deux mondes, tout comme l'avait été au Moyen âge le petit pays de Rascie. Au xviii[e] siècle toutefois, les contrastes étaient sans aucun doute bien plus accusés qu'ils n'avaient pu l'être, au Moyen âge, entre les deux cultures grecque et latine.

Relégué tout aux extrémités de l'État, le pachalik de Belgrade devait subir peu et lentement l'action de Constantinople. Un relâchement de l'autorité centrale y était inévitable. Un soulèvement éclatait-il, il fallait aux armées turques des mois avant que, réunies, elles parvinssent jusqu'au foyer de la révolte ; cependant l'insurrection avait eu le loisir de s'étendre sur de grands espaces. Et lorsque avec les hommes, avec le temps, le mouvement allait enfin pouvoir être étouffé, les rebelles, pour échapper aux représailles, avaient toujours au dernier moment la ressource de franchir le ruban d'eau, Save ou Danube, au delà duquel c'était la « terre d'Empire », refuge sûr pour eux et leurs familles.

Mais le rôle de cette terre d'Empire ne s'est pas réduit à servir d'abri aux Serbes du pachalik fuyant devant les représailles turques. Si, avec leur large nappe d'eau, leurs îles limoneuses, leurs marais, leurs broussailles en bordure, la Save et le Danube soulignent une longue limite naturelle, à la base d'un pays de relief mouvementé et au seuil d'une plaine aux vastes horizons; si, depuis deux siècles, cette limite se traduit dans les faits comme une frontière politique permanente, jamais néanmoins il n'y eut là pour les hommes un obstacle de nature à interdire les contacts. Avant d'avoir atteint à cette sorte de fixité qu'on est habitué à lui voir

aujourd'hui, cette limite, depuis le Moyen âge, avait été tour à tour débordée par les puissances établies au nord et au sud[1]; et selon que ces oscillations amenaient ou ramenaient différents maîtres par delà les rives des deux fleuves, les populations se trouvaient entraînées dans ces fluctuations. Le plus remarquable de ces déplacements fut la fameuse migration des Serbes en 1690 (40 000 familles), suivie d'une autre en 1737, toutes deux causées par le retrait des troupes impériales outre-Save et Danube. En s'installant dans les vastes plaines à gauche des deux fleuves, ces Serbes, arrivés du sud, grossirent considérablement le nombre de ceux des leurs qui s'y trouvaient déjà établis. C'est ainsi que durant le XVIII[e] siècle une même population vit de part et d'autre des deux rives. Aux Serbes du pachalik répondent sur l'autre bord les Serbes, colons militaires, défenseurs de l'Empire et de la Chrétienté en ces marches d'occident. Pour ces gens trempés par toutes les épreuves, les eaux et les marais de la Save et du Danube ne pouvaient être un obstacle. Il y avait d'ailleurs des points de passage que l'on connaissait pour les avoir souvent pratiqués, soit aux périodes troublées, lorsqu'on fuyait devant les Turcs ou les épidémies, soit en temps de paix, lorsqu'on allait vendre sur les marchés d'en face les grands porcs maigres aux longues soies noires En dépit des difficultés créées par l'organisation des Confins militaires (depuis 1702), on n'hésitait pas à franchir le fleuve toutes les fois qu'il en était besoin. On était certain de retrouver sur l'autre rive des hommes de même race, de même langue, et

1. Jusqu'en 1521 les Hongrois avaient possédé Belgrade et toute la région, alors appelée Mačva, qui, depuis la Drina, envoie directement ses eaux à la Save. De son côté, le dernier prince serbe, le despote Georges Branković, avait eu de grands domaines en Hongrie. Les Turcs ensuite avaient possédé les plaines de Syrmie, de Slavonie et de Hongrie; en 1683, de nouveau ils s'avançaient jusqu'à Vienne, sous les murs de laquelle ils étaient apparus déjà une première fois (1529) Cinq années après, en sens inverse, c'était aux Autrichiens de franchir la Save et le Danube, puis bientôt de s'installer dans le pays pour quelque vingt ans (1718-1739), sans pouvoir ni se maintenir, ni s'implanter; vers la fin du XVIII[e] siècle, une nouvelle tentative ne devait pas être plus heureuse (1787-1789).

souvent même des parents. Sur les terres d'Empire, Allemands, Magyars, Roumains, n'avaient pas encore réussi à se multiplier et à progresser au point d'entamer profondément la masse serbe.

Malgré les obstacles naturels, les barrières politiques et militaires, il s'opéra entre les deux rives un échange d'hommes, de produits et d'idées, de plus en plus actif à mesure que l'on approche de la fin du XVIIIe siècle. Les expéditions militaires, les occupations successives n'avaient pas été sans introduire dans l'âme du peuple l'espoir d'échapper une bonne fois à l'oppression des Turcs. Bien que l'administration autrichienne du début du siècle eût laissé plutôt de mauvais souvenirs, bien que les reculs et les abandons répétés eussent amèrement déçu les Serbes du pachalik de Belgrade, néanmoins le simple voisinage de l'Autriche devait les prédisposer, les encourager à la lutte. C'est en terre d'Empire, en effet, que les futurs chefs de l'insurrection, Kara-Georges, Stanoje Glavaš, d'autres encore, reçoivent leur éducation militaire dans les « corps francs » encadrés et dressés par des officiers de l'armée autrichienne, eux-mêmes très souvent Serbes ou Croates. C'est d'Autriche également que viendront, avec les Serbes exercés au métier de la guerre, les armes, les munitions, les vivres, dans les moments de besoin. Durant les années de lutte, maintes fois, les barques chargées de munitions passeront de la rive autrichienne à la rive serbe, sous le regard placide des autorités des Confins.

Une autre forme de ces échanges par-dessus la frontière fluviale a été l'action toute morale qu'exercèrent les Serbes d'Autriche sur ceux du pachalik. Plus proches des centres de l'Occident, bénéficiant depuis Joseph II d'un régime plus libéral, et disposant parfois d'un certain bien-être, les Serbes d'Autriche, ceux des villes en particulier, étaient plus avancés que leurs frères du sud. Jouissant de divers privilèges, ils avaient des écoles, fréquentaient des Universités. Ils avaient même eu quelque temps leurs imprimeries, leurs journaux.

Beaucoup occupaient des postes en vue dans les administrations d'État et surtout dans l'armée. Certains, tel Dositej Obradović, avaient beaucoup voyagé; ils avaient parcouru non seulement les terres où vivaient leurs frères de race, mais aussi la plupart des pays d'Occident, et avaient appris plusieurs langues étrangères.

C'est chez ces Serbes d'Autriche, moines, évêques, professeurs, commerçants, qu'il faut aller chercher les premiers sentiments, les premiers élans de patriotisme. C'est chez eux qu'il est possible de noter le premier éveil de la conscience nationale. « Serbie, Serbie très glorieuse, fertile jadis en hommes, s'écrie l'un d'eux, tu es devenue esclave, tu as pleuré jour et nuit... tu es restée seule dans ton deuil[1]. » Ils étaient pénétrés de l'histoire du passé qu'ils connaissaient non seulement par la simple légende, mais encore par les livres. C'est par eux que la notion de Serbie, telle qu'elle était répandue au dehors, passera outre Save et Danube. Dans son *Histoire des différents peuples slaves*, J. Raić s'écrie (t. II, p. 149) qu'il est heureux « de contribuer un peu à la gloire du peuple serbe, d'une plume impartiale, avec dignité et comme il convient, et de le tirer des ténèbres de l'oubli à la lumière de l'histoire ». Ces Serbes n'ignoraient pas non plus la situation politique et les forces de l'Europe. Ce sont eux qui vont fournir l'élite pensante du mouvement insurrectionnel. On les verra, par leurs écrits, leurs conseils, leurs démarches, lui imprimer sa direction et en même temps lui infuser comme la conscience de son action immédiate et le sens de sa portée future.

Si le pachalik de Belgrade a servi de berceau à la Serbie renaissante, c'est en grande partie à sa position qu'il le doit. Cependant les conditions si favorables dans lesquelles il se trouvait placé de ce fait ne suffisent pas encore à rendre pleinement compte de son rôle.

1. Poème de Zaharija Orfélin « Les pleurs amers de la Serbie jadis célèbre », paru à Venise en 1761 (sans nom d'auteur).

Confins, elles aussi, les provinces roumaines avaient dû attendre l'arrivée des troupes russes pour connaître un commencement d'émancipation. Il en sera de même, un siècle plus tard, pour la Bulgarie ; quant à la Bosnie, elle n'échappera au joug turc que pour passer sous un autre. Les Serbes du pachalik de Belgrade cependant, sans recevoir de véritable secours, vont parvenir par leurs seules forces, ou presque, à conquérir de haute lutte les libertés essentielles à leur existence dans le cadre même de leur pachalik. C'est qu'à la différence de leurs voisins ils bénéficiaient non seulement de leur position, mais encore de certains avantages propres à la nature à la fois de leur pays et de ses habitants.

Il n'y avait pas chez eux de ces grandes étendues plates et découvertes, comme on en rencontrait dans les provinces roumaines, dans le pays bulgare, terrain qui se prêtait aussi bien aux évolutions de la cavalerie turque qu'il était peu favorable aux soulèvements des paysans. Le centre du pachalik, la Šumadija, flanquée à l'ouest du pays de Valjevo, était au contraire un pays très accidenté, couvert de futaies et de taillis entrecoupés eux-mêmes de clairières et de petites plaines fertiles, de quoi nourrir gens et troupeaux, à la différence de la montagneuse Bosnie, moins bien préparée par sa structure à soutenir une lutte de plusieurs années consécutives.

Pays très bien articulé aussi, la Šumadija envoyait dans toutes les directions des vallées et de longues croupes, disposition très propre à la concentration des forces aussi bien qu'à leur rayonnement dans les différents sens. Les hautes collines, protubérances massives dominant de vastes horizons, constituaient d'excellents belvédères pour fouiller du regard les campagnes environnantes. Les parties hautes des vallées, étranglées le plus souvent, en forme de gorges profondes remplies par de grands bois, étaient autant de retraites inviolables (*zbegovi*) dans les moments de détresse. Plus bas, avant-monts, plates-formes, hautes plaines entrecoupées de petits bois, se prêtaient on ne peut mieux aux embuscades, à la petite guerre d'escarmouches.

En un tel pays enfin, chaque soulèvement menaçait de couper une des artères vitales de l'Empire, d'arrêter toute circulation sur la grande et presque unique route reliant Constantinople avec le centre de l'Europe et tout l'Occident. Les insurgés avaient évidemment là entre les mains un moyen d'action qui ne pouvait pas manquer de faire une vive impression sur la Porte : le chemin de la Morava aux mains des rebelles, c'était pour les Turcs la perte de leur contact avec l'Europe.

Cependant, ce qui plus que tout le reste a fait que la Serbie moderne a pris forme tout d'abord dans le pachalik de Belgrade et s'est confondue avec lui, c'est que l'élément serbe s'y trouvait très pur, très homogène, et peut-être aussi le plus proche, parmi les Serbes de Turquie, d'une conscience nationale.

Il n'était pas, comme en Bosnie, divisé en musulmans, orthodoxes et catholiques, les uns dominants, les autres asservis et méprisés, tous profondément séparés par une haine à la fois religieuse et sociale. A la différence des pachaliks situés au sud, celui de Belgrade ignorait aussi les îlots de population turque ou albanaise, souvent en proportion très marquée à côté de l'élément serbe. Sauf dans les quelques villes, les *palanka*, égrenées le long de la grand'route, où vivaient en petit nombre garnisaires, spahis, boutiquiers, « Turcs » osmanlis, bosniaques ou albanais, la population du pachalik était tout entière serbe[1], pratiquait la même religion : l'orthodoxie, ne ressentait qu'une seule et commune haine, tout en cultivant les mêmes traditions, les mêmes souvenirs, avec un espoir en quelque sorte subconscient, mais tout prêt à se traduire en actes, encouragé, affermi qu'il était par les vicissitudes de la puissance turque en ce XVIII[e] siècle.

Cette population, homogène par la religion, la race et les sentiments, avait encore même origine et même façon

1. Il suffit d'en excepter les Valaques des montagnes du nord-est.

de vivre. Les Serbes du pachalik étaient, en effet, pour l'immense majorité, des nouveaux venus. Descendus des contrées du sud et du sud-ouest, ils avaient été attirés par ce pays alors très peu peuplé et très propre à l'élève du bétail, la grande richesse pour eux. Cependant, le plus grand nombre y était arrivé comme fugitifs, et beaucoup avaient gardé la marque de cette origine : hajduks, mi-paysans mi-brigands, ils passaient de la clairière au sous-bois selon qu'ils en sentaient le besoin et surtout selon le retour des saisons, vivant en révolte l'été et rentrant pour l'hiver au village.

Un tel ensemble de conditions devait largement concourir à la réapparition d'une Serbie dans les limites du pachalik de Belgrade. Deux faits cependant, à la veille même du soulèvement, allaient encore remarquablement influer sur cette résurrection.

En 1789, les Autrichiens, une nouvelle fois, ont pris Belgrade. Les corps francs, formés surtout de Serbes de la Šumadija et dressés dans les camps des Confins militaires, étaient parvenus au sud jusqu'à Kruševac, c'est-à-dire à l'extrême limite du pachalik. Mais, cette fois encore, les Autrichiens repassent le Danube et, par la paix de Sistovo (4 août 1791), ils abandonnent les Serbes à leur sort, après les avoir eux-mêmes excités et enrégimentés pour la lutte. Néanmoins, après cette nouvelle secousse, il reste que l'on est désormais convaincu de la possibilité de vaincre les Turcs, puisque eux, les Serbes du pachalik, ont été presque seuls à mener la lutte[1].

En 1793, au lieu de la simple amnistie promise à la paix de Sistovo, le sultan Sélim III délivre un ferman plaçant le pachalik de Belgrade dans une condition spéciale. Le nouveau régime équivalait à une sorte d'autonomie intérieure

1. Stojan Novaković a pu dire (*Archiv für slavische Philologie*, 32, p. 157-158). « La Serbie indépendante est en principe le fruit posthume et non voulu de la guerre de Joseph II et de Catherine II. »

pour les chrétiens du pays[1]. Pareille concession devait accentuer encore la physionomie du pachalik parmi ses voisins et, d'autre part, imprimer une marque commune à sa population. C'était aussi renforcer en elle le sentiment de solidarité et, pour le jour où ces privilèges seraient menacés, entamés ou méconnus, c'était préparer un état d'esprit tout à fait favorable pour une lutte dont le but serait sensible à tous.

Au début de l'insurrection, en 1804, les Serbes n'obéirent nullement à un désir de reconstitution territoriale; ils ne songeaient même pas à conquérir une indépendance réelle, mais tout simplement à obtenir une amélioration de leur sort, un retour au régime d'administration relativement doux qui leur avait été octroyé en 1793 et dont une révolte des janissaires venait de les priver (1802). C'est peu à peu seulement que l'on voit surgir des idées, des aspirations nouvelles. Aux simples vœux de réformes succèdent d'abord le désir d'une large autonomie, copiée sur celle de certaines régions privilégiées de l'Empire turc, puis celui d'une réelle indépendance qui débordera le pachalik pour gagner les terres serbes avoisinantes. Vers 1806, l'idée nationale est éveillée dans la conscience populaire. Les épreuves subies en commun de 1804 à 1815 la fortifient au point que désormais elle sera un des facteurs décisifs de l'extension territoriale du pays.

En 1815, cet idéal des insurgés serbes est loin de se réaliser, politiquement et territorialement, et pourtant il doit

1. C'était la fin de l'arbitraire et de l'oppression : janissaires et čitluk sahibija (« Turcs » qui depuis peu s'étaient interposés, le plus souvent de force, entre le spahi et ses tenanciers et comme lui percevaient sur eux des redevances) se voyaient interdire le séjour dans le pachalik. Les spahis demeureraient à Belgrade. Aucun Turc ne pourrait plus vivre parmi les chrétiens. La somme totale du tribut fixé pour tout le pachalik était répartie et recouvrée par les soins des knèzes. Les chefs élus par le peuple administraient villages et cantons, avaient droit à s'entourer de pandours, possédaient certaines attributions judiciaires. Les paysans pouvaient acheter, vendre, circuler, et n'étaient astreints qu'à un simple octroi à l'entrée de Belgrade (1793 — fin 1801).

être connu si l'on veut mesurer à leur réelle valeur les influences du passé, mieux comprendre la nature et la portée des extensions futures et déterminer les obstacles qui, en s'opposant à l'immédiate réalisation de cet idéal, déterminèrent les formes initiales de la Serbie moderne.

Cet idéal est progressivement apparu et s'est affirmé sous une double action : l'une, venant du dehors, des Serbes habitant par delà la Save et le Danube; l'autre, des Serbes de Kara-Georges, en raison de leurs succès au cours des premières années de lutte.

Dès le début du soulèvement, on voit accourir en Serbie de nombreux Serbes d'Autriche, qui vont servir d'instructeurs pour l'armée, de secrétaires pour les chefs: une correspondance active s'échange entre les deux rives ; des délégués sont envoyés par les insurgés pour demander conseil, secours, appui. Les Serbes d'Autriche prennent en réalité la direction intellectuelle de ce mouvement dont les chefs eux-mêmes sont presque tous des illettrés[1].

Leur action n'a même pas attendu le début des hostilités pour se faire sentir. Dès le printemps de 1791, entre les préliminaires de Reichenbach et la paix de Sistovo, on voit trois prêtres : Stevan Jovanović, archimandrite du monastère de Tronoša, Vasilje Radosavljević, archimandrite du monastère de Studenica, et Jovan Milović, archiprêtre de Jagodina, envoyer une proclamation à tous les moines, prêtres, knèzes, commerçants, et à tous les orthodoxes du « pays serbe ». « Demandons à Sa Majesté (l'empereur Léopold II) que la paix soit conclue de la même façon que pour la Kara Vlahija (les provinces roumaines), afin que nous donnions au sultan un tribut moyen fixé par le traité et pour que les Turcs, ni leurs pachas ou musselins ne se mêlent plus de nous juger,

1. « Du temps de la première insurrection, me disait un compagnon de Czerni Georges, l'ignorance était si grande que, dans les 25 000 hommes que comptait notre armée, il n'y en avait qu'un seul qui sût écrire et cette science ne lui servait à rien, parce qu'il n'y avait personne qui pût lire ce qu'il écrivait. » (Bois le Comte au comte de Rigny, ministre des Affaires étrangères. 3 juin 1834).

mais qu'avec le consentement de tout le peuple nous choisissions un de nos notables qui sera notre chef à tous, comme le fut en Valachie Bogdan bey; il recouvrerait le tribut fixe, le verserait au sultan, et nous pourrions travailler et vivre en paix sur notre terre. » Ces trois prêtres sont des délégués des Serbes du pachalik de Belgrade et c'est évidemment sous l'influence de leurs confrères de Karlovci qu'ils envoient de Syrmie une telle proclamation.

Dans ce désir des Serbes se traduisait déjà l'action du clergé serbe d'Autriche; c'est dans ses rangs que l'on trouve les patriotes les plus conscients des possibilités d'avenir qui s'offrent à leur race. Parmi eux se distinguent surtout le métropolitain de Karlovci, Stevan Stratimirović, et l'évêque de Bačka [avec résidence à Novi-Sad (Neusatz), Jovan Jovanović; ils sont tous deux pénétrés de la mission réservée aux Serbes et sont en même temps les mieux préparés pour travailler à sa réalisation. Dès la première année de l'insurrection, on les voit s'adresser tous deux à la Russie, car n'est-ce pas à l'action russe que les provinces roumaines et les Sept-Iles (les îles Ioniennes) doivent leur situation privilégiée? N'est-ce pas la Russie aussi qui, dans l'esprit de ces deux idéalistes, doit se laisser entraîner, parce qu'elle est pays slave et orthodoxe? Sans aller jusqu'à demander la complète indépendance, Stratimirović se borne à désirer une autonomie dans le genre de celle des Sept-Iles, mais débordant bien au delà des limites du pachalik de Belgrade[1]. L'évêque de Bačka, lui, est plus résolu. Dans sa requête au tsar, il ne demande rien moins que la restauration de l'ancien empire serbe.

1. Dans ses Notes publiées dans le *Spomenik srpske kraljevske Akademije* (Mémoires de l'Académie royale de Serbie), Stratimirović compte la Metohia comme une province de la Serbie et dit que la Krajina, située le long du Danube, doit être également rattachée à la Serbie, bien que généralement elle soit considérée à part. Il demande à la Russie de constituer avec toutes les provinces serbes un État vassal sous la suzeraineté du sultan et sous la protection russe. A sa tête serait un grand-duc russe ou, si aucun n'accepte, un prince protestant allemand apparenté à la Cour de Russie.

On retrouve la trace de semblables préoccupations chez un membre du clergé serbe du pachalik de Belgrade, l'archiprêtre Matije Nenadović, qui doit jouer un rôle de tout premier plan dans la longue crise où va se débattre son pays. En correspondance et en relations suivies avec Stratimirović, Jovanović et les autres, ce prêtre, fervent patriote, s'est imprégné de leurs idées au point que l'on voit le métropolitain de Karlovci obligé de le rappeler à la prudence. Lorsqu'en novembre 1804, quelques mois après qu'a éclaté le soulèvement, Nenadović, avec deux autres délégués serbes, s'en va soumettre au tsar la pétition des siens, ce n'est pas sans doute la pleine indépendance qu'il réclame puisqu'il admet toujours un régime de vassalité vis-à-vis du sultan, régime tempéré d'ailleurs et placé sous le contrôle d'un consul de Russie, mais il aspire à voir ce sort partagé par toutes les provinces de l'Empire turc où habitent des Serbes.

Cet idéal reste jusqu'à l'insurrection, et même durant ses deux ou trois premières années, le privilège des hommes d'Église qui vont s'intéresser de très près à la lutte ou même y prendre une part effective; mais rien ne permet de croire que leurs idées aient été partagées par les insurgés eux-mêmes, du moins durant la première phase du soulèvement[1]. Certains chefs, Kara-Georges en particulier, purent ne pas les ignorer et même les encourager. Cependant, jusqu'à 1806, il n'en existe aucune trace dans leur correspondance, soit avec la Russie, soit avec l'Autriche, la Valachie, et à plus forte raison avec la Porte. On songeait avant tout à se débarrasser à jamais des janissaires et des dahis; on ne se considérait pas comme des rebelles au sultan, mais au contraire comme de fidèles et loyaux sujets qui contribuaient à rétablir l'ordre là où ne régnaient plus que l'arbitraire et l'anarchie.

Si déjà, avec l'arrivée des hommes et des idées d'outre-Save, on commençait à nourrir des desseins de vie libre, on

1. Il importe naturellement de mettre à part l'archiprêtre Nenadović qui souleva la nahija de Valjevo.

les gardait pour soi, on s'abstenait de les crier à tous les échos. Mais que l'idée de se détacher des Turcs hante, dès ce moment, l'esprit de Kara-Georges, on en trouve une preuve dans l'entretien qu'il a, tout au début de l'insurrection (10 mai 1804), avec un capitaine de la frontière autrichienne du nom de Schaïtinsky. Kara-Georges aurait alors proposé le passage des Serbes sous le sceptre des Habsbourg, à condition que l'empereur envoyât un prince de sa famille diriger la Serbie à titre de gouverneur. Si son offre venait à être déclinée, il s'adresserait à une autre puissance (la Russie) pour en finir une bonne fois avec les Turcs.

Le chef serbe juge donc impossible pour les siens le maintien de la domination turque ; il voit au delà de simples réformes dont l'application ne saurait jamais être certaine, ni durable. Pas plus que ses compatriotes les plus éclairés, il ne semble songer à une complète émancipation sous la forme d'un État totalement indépendant, mais il est prêt à confier le sort des siens à une grande puissance, soit à l'Autriche, soit à la Russie, soit plus tard à Napoléon dont le protectorat serait la garantie la plus efficace des droits, usages et libertés le plus chers à son peuple. Mais ce qui est à remarquer, c'est qu'au début Kara-Georges ne laisse pas pressentir que l'affranchissement désiré par lui s'étende au delà des limites du pachalik de Belgrade. Le fait qu'il parle des Serbes en général ne doit pas prêter à illusion, car il ne s'agit vraiment que de ceux qui habitent le pachalik. Tout comme les autres Serbes de la Šumadija, Kara-Georges, au début, ne semble pas voir au delà des vieilles limites administratives. En août 1805, après la victoire d'Ivankovac, il refuse d'occuper Paraćin, parce que cette ville est en dehors de son pachalik et que s'en emparer serait faire ouvertement acte de rébellion envers le sultan.

Ce n'est guère qu'à partir de 1806 qu'apparaît chez les insurgés, en même temps que le désir avoué d'atteindre à la pleine indépendance, le dessein aussi d'en faire bénéficier les terres serbes extérieures au pachalik de Belgrade.

L'œuvre d'affranchissement prend dès lors, comme en France quelques années plus tôt, une allure de propagande; l'exemple, du reste, devient contagieux spontanément. De même qu'en France aussi, sur le tard de la Révolution, il est possible qu'à cet effort libérateur se soient mêlés, dans l'esprit des chefs et de Kara-Georges en particulier, des velléités de conquête; si l'on affranchissait, n'enlevait-on pas en même temps des morceaux de terre turque, et, d'ailleurs, les limites du pachalik aussitôt franchies, à côté de l'élément serbe, mélangés à lui et le pénétrant, n'en rencontrait-on pas d'autres qui lui étaient étrangers ou hostiles : valaques, bulgares, turcs, albanais, bosniaques musulmans?...

Si le caractère premier du soulèvement se transforme de façon aussi décisive, il faut y voir l'effet des rapides succès obtenus, et aussi de la durée même de la lutte. Vers la mi-mars 1804, c'est-à-dire six semaines après le signal du soulèvement, le pachalik tout entier était tombé aux mains des insurgés, à l'exception des trois nahijas du sud-ouest (Užice, Požega, Soko) et des villes fortifiées du bas pays où les Turcs tenaient garnison. A la fin de 1805, dans le sud-ouest, seule reste à enlever la position de Soko, nid d'aigle perché sur des montagnes presque inaccessibles et gardé par de farouches musulmans bosniaques. En novembre de la même année, Smederevo délivrée se retrouve un instant la capitale d'une Serbie presque identique à celle de 1459, en attendant que Belgrade le devienne à son tour.

Déjà, en bordure du pachalik, une certaine effervescence se manifeste, notamment à l'est et au sud-ouest. Cependant, c'est au début de 1806 que pour la première fois les vieilles limites sont franchies. Les Serbes des différents pachaliks prennent alors le premier contact, les horizons s'élargissent soudain, et brusquement se révèle une question nationale, condamnée à attendre un grand siècle pour n'être encore qu'à demi résolue. Le caractère de la guerre se modifie alors, lui aussi. Jusque-là, il s'était agi plutôt de bandes opérant

chacune dans leur canton et occupées à nettoyer le pays des Turcs; leurs chefs, de temps à autre, avaient des réunions où ils discutaient entre eux. Mais, en août 1805, ils avaient empêché Hafiz, pacha de Niš, de pénétrer avec son armée dans le pachalik où il était nommé en qualité de vizir pour y rétablir l'ordre. Dès lors, il n'y avait plus guère à hésiter. On ne pouvait plus dissimuler le véritable caractère du soulèvement. Fallait-il songer encore à ménager le sultan qui s'alarmait, voyant bien qu'il ne s'agissait plus d'un simple mécontentement local? Ne venait-il pas du reste de mettre sous bonne garde (janvier 1806) les délégués serbes qui lui apportaient les désirs de leurs compatriotes? Ne mettait-il pas en mouvement les armées des pachas de Niš, de Scutari et de Bosnie, pour assaillir les rebelles de trois côtés à la fois? Aussi est-ce une véritable assemblée de défense nationale qui se réunit à Smederevo au lendemain de la prise de la ville. La notion du péril imminent autant que celle des succès acquis groupe toutes les forces. Un grand plan d'action est combiné. Kara-Georges veillera à son exécution. Les Serbes ne laisseront pas le temps aux armées du sultan de se rassembler, ils n'attendront pas le choc, mais vigoureusement ils vont prendre eux-mêmes l'offensive. Pour la forme, on demandera son assentiment à la Russie : « Il vaut mieux que nous battions les Turcs sur leur territoire que de les attendre sur le nôtre (ainsi le pays serbe est déjà distingué du territoire turc). Si nous avions eu plus tôt cette permission, nous serions aujourd'hui, les uns à Sofia, les autres en Bosnie, en Albanie; d'autres enfin jusqu'à Rusčuk[1]. »

Mais, pour être plus sûr de vaincre, puisque ni Autrichiens ni Russes ne peuvent ou ne veulent encore fournir de secours efficace, ne faut-il pas joindre les seules forces dont on dispose avec celles qui, là-bas au sud, libres sur leurs rochers, sont toujours prêtes à agir? C'est alors que Kara-Georges envoie à Pierre Ier, prince évêque du Monte-

1. Lettre écrite au début de 1806 par le chef Steva Živković aux délégués serbes à St-Pétersbourg.

negro, cet appel, poignante évocation du passé de la race en même temps que grand éclair jeté sur l'action qui s'impose : « Par le lien sacré de la religion, par le lien de la race et du sang qui nous fait nous appeler frères et qui nous fait réellement frères, nous vous conjurons de toute l'ardeur de notre âme et les bras tendus vers vous, nos braves et chers frères du Montenegro, de la Dalmatie et de l'Herzégovine, de renouveler l'alliance effective qui unissait nos pères et nos ancêtres au temps de leur gloire, c'est-à-dire d'établir avec nous une fraternité d'armes, une alliance défensive et offensive ».

Autant pour leur propre sauvegarde que pour se joindre à leurs frères, libres ou non, les Serbes, au début de l'année 1806, se disposent donc à franchir les limites du pachalik de Belgrade. Ils vont prendre cinq directions différentes; de partout, sauf au nord et à l'ouest, les frontières du pachalik seront débordées, et les insurgés s'enfonceront parfois même très avant dans les pachaliks voisins.

Avec l'année 1807, le même effort se reproduit, tandis que, sous l'influence des victoires déjà remportées et surtout de la confiance en l'appui de la Russie[1], la situation des insurgés se précise en même temps que leur idéal s'affirme. Ils ne sont plus des rajas qui, opprimés dans leur pachalik, réclament, les armes à la main, une amélioration de leur sort. Ce sont des sujets rebelles, qui font cause commune avec les ennemis de l'État, qui opèrent d'après leurs indications et règlent leurs mouvements sur les leurs. Peu leur importe maintenant que leur envoyé à Constantinople, Petar Itzko, revienne avec la promesse formelle d'un ferman qui fera de leur pachalik une sorte de province autonome avec un prince héréditaire et un simple muhasil (fonctionnaire des finances), pour représenter la puissance du sultan.

1. La Russie vient en effet de rompre avec la Porte; brusquement les hostilités s'ouvrent (janvier 1807). Dès le 11-23 janvier, les Serbes sont invités à s'unir aux Russes par le général Michelson, commandant des troupes en Valachie.

On veut davantage, et on l'attend non plus des Turcs, mais des Russes.

Durant la période de 1807 à 1812, où les troupes serbes et russes agissent de concert, tout respect disparaissant pour les vieilles limites léguées par les siècles passés, le pachalik de Belgrade cesse de résumer le pays serbe, de se confondre avec lui. De nouvelles frontières naissent alors, sous l'unique force des succès militaires. Elles ne vivront sans doute que quatre ou cinq ans et non sans maintes vicissitudes. Mais, disparues, elles serviront de base à des revendications qui ne cesseront que le jour du succès complet. Aussi importe-t-il de savoir jusqu'où parviennent les insurgés au cours de ces années de lutte et quels territoires ils détiennent au moment de la paix de Bucarest (1812). Il faut se demander aussi quelles sont leurs aspirations durant cette période, et enfin il convient de dégager les principales raisons qui obligèrent la Serbie à échelonner sur tout un siècle la réalisation partielle de son idéal.

Durant cette seconde phase de l'insurrection, jusqu'en 1812, le pays serbe, d'après tout ce qu'on sait des opérations elles-mêmes, peut être considéré comme formé par trois sortes de territoires. Il y a tout d'abord ceux qui, libérés les premiers, se confondent avec le pachalik de Belgrade. Viennent ensuite ceux qui, affranchis depuis 1806, n'ont guère cessé d'être occupés et administrés par les insurgés : c'est à l'est la Krajina, la Crna Reka avec Zaječar, qui relèvent du pachalik de Vidin; au sud, les pays de Paraćin, Soko Banja et Alexinac, qui relèvent du pachalik de Niš; celui de Kruševac au pachalik de Leskovac, celui de l'Ibar avec Studenica au pachalik de Novi-Pazar, et enfin, au sud-ouest, le Stari Vlah jusqu'à Javor, Zlatibor et la Drina, à l'ouest, les pays de Jadar et de Radževina qui relèvent du pachalik de Bosnie. Il y a enfin, sorte de zone excentrique à ces territoires effectivement possédés, les pays où les bandes serbes ne font que de brèves apparitions, précédées ou accompagnées souvent de soulèvements de la popu-

lation, incursions qui laissent toujours après elles de longs souvenirs dans la mémoire des habitants. A l'est, par delà le Timok, cette zone s'étend jusqu'aux approches de Vidin. Elle embrasse au sud-est toute la région de Niš et même de Pirot, celle de Leskovac, de Prokuplje; au sud, celle de Novi Pazar, l'ancien Sandžak de ce nom et tout le Stari-Vlah ; à l'ouest enfin, une lisière de territoire bosniaque au voisinage de la Drina.

Lorsque les insurgés ont à exprimer leurs revendications, ils ne manquent jamais de réclamer la cession définitive des territoires qu'ils occupent. Ils considèrent ces pays comme leurs; la situation de fait, pour eux, prime tout le reste. Dans sa lettre adressée le 17-29 décembre 1809 au maréchal de Simbschen, commandant militaire des confins de Slavonie, lettre signée par lui et par le Sénat serbe, Kara-Georges demande que la Serbie, autonome sous la protection de l'Autriche, soit limitée par des frontières « naturelles, telles que montagnes et rivières », ainsi que par les positions qu'occupent les avant-postes serbes. A l'ouest, c'est le cours de la Drina, depuis la Save jusqu'au confluent du Lim; au sud, c'est la série des monts Šargan, Javor, Golija, la petite rivière de Studenica, affluent de l'Ibar, le Kopaonik et la rivière Toplica; à l'est, c'est la Morava « bulgare » (Morava du sud) jusqu'à la Topaonica, petit affluent de droite, puis le grand Timok sur tout son cours jusqu'au Danube. Après la paix de Bucarest, au mois de janvier 1813, lorsqu'à la nouvelle de la retraite de Russie on compte sur le retour des armées russes, l'assemblée de tous les chefs réunis à Kragujevac demande encore que pour base des négociations les Turcs acceptent de faire passer la frontière là où sont les sentinelles serbes.

Cette réunion des territoires affranchis et occupés par leurs troupes ne représentait toutefois pour les insurgés qu'un désir en quelque sorte immédiat, celui qu'ils espéraient voir se réaliser au moment même où ils avaient à l'exprimer. Durant ces années d'épreuves où se tendent toutes les forces

du pays, où se raidit la volonté de tout un peuple, de bien plus vastes desseins ont déjà pris forme dans l'esprit des Serbes libérés.

Dès le mois d'avril 1808, on voit Kara-Georges, dans les pourparlers engagés avec le maréchal de Simbschen, demander que l'Empereur ne puisse obliger les Serbes à conclure la paix avec les Turcs avant que « Niš et le reste de la Serbie ne soient affranchis ». Ces autres parties de la Serbie, quelles sont-elles donc? Il est possible de le deviner d'après ces mots écrits par le résident russe à Belgrade, Rodofinikine, au général Prozorowsky, commandant de l'armée du Danube : « La nation serbe, disposant maintenant de 80 000 combattants, consent difficilement à poser bas les armes sans avoir délivré toutes ses anciennes possessions qui sont actuellement entre les mains des Turcs, telles que : Soko, Skoplje et autres lieux. » Dans un mémoire adressé le même jour (2-14 novembre 1808) au prince Prozorowsky, Rodofinikine demandait lui-même pour les Serbes, à la veille de la paix de Jassy, les limites suivantes : du côté de la Bosnie, la Drina, « la frontière naturelle », avec la forteresse de Soko ; « du côté de l'Albanie », les Turcs se désisteraient de Novi-Pazar et de Skoplje. « La haute chaîne par où passait l'ancienne frontière de la Serbie servirait de limite avec la Macédoine. » Au sud-est, les Serbes recevraient « Niš et tout le pays jusqu'à Sofia qui, lui aussi, avait été possédé par la Serbie ». A l'est enfin, à défaut du pays de Vidin, le Timok servirait de limite, tandis que les îles du Danube seraient attribuées à la Valachie. Ces limites correspondent de tout point avec la notion érudite de la Serbie telle qu'elle avait encore cours. On saisit là, pour la première fois peut-être, l'application de la vieille conception livresque à la réalité vivante et concrète.

Au sud, il y avait à la fois à se joindre aux Monténégrins et à soulever, de concert avec eux, tous les Serbes des provinces turques avoisinantes. Dans une proclamation au peuple, en 1807, l'évêque du Montenegro annonce « qu'il va

descendre lui-même avec vingt-cinq mille hommes pour se joindre aux Serviens ». En 1809, Kara-Georges croit un instant avoir réussi. En 1810, la tentative se renouvelle, sans plus de succès. En 1811, le même projet réapparaît encore. Que ce soit d'eux-mêmes, ou à l'instigation des Russes désireux de se ménager ainsi l'accès de l'Adriatique, les Serbes ne font qu'obéir à la tendance naturelle qui les pousse à se rapprocher de leurs frères de race déjà libres, à collaborer avec eux, à s'unir à eux. Le soulèvement dans les pachaliks du sud allait de pair avec chaque tentative dans cette direction. La région de Novi-Pazar est sans cesse en mouvement.

Mais déjà ce n'est plus seulement aux vieux pays serbes du sud que songent les insurgés; leurs regards se portent aussi à l'ouest, à l'est et même au nord. Lors des pourparlers qui précèdent la paix de Jassy, les délégués serbes, outre la pleine indépendance pour eux-mêmes, ne demandent-ils pas aussi l'union par un traité secret de la Serbie, du Montenegro, de la Bosnie et de l'Herzégovine[1]? Quelques mois plus tard, la correspondance des insurgés avec Napoléon, à la puissante protection duquel ils veulent confier leurs destinées, reflète elle aussi les vastes horizons qui s'ouvrent devant l'âme serbe. Les Français n'ont qu'à se montrer et le soulèvement sera général chez tous les Serbes de Bosnie-Herzégovine, de Hongrie et aussi chez les Bulgares que l'on affirme « de la même descendance que les Serviens ». « Le colosse de Hongrie, soutien de l'Autriche, tombera incessamment lorsqu'il s'apercevra que l'armée victorieuse de Sa Majesté, unie avec les Serviens, l'attaque dans la Slavonie, la Sirmie, le Banat, chose que redoutent déjà les Hongrois, ayant dans leur sein quelques millions de Serviens qui gémissent sous le joug de la Hongrie et qui, au premier aspect de leurs compatriotes, unis aux troupes redoutables

1. Le député serbe Jugović soumet à Prozorowsky une demande tendant à la restauration de l'Empire serbe sous une forme indépendante (mars 1809.)

de leur nouveau soutien, tourneront leurs armes contre leurs oppresseurs[1]. »

Ainsi, bien loin de se contenter encore de simples réformes, ce qu'on veut, c'est la complète émancipation, qui s'étendra à tous les hommes de la race en quelque pays qu'ils vivent, sous quelque domination qu'ils soient courbés. Dans toute son ampleur, le vaste programme national apparaît, beaucoup moins fait d'ambitions nées du glorieux passé que d'aspirations sorties du fonds commun à la fois ethnique, religieux et social, qui, sous l'effet des circonstances, vient de se révéler à la conscience populaire.

Cependant, sous sa forme première, la Serbie n'a été ni celle que rêvaient les chefs insurgés, ni même celle que, par la force de leurs armes, ils croyaient avoir réalisée. C'est qu'à la différence de celle des Grecs plus tard, la voix des Serbes se perdait dans le grand fracas qui agitait l'Europe d'alors. C'est qu'aussi, selon les paroles de Rodofinikine : « Si toutes (les grandes puissances) voulaient vous (les Serbes) livrer à l'une ou à l'autre d'entre elles, elles ne demanderaient même pas votre avis, ni votre consentement, sachant bien que vous ne pouvez pas y opposer le plus petit obstacle, car la Serbie devant les Grandes Puissances, c'est une goutte d'eau devant la mer. » C'est qu'enfin, ainsi que le disait le prince Prozorowsky au député serbe Jugović, au début de 1809, « l'indépendance de la Serbie n'est nullement compatible avec sa position géographique. Elle est entourée par trois grands États parmi lesquels un petit pays comme la Serbie ne peut être laissé à lui seul et rester indépendant ». Et cette faiblesse, en effet, qu'on leur rappelait en termes si rudes, les condamnait d'avance au sort qu'ils allaient se voir imposer. A aucun moment, d'ailleurs, les insurgés n'avaient eu besoin qu'on leur révélât la cruauté

1. Points 5 et 11 de la « résolution prise par le peuple Servien », datée de Belgrade 16 août 1809 (v. st). Texte français publié par A. Boppe dans la revue erbe *Otadžbina*.

de leur situation. Ils avaient senti dès le début que, pour donner à leurs efforts un résultat durable, il leur fallait l'appui efficace ou tout au moins l'approbation de leurs puissants voisins. Vers la fin de 1808, comme ils réclamaient la garantie commune de la Russie et de la France, Rodofinikine leur fait savoir qu'ils ne doivent compter que sur la protection d'une seule puissance : « Mais, répliquent les Serbes, si la Turquie fait la guerre à cette puissance-là, alors nous resterons sans protecteur? » Tour à tour ou même simultanément on les voit s'adresser à l'Autriche, à la Russie, à Napoléon Ier, selon qu'ils cèdent à l'impulsion née de déceptions éprouvées de l'un ou de l'autre côté, selon aussi les préférences individuelles, selon les moments, selon la nature des besoins et selon surtout que l'on espère plus de l'un ou de l'autre.

Cet appui que quêtent les Serbes auprès de toutes les puissances de l'heure leur échappera partout, en raison de la tourmente qui passe alors sur l'Europe, et les laissera face à face avec la Turquie. Cependant, à ne pas considérer uniquement l'influence du moment, il est facile de distinguer dès lors les causes politiques permanentes qui vont entraver le développement de la Serbie moderne. Ces causes se réduisent essentiellement à la rivalité, plus ou moins ardente selon les instants, de l'Autriche et de la Russie, qui se disputent le terrain ou l'influence dans la Péninsule balkanique[1].

Ces deux puissances se mettent-elles d'accord, c'est le partage complet ou non, sans que le moins du monde on songe à consulter les premiers intéressés. Il y a eu le plan de 1785 comme il y aura plus tard, en 1876, l'entente de Reichstadt au sujet de la Bosnie. Durant la période qui nous occupe, de nouveaux projets de partage ne sont-ils pas conçus (mars 1808), cette fois entre la Russie et Napoléon Ier,

1. Il y aurait lieu de noter aussi la volonté chez les Grandes Puissances de maintenir le *status quo* dans l'Empire Ottoman, lorsque le moment ne leur semble pas opportun pour la satisfaction de leurs intérêts.

mais où l'Autriche elle non plus n'est pas oubliée[1]? Autriche et Russie cependant se surveillent mutuellement, se jalousent. Attentives chacune à compenser tout progrès de sa rivale par un autre plus grand, elles subordonnent en même temps leur attitude vis-à-vis des Serbes à la politique générale qu'elles observent à l'égard de la Porte. C'est au milieu de cette lutte d'influences que la Serbie va avoir à se créer et à se développer, et l'on conçoit sans peine combien doivent peser sur sa formation et son avenir les difficultés nées des divisions que crée dans l'intérieur du pays cette double orientation politique.

Jusqu'à 1806, l'Autriche et la Russie, unies dans leur lutte contre la France et soucieuses de se ménager la Turquie également hostile à Napoléon, sont à peu près d'accord sur la conduite à tenir envers les Serbes ; elles s'appliquent à les réconcilier avec la Porte, pour enlever à Napoléon tout prétexte à intervention de ce côté. Mais ensuite la rivalité éclate : les armées russes progressent ; un agent russe, Rodofinikine, s'installe à Belgrade en qualité de résident (août 1807). L'Autriche veut y avoir elle aussi son représentant, mais la nomination de Paulich comme consul à Belgrade est repoussée par le Sénat serbe. L'annonce d'une occupation de Belgrade par les Russes provoque à Vienne l'émotion la plus vive (octobre 1810).

Par son voisinage immédiat, par le fait que des Serbes habitaient ses provinces méridionales, et surtout par ses expéditions, ses prises de possession antérieures, l'Autriche, en attendant que plus tard elle invoquât les nécessités économiques, voyait dans la Serbie une dépendance de ses propres domaines. « Il n'y avait pas même à se demander si ce pays tombait dans la sphère des intérêts de l'Autriche

1. D'après le premier de ces projets, Constantinople restant aux Turcs, la Serbie serait indépendante sous un prince, autrichien ou autre, mais marié à une grande-duchesse russe. D'après le second, Constantinople revenant à la Russie, la Serbie serait attribuée avec la haute Macédoine à l'Autriche, ainsi maîtresse d'une large bande de territoire s'allongeant par le centre de la Péninsule, entre les possessions de la France et celles de la Russie, « afin d'éviter le point de contact toujours si propre à refroidir l'amitié ».

et si toute politique autrichienne consciente de son but devait tendre à en prendre possession. Mais le moment n'était pas favorable aux conquêtes. Si la Serbie ne pouvait devenir autrichienne, il valait mieux qu'elle restât turque, car une principauté indépendante de ce nom ne serait qu'un champ de lutte pour les intérêts français et russes[1]. » Ce que le comte de Metternich ne disait pas, c'est que l'Autriche ne désirait nullement voir se constituer à ses portes un nouvel État slave, non seulement cause de faiblesse pour la Turquie et foyer d'intrigues françaises et russes, mais aussi cause éventuelle de troubles pour elle-même. C'est cette crainte que Rodofinikine caractérisait nettement dès 1808 : « L'Autriche ne peut jamais considérer d'un œil calme le bonheur des Serbes. Plus de deux millions d'habitants de même race et de même foi vivent sous le gouvernement autrichien dont ils sont toujours mécontents. Aussi la Cour d'Autriche, quand ce pays (la Serbie) commencera à prospérer, doit-elle s'attendre, soit à une très forte émigration, soit à un soulèvement de tous les Serbes d'Autriche. Dès lors, son intérêt demande qu'elle s'emploie à troubler ce pays par toute sorte d'intrigues et qu'elle ne laisse jamais cette nation jouir du repos et d'un régime de justice pour enlever à ses Serbes à elle toute tentation d'y fuir ou de suivre l'exemple de ceux-ci en se soulevant. »

Soucieuse de ne pas compliquer ni aggraver sa propre situation, sachant bien, d'autre part, que toute entreprise sur la Serbie entraînerait un conflit avec la Porte et rencontrerait l'opposition de Napoléon Ier, l'Autriche se dérobe aux sollicitations des insurgés et se borne à suivre attentivement ce qui se passe sur sa frontière du sud. Elle se montre désireuse avant tout d'y ramener au plus vite la paix, comme le prouve à plusieurs reprises son rôle d'intermédiaire officieuse auprès de la Porte, car elle veut prévenir ainsi toute intervention directe, soit des Russes, soit de Napoléon, en

1. Rapport du comte de Metternich à l'empereur François Ier, 28 juillet 1809.

cette région où jusque-là son influence a été presque exclusive.

Cette politique, faite d'abstention et d'arrière-pensées, eut entre autres résultats celui de favoriser singulièrement l'action de la Russie. Bien que plus éloignée, mais grande puissance slave et de même religion, elle disposait déjà par là de moyens d'action très différents de ceux de l'Autriche. Elle avait la ressource d'invoquer des raisons de sentiment qui jamais ne devaient manquer d'impressionner le peuple serbe, toutes les fois qu'elle voulait y faire appel. Depuis le traité de Kutchouk Kaïnardji (1774), confirmé par celui de Jassy (1791-1792), la Russie, investie d'une sorte de protectorat sur les provinces roumaines, était en outre devenue pour les Serbes du pachalik une voisine sinon immédiate, du moins toute proche et toute-puissante. Si elle avait répondu avec réserve, elle aussi, aux sollicitations serbes durant les premières années du soulèvement, du moins elle s'était montrée bien plus disposée que l'Autriche à aller au-devant des désirs des insurgés, tout en s'appliquant à n'en rien laisser voir à la Porte. Mais, lorsque après Austerlitz l'influence de la France l'emporte décidément à Constantinople, lorsque la rupture a éclaté entre la Turquie et la Russie, les insurgés serbes ne sont plus seulement encouragés en dessous, mais directement poussés à agir, car, sur le flanc gauche des Turcs, ils doivent provoquer une diversion de nature à alléger d'autant l'effort des Russes du côté bulgare.

Mais, pas plus que l'Autriche, la Russie n'est décidée pourtant à satisfaire les rêves serbes d'indépendance et d'expansion territoriale. Par la bouche du prince Prozorowsky, elle avait déclaré que l'indépendance de la Serbie était incompatible avec sa position géographique. Complètement libérée, la Serbie ne manquerait pas — pensaient les Russes — d'agir par attraction sur les Serbes sujets des grands empires voisins, ceux de Turquie, ceux d'Autriche et ceux des États de Napoléon. Par suite, chacune de ces grandes puissances

tenterait naturellement de la soumettre à son influence; d'où danger permanent pour le jeune État. Quant à l'idée d'une grande Serbie, telle que la proposait Rodofinikine lui-même, Prozorowsky avait déclaré tout court qu'il ne la soumettrait même pas à la conférence de la paix qui allait se réunir, car les intérêts de la Russie pourraient en souffrir, particulièrement en ce qui touchait la frontière russe sur le Danube.

Certainement la Russie ne songe pas, comme l'Autriche, à s'annexer un jour la Serbie. Prozorowsky avait déclaré à Rodofinikine (octobre 1808) : « La position de la Serbie sur la rive droite du Danube ne nous permet pas de désirer la complète annexion de ce pays à l'État russe. » « L'État russe, dit-il encore au député serbe Jugović, ne peut avoir de sujets outre-Danube; l'Empereur lui-même en a donné sa promesse aux cours de France et d'Autriche. »

Si la Russie se refusait à créer une Serbie indépendante et grande, si d'autre part elle repoussait l'idée d'une « complète annexion », c'est qu'elle voulait former une nouvelle province soumise à un régime de protection analogue à celui que connaissaient déjà les provinces roumaines[1]. Indifférente ou hostile à l'idéal des insurgés serbes, mais soucieuse de se ménager en eux, pour l'avenir, des auxiliaires précieux, la Russie trouvait plus conforme à la fois à leur intérêt et au sien d'avoir outre-Danube, s'enfonçant entre les terres autrichiennes, françaises et turques, une principauté qui fût pour elle une cliente politique, comme l'étaient déjà les provinces roumaines.

En 1812, menacée au cœur par Napoléon, elle conclut en

1. « Il serait extrêmement désirable d'ériger la Serbie en principauté à l'instar de la Moldavie et de la Valachie; elle paierait un tribut à la Porte, mais serait sous la protection de la Russie et de l'Angleterre si c'était nécessaire. Insistez sur le désir de notre Très-Haute Cour que les Serbes soient gouvernés par un prince, librement élu par le peuple et confirmé par le sultan. » (Instructions données au comte Pozzo di Borgo par le baron de Budberg, ministre des Affaires Étrangères (19 mars 1807).

hâte la paix avec les Turcs (28 mai), et abandonne les Serbes à eux-mêmes. Dans le traité de Bucarest, un unique article, l'article VIII, les mentionnait, pour leur accorder l'amnistie et une vague autonomie que les Turcs détermineraient de concert avec eux. « Cet article VIII, a dit Stojan Novaković[1], par la cession des forteresses et par l'indécision de ses termes, a fait reculer de cinquante ans la question serbe. » Il convient d'ajouter que le traité de Bucarest, précisément par le vague de ses termes, contenait en lui l'amorce du développement de la Serbie moderne. Il n'y était, en effet, nullement question de frontières; le mot de pachalik n'y figurait même pas. On y parlait simplement du « peuple servien », sans que rien indiquât les cadres dans lesquels les réformes promises devraient être appliquées. Mentionnés pour la première fois dans un acte international, les Serbes obtenaient une place distincte dans l'Empire; ils constituaient une sorte d'unité politique placée sous le patronage direct de la Russie, partie contractante et chargée de veiller à l'exécution d'engagements essentiellement élastiques. Par l'insertion de ce simple article en faveur des Serbes, la Russie avait fait ce que l'Autriche n'avait pas su faire en concluant la paix de Sistovo. Elle devenait dès lors, pour près d'un demi-siècle, la protectrice attitrée des Serbes. Dans le développement de l'organisme qui va se faire jour, c'est d'elle que viendra, sinon l'impulsion, du moins la direction générale. Mais cela, les Serbes ne pouvaient le comprendre.

Profondément déçus et mécontents de se voir livrés à la bonne foi des Turcs qu'ils connaissaient déjà trop bien, les Serbes, à la nouvelle de la paix de Bucarest, eurent un dernier retour d'énergie. Après avoir énuméré leurs revendications à l'assemblée de Kragujevac (13/25 janvier 1813), après s'être nettement exprimés, aussi bien sur la question des limites[2] que sur celle des libertés, ils font une tentative déses-

1. *Archiv für slavische Philologie*, t. XXXII, p. 205.
2. Ils réclament tous les pays occupés par leurs troupes. La dépu-

pérée pour trancher à eux seuls leur propre sort. Mais, attaqués de trois côtés à la fois, ils succombent, épuisés par ces neuf années de lutte; Kara-Georges disparaît de la scène, et avec lui, pour un temps, le grand idéal national un moment caressé.

Mais, après ces années de vie libre, les Serbes ne peuvent se résigner à subir de nouveau l'oppression. Ils tentent de porter leur cause devant la grande cour des puissances alors réunie à Vienne. Au lieu d'une seule puissance pour garante, ils s'efforcent d'en avoir plusieurs, et c'est à toutes celles qui sont représentées qu'ils s'adressent. Mais là aussi c'est un échec, une fin de non-recevoir. On redoute l'influence russe. Créer une principauté slave, sœur de la Moldo-Valachie, ne serait-ce pas, en effet, favoriser les ambitions de la Russie, aggraver encore le traité de Kutchouk Kaïnardji, lui reconnaître une sorte de mandat étendu à tous les orthodoxes de la Péninsule?

Et encore une fois toute la Šumadija se lève, à l'appel de Miloš Obrenović (11-25 avril 1815). Deux mois plus tard, tout le pachalik est à nouveau délivré. Mais Miloš, se sentant isolé en face des forces turques qui se concentrent, suit la même tactique que les insurgés durant les premières années de la lutte. Il déclare avant tout ne s'être soulevé que contre Suleïman Skopljak, pacha de Belgrade, il proteste de sa fidélité au Sultan et, pour le prouver, il veille à ce que l'insurrection ne déborde pas le pachalik. En 1820, il se vantera d'avoir dissuadé de se joindre à lui les nahijas du sud qui en avaient manifesté le désir. Au début, il avait même limité son agitation aux districts qui, dans le pachalik de Belgrade, formaient comme le cœur de la Šumadija. Il évite d'attaquer les villes du Sultan situées à l'intérieur du pachalik (Belgrade, Šabac, Smederevo), tout comme Ćuprija, la tête de pont au passage de la Morava, sur la grand'route de Constantinople. Semblant eux aussi reconnaître qu'il n'y a pas, en

tation venue en 1812 à Constantinople demandait « la réunion à la Servie des neuf districts dont ils se sont emparés depuis qu'ils se sont mis en état de rébellion contre la Porte ».

effet, état de guerre ouverte, les chefs des armées dirigées contre Miloš s'arrêtent à la limite du pachalik, Kuršid pacha du côté de la Bosnie et Marašli Ali pacha du côté de la Roumélie.

Ce sont encore les grands événements où se joue le sort de l'Europe d'alors qui donnent son dénouement à cette nouvelle situation. Voyant leurs espérances déjouées par l'effondrement de Napoléon à Waterloo, les Turcs sentent de nouveau la menace d'une Russie au prestige grandi, libre de ses mouvements, rassurée du côté de l'Autriche devenue son alliée, comme du côté des puissances occidentales unanimes à réprouver les atrocités de Suleïman pacha. Pour en finir avec les affaires serbes avant que la Russie puisse agir, le Sultan veut montrer qu'il se conforme aux engagements contractés à Bucarest, et il délivre aux Serbes plusieurs fermans successifs (fin de 1815 et début de 1816). Mais, pas plus que dans le traité de Bucarest, il n'y est fait d'allusion à la délimitation. Pour la Porte, évidemment, cette question n'existe pas. Tout au plus peut-il s'agir pour elle d'accorder par nécessité quelques garanties à des raïas rebelles.

Depuis la fuite de Kara-Georges, le pachalik de Belgrade semble à nouveau résumer toute la Serbie, ou plus exactement il n'y a plus de Serbie, mais un simple pachalik parmi les autres. Dès leur retour, à la fin de 1813, les Turcs ont, en effet, restauré les vieilles divisions administratives, le pachalik avec ses douze nahijas et les anciennes limites. Miloš, lors du second soulèvement, libère uniquement le pachalik et s'arrête scrupuleusement à ses limites. Lorsqu'il s'agit de négocier, il se borne à demander les conditions consenties à Itzko (septembre 1815)[1]; de même la pétition serbe adressée à la Porte vers la même date (27 septembre/9 octobre 1815) ne contient pas un mot concernant les frontières; il y est uniquement question des douze nahijas constituant le pachalik de Belgrade.

1. Cf. p. 51.

L'ordre de nouveau rétabli, l'on semble ainsi, d'un côté comme de l'autre, être d'accord pour revenir au *status quo* territorial d'avant l'insurrection. La seule modification à noter est, vers la fin de cette même année, l'adjonction du pays de Poreč, canton montagneux entre Timok et Morava, débouchant sur le Danube à l'entrée du défilé des Portes de Fer, canton qui d'ailleurs avait fait partie du pachalik jusque vers la fin du xviiie siècle. Voici, en effet, quelles sont alors les limites du pachalik, telles que les indique Vuk St. Karadžić : « Au Nord, la Save et le Danube; à l'Ouest, la Drina jusqu'en amont de Lešnica; de là, par les monts Cer et Vlašić en haut de Krupanj, et de nouveau la Drina; puis par la Drina jusqu'en amont de Srebrnica et ensuite par les montagnes derrière Užice; au Sud, par les montagnes derrière Karanovac (Kraljevo) et Maglič, puis la Morava (de l'Ouest) en amont de Kruševac; à l'Est, en descendant la Morava (la Grande Morava) jusqu'en amont de Ćuprija, et de là, par un ruisseau au-dessous de Paraćin, dans la montagne qui sépare la Resava et la nahija de Paraćin, de la Crna Reka (Timok noir), et en descendant au Danube, par les montagnes derrière la rivière de Poreč[1]. »

Les premières limites connues par la Serbie moderne furent donc bien moins de véritables frontières que de simples limites administratives, celles de l'ancien pachalik de Belgrade. De même qu'il ne faut pas se représenter une Serbie jouissant alors d'une pleine et réelle autonomie[2], il ne faut pas concevoir l'existence à ce moment d'une véritable Serbie, au sens territorial du mot. Il n'y eut aucun tracé de frontières, aucune opération de délimitation. Il n'y eut guère qu'un simple pachalik doté d'un régime d'administration locale et privilégié à certains égards.

1. Vuk St. Karadžić : *Gragja za srpsku istoriju našega vremena i životi najznatnijih poglavica ovoga vremena*. (Matériaux pour l'histoire serbe de notre temps et vies des chefs les plus fameux de ce temps).

2. Le principe d'hérédité n'est pas encore admis, la somme du tribut moyen n'est pas fixée, les principales lles sont occupées par des garnisons turques, etc.

Pourtant, si ces huit ou dix ans de lutte ont finalement abouti au *status quo* territorial, néanmoins les limites séculaires ont été brisées par les insurgés; elles ont un moment éclaté sous leur effort. Ils sont allés au delà et ont reconnu une population identique à la leur; un instant ils ont entrevu dans toute son étendue la mission nationale dont l'idée sommeillait au fond de leur conscience quelques années plus tôt. Si leur rêve se brise, s'ils se retrouvent dans les antiques formes, ils possèdent du moins, avec leurs souvenirs, un texte de traité et des éléments d'autonomie qui, au mieux utilisés par le prince et par la grande puissance protectrice, permettront au nouvel organisme de réaliser en paix son premier développement.

CHAPITRE IV

LA RÉUNION DES SIX DISTRICTS (1833)

On ne s'aperçoit pas que la constitution d'une « principauté servienne » ait en rien modifié l'idée de l'étendue que, jusque-là, on s'accordait à attribuer à la Serbie. La vieille conception d'autrefois subsiste ; la Serbie, telle qu'on continue à se la représenter au dehors, n'est pas identifiée avec la nouvelle principauté. Dans l'ensemble de territoires que l'on est accoutumé à désigner sous ce nom, on ne distingue pas la région qui maintenant jouit d'un régime spécial. Il semble que rien ne soit changé.

Il n'y a guère à noter que quelques écarts de détail entre les différentes cartes où cette partie de la Péninsule se trouve figurer, durant la période 1815-1833.

A l'est, le cours du Timok jusqu'à Gurgusovac (Knjaževac) et de là celui de sa branche de droite, le Trgoviški Timok, continue à marquer de ce côté la limite fixée à la Serbie, bien qu'en réalité la principauté servienne, c'est-à-dire le pachalik de Belgrade, atteigne seulement la ligne de partage entre Timok d'une part, Poreč et Morava de l'autre. En continuant vers le sud, le bassin de la Nišava reste généralement attribué à la Serbie. La limite indiquée suit fidèlement, au delà, la ligne de faîte de la « chaîne mésique », jusqu'à la rencontre de la grande arête transversale des Balkans. Negotin et toute la Krajina, Zaječar, Gurgusovac, Alexinac, Niš, le plus souvent aussi Pirot, Leskovac, Vranje et même le pays de Trn restent donc toujours, pour les géographes et aussi pour tout le public instruit, partie intégrante de cette entité historique désignée sous le nom de

Serbie, et cela alors que la première Serbie de Miloš ne comprenait aucun de ces pays et que la seconde fût bien loin de les atteindre tous[1].

Vers le sud aussi, la Serbie qu'on se représente alors est très loin de coïncider avec la nouvelle principauté; elle en déborde beaucoup les limites. C'est toujours, en effet, à la grande chaîne dressée par les géographes en travers de la Péninsule qu'on la fait finir. Skoplje parfois et toujours Gnjilan, le pays de Kossovo, Prizren, continuent à en faire partie.

A l'ouest, la limite généralement adoptée suit la Drina, mais elle la remonte beaucoup plus loin que la Serbie de Miloš[2] et, d'autre part, vers l'aval, elle ignore presque toujours le grand rentrant du pachalik de Zvornik dans celui de Belgrade, que marquent les pays de Jadar et de Radževina.

Mais les Serbes eux-mêmes connaissent-ils mieux les limites réelles du nouvel organisme? Considèrent-ils la Serbie comme liée aux bornes mêmes du pachalik? A défaut de carte dressée par eux, nous possédons le témoignage de leur grand savant, Vuk St. Karadžić, né sur les bords mêmes de la Drina, et dont l'autorité sera invoquée bientôt dans de nouveaux pourparlers avec les Turcs. En 1827, il écrit[3] : « La Serbie est limitée... à l'ouest par la Drina avec la Bosnie jusqu'à Višegrad et au delà, par le Lim, avec l'Herzégovine. » Ainsi pour Vuk, les pays de Jadar et de Radževina, qui tou-

1. Seul, Hammer (1823) assigne à la Serbie vers l'Est des limites qui correspondent sensiblement à celles du pachalik de Belgrade durant cette période. Encore ne le fait-il qu'en s'inspirant avant tout des souvenirs attachés à l'antique état de choses; ce qui le prouve d'ailleurs, c'est qu'il considère la Serbie comme correspondant à la Mésie supérieure, et qu'après avoir fait suivre à la limite orientale le rebord ouest du bassin du Timok, après l'avoir ainsi conduite jusqu'à Alexinac sur la Morava, il la mène un instant le long de cette rivière jusque vers Leskovac pour lui faire décrire ensuite un grand arc vers l'est jusqu'aux gorges de l'Isker; de cette façon, tout le bassin supérieur de cette rivière, ainsi que Sofia, se trouvait être, à cette date encore, figuré en Serbie.

2. Cette limite suit, tantôt la Drina puis le Lim, tantôt la Drina puis l'Uvac, tantôt enfin la Drina jusqu'à la source de la Narenta.

3. Vuk St. Karadžić : *Geograficesko-statističesko opisanije Srbije* (Description géographique et statistique de la Serbie) parue dans la *Danica*, Beč (Vienne) 1827.

chent pourtant à son village natal, font partie de la Serbie. Au sud-ouest et au sud, bien qu'il soit, dit-il, « difficile d'indiquer maintenant la vraie frontière », la Serbie, selon lui, est bordée par le cours du Lim et elle s'étend jusqu'à la ligne de partage des eaux entre l'Adriatique et le versant danubien. Vuk se trouve donc, lui aussi, adopter l'opinion courante, et l'on ne s'aperçoit pas qu'il établisse une différence entre une Serbie libérée et une autre qui ne le serait pas encore. Un autre Serbe de l'époque, Joakim Vujić, dans sa Géographie parue en 1825, compte, « dans la Basse-Serbie », Kruševac, Niš, Novi-Pazar, Priština avec le Kossovo polje, tous pays également extérieurs à la Serbie d'alors.

Auteurs et cartographes, serbes et autres, semblent donc ignorer les dimensions réelles de la Serbie moderne sous sa première forme. Qu'ils la décrivent ou la représentent, il n'en est aucun[1] pour la limiter au pachalik de Belgrade; tous s'accordent à l'étendre au delà, plus ou moins loin, vers l'est et surtout vers le sud. Cette persistance des vieux souvenirs, en dépit des événements et de la situation nouvelle, offre une grande importance. Il y a là, en effet, une notion qui a pénétré tous les esprits cultivés de l'Europe, et cette notion a d'autant plus de force qu'elle a survécu à la crise des dernières années et que, d'autre part, du point de vue ethnique, elle se trouve correspondre sensiblement à un réel état de choses. Bien que venue du passé, elle laisse préjuger des prochaines transformations de l'État et prépare la voie à son évolution territoriale.

Pour en témoigner, il suffirait simplement de rapporter les paroles prononcées par le représentant de la Russie à Constantinople, Boutenief, le 9 (21) juillet 1831, lors de la remise à la Sublime Porte du mémoire demandant pour les Serbes la restitution des six districts : « S'il ne nous fallait pas nous en tenir constamment aux limites plus restreintes, telles qu'elles ont été fixées à la Serbie par les traités de la

1. Sauf peut-être Otto von Pirch (*Reise in Serbien im Speitererbst*, 1829. Berlin, 1830).

Russie, il nous serait facile de prouver que la Serbie a toujours eu pour limites la rivière Timok du côté de la Bulgarie, le mont Haemus du côté de la Roumélie, la rivière (*sic!*) Šara du côté de la Macédoine et la rivière Drina du côté de la Bosnie. »

Le prince Miloš, lui aussi, montre qu'il n'ignore pas les grandes dimensions communément attribuées à son pays, lui qui fait rappeler par les députés serbes à Boutenief que Kruševac, relevant alors du pachalik de Leskovac, est cependant au centre des terres serbes : « Qu'il regarde seulement la carte et il trouvera Kruševac au milieu des terres serbes. »

Il fallut quinze années à la Serbie pour que le principe d'hérédité vînt affermir son autonomie[1]; il s'en écoula dix-huit avant qu'elle pût définitivement sortir des limites du pachalik de Belgrade et réaliser sa première extension de territoire.

En 1833 on la voit, en effet, s'arrondir de trois côtés à la fois. A la recherche de sa forme organique, elle s'ajuste alors à des limites qui, à l'ouest et à l'est, sont restées fixes depuis cette année.

Pour de nombreuses raisons, la jeune principauté devait être amenée, avec le temps, à vouloir reculer ses premières frontières. Tout d'abord, elle était bien trop petite pour pouvoir vivre par elle seule; elle comptait 25 000 kilomètres carrés à peine[2], alors qu'à côté d'elle les principautés danubiennes étaient six ou sept fois plus vastes. Placée en outre au contact de deux grands Empires dont l'hostilité était toujours à redouter, elle devait considérer un accroissement de territoire comme indispensable pour garantir le plein exercice de ses droits et privilèges. Elle devait être enfin sans cesse sollicitée à s'agrandir, environnée qu'elle était de tout côté par des populations identiques aux

1. Il fut seulement reconnu par le hattichérif du 29 août 1830.

2. 24 440 km² exactement (Cvijić J., *Glasnik srpskog geografskog društva* [Bulletin de la Société de Géographie serbe]. Belgrade, 1914, p. 1).

siennes, ou étroitement apparentées, et qui d'ailleurs avaient déjà, grâce à elle, entrevu un instant la liberté.

Cependant, telle qu'elle avait été appelée à vivre, la Serbie ne pouvait afficher des ambitions trop vastes. Elle devait, avant tout, chercher moins à élargir ses frontières qu'à les ajuster, à les adapter aux conditions naturelles, à les rectifier aussi dans la mesure où le sens et les besoins de la race l'exigeaient de la façon la plus impérieuse.

Au nord, la Save et le Danube marquaient ce que l'on est convenu d'appeler une excellente limite naturelle. Seule, la possession des îles pouvait donner matière à discussion. A plusieurs reprises (1818, 1819, 1838), le prince Miloš tentera de contester à l'Autriche tout droit sur certaines îles du Danube (celle de Smederevo, celle de la Guerre, en face de Belgrade) ainsi que sur celles de la Save, mais ce sera en vain.

A l'ouest, un remaniement s'imposait. Avec les pays de Jadar et de Radževina, la Bosnie enfonçait dans l'intérieur de la Serbie comme une dent. Entre les hauteurs parallèles du Cer (706 m.) et du Jagodnja (835 m.), un large passage était toujours ouvert aux armées de Bosnie ; en toute tranquillité, elles pouvaient, au moment de leur choix, franchir la Drina qui, au nord du Cer comme au sud du Jagodnja, constituait la limite entre les deux pays.

Rien ne légitimait une situation aussi pleine de dangers pour la jeune principauté. Dans sa partie supérieure, sans doute, en amont de Srebrnica, la vallée de la Drina, alternance de petits bassins et d'entailles profondes de 500 mètres et plus, n'avait jamais marqué une limite plus accusée que celles de la Bosna et du Vrbas qui lui sont parallèles à l'ouest. De part et d'autre, c'est la même structure, les mêmes alignements; et, surtout, la rivière plus facilement guéable en cette partie haute de son cours ne constituait pas un obstacle tel qu'il s'imposât comme frontière pour des États voisins. Par contre, aussitôt que la vallée s'est coudée pour la dernière fois à la hauteur de Srebrnica, les monta-

gnes presque aussitôt s'écartent, la rivière s'étale, se divise en bras sinueux et instables, et désormais se dirige droit vers le nord, vers les plaines de la Save.

L'importance d'une telle disposition n'a pas manqué de se traduire au cours même de l'Histoire. Depuis la fin du xiie siècle, cette partie inférieure de la Drina avait servi de limite presque constante entre les deux États de Bosnie et de Rascie, alors qu'en amont de Srebrnica la commune frontière s'écartait de la rivière tantôt vers l'ouest (jusqu'en 1374), tantôt vers l'est. Durant toute la domination turque, ce qui devait être appelé le Sandžak de Novi-Pazar ne cessa pas d'être rattaché aux terres de l'ouest, au pachalik de Bosnie. Vers l'aval, par contre, le pachalik de Belgrade et celui de Bosnie se répondaient de chaque côté de la vallée. La Drina marquait entre eux une très réelle séparation, dont le peuple avait nettement conscience [1]. Il y avait là pour lui, en effet, plus qu'une simple limite administrative, car ce n'est pas seulement le dialecte qui change dès qu'on franchit la vallée (*ekavski* d'une part, *jèkavski* de l'autre), mais ce sont surtout les rapports religieux et par suite sociaux. A gauche de la Drina, les Musulmans, les « Turcs » comme on les appelle, forment un bon tiers de la population ; ils maintiennent les traditions de la féodalité militaire, farouche, turbulente, agressive. A droite de la rivière, à part les groupements des petites villes de Lešnica, Loznica, Mali Zvornik, il n'existe guère que le petit îlot musulman de Soko, lequel d'ailleurs fait alors partie du pachalik de Belgrade. D'une rive à l'autre, on se hait. Les « Bosniaques » sont considérés par les Serbes comme leurs pires ennemis. A de certains instants seulement la frontière avait débordé la vallée, mais elle ne faisait qu'effranger en quelque sorte et pour peu de temps le pays voisin. Seuls sur la rive droite, entre les pays de Šabac et de Soko, ceux de Jadar et de Radževina

1. Il en a laissé maints souvenirs dans ses chants nationaux, par exemple en celui où il est question du soulèvement contre les dahis et où la Drina est appelée « noble frontière entre Bosnie et Serbie ».

étaient demeurés en dehors de la Serbie après 1815.

Quelques restrictions que l'on doive apporter à la valeur comme limite, tant géographique qu'historique, de cette vallée de la Drina, il n'en reste pas moins que la première Serbie, aboutissant sur la rivière elle-même, au nord et au sud de ces deux pays de Jadar et de Radževina, se trouvait obligée de chercher à se les réunir. Il lui fallait de toute nécessité rejoindre les deux éléments de rive qu'elle possédait déjà, amener tout son front de ce côté jusqu'à la rivière Drina et s'agréger ce coin de sol bosniaque encastré dans son propre territoire; ce que faisant, elle obéira bien plus au sentiment de sa propre sécurité qu'à des motifs d'ordre géographique ou historique. Miloš songera d'abord à augmenter la cohésion et la force de résistance de son pays et seulement après à satisfaire les vœux d'une population impatiente de liberté.

Ainsi, vers l'ouest, la configuration du pays aussi bien que le type de population semblaient s'associer aux raisons à la fois stratégiques et politiques pour dicter à la première Serbie l'absorption des pays de Jadar et de Radževina. Vers l'Est, par contre, il eût été difficile de découvrir un tel ensemble de circonstances pour nécessiter un remaniement de frontière et en même temps un accroissement de territoire.

Tout d'abord, dans cette direction, les limites du pachalik de Belgrade semblaient bien, en effet, coïncider avec une véritable zone frontière des mieux marquées dans la nature. Entre les grandes vallées de la Morava et du Timok, le pâté de montagnes qui se dresse est large de 30 à 50 kilomètres, haut de 800 à 1200 mètres et dans son ensemble doucement incliné vers le nord. Il est recouvert d'un épais manteau de forêts dans la région du Danube, là où il est le plus large; à partir de l'Homolje, les grandes étendues calcaires dominent vers le sud; de la surface émergent des dos, des tables, des pyramides, des cônes d'un blanc cendré. Si l'on excepte la haute vallée du Pek, riche en gisements

minéraux (fer, cuivre, sables aurifères), ce pays ne fut jamais qu'une zone de répulsion pour l'homme; aujourd'hui encore il reste peu ou pas habité.

Les voies de communication, elles aussi, l'évitent. Depuis le Danube jusqu'à la source du Timok noir (Crna reka), c'est-à-dire sur toute la longueur (90 km) de la limite orientale du pachalik de Belgrade, il n'y avait pas une seule route pour traverser cette zone montagneuse; la seule voie que l'on suivît longeait le Danube. Actuellement encore, pour traverser toute cette région, il n'y a pas une seule route digne de ce nom; les seules qui existent passent plus au sud, là où la bande montagneuse s'amincit (route de Paraćin à Zaječar, d'Alexinac et de Niš à Knjaževac); le seul chemin de fer, à voie unique et étroite, qui relie les deux vallées (ligne de Paraćin à Zaječar) n'a été ouvert à la circulation qu'en 1911.

Cet écran montagneux franchi, on entrait dans un pays bien différent de ceux que l'on avait laissés à l'ouest. Le bassin du Timok et plus encore la Krajina, avec leurs brusques écarts de température, leur régime de pluies rares et drues, de vents secs et violents, devaient surprendre quelque peu les hommes venus de la Šumadija et des pays plus à l'ouest. Ce n'était pas le paysage auquel leurs yeux étaient accoutumés : au lieu des collines parsemées de bouquets de bois, de vergers et de maisons accrochées, seules ou par petits groupes, vers le haut des pentes, c'était le plus fréquemment de grandes étendues finissant à des montagnes farouches d'aspect, d'où l'arbre était presque absent; pour trouver des maisons, il fallait descendre jusqu'au fond des vallées où elles étaient blotties en tas. En gagnant en puissance peut-être, la nature perdait beaucoup du charme rustique, de la fraîcheur et de la poésie pénétrantes qui s'en dégageaient à l'ouest.

Le caractère de la population, lui aussi, se modifiait profondément dès que l'on avait franchi l'épaisse barrière montagneuse. Tout d'abord elle n'était plus homogène. Outre que

les Turcs y étaient plus nombreux, les Valaques étaient déjà fortement représentés aussi bien dans la Krajina que dans la zone montagneuse, en particulier dans la région du Pek. Ceux même que l'on désigne comme Serbes sont bien différents des hommes de la Šumadija ; leur costume est tout entier de laine blanche soutachée de noir; les hommes sont généralement plus grands et les femmes plus petites; la physionomie se ferme, revêt un air plus grave; le regard est moins brillant, l'arête du nez moins saillante; le visage reflète moins l'agilité d'esprit, la hardiesse de caractère. Ils tirent pour la plupart leur origine, non des hauts pays du sud-ouest, mais des plaines fertiles du sud, du Kossovo polje et de toute la région du Vardar. Parfois même on hésite à les reconnaître pour Serbes, soit parce qu'ils diffèrent de ceux du pachalik de Belgrade, soit plutôt parce que, relevant du pachalik de Vidin, ils ont été parfois appelés Bulgares[1].

Aussi voit-on, pendant tout le cours de la période historique, que les hommes, dans l'organisation de leur domaine politique, ont rarement franchi la large bande montagneuse entre Timok et Morava, frontière idéale en un temps où les moyens dont on disposait ne pouvaient diminuer la valeur de l'obstacle. Dès l'époque d'Aurélien, la nouvelle Dacie ou *Dacia ripensis*, qui est alors formée vers 274 au sud du Danube, après l'évacuation de la Dacie de Trajan, reçoit du côté de la Mésie supérieure ces hauteurs pour limite. Au Moyen âge, si l'État bulgare du xe siècle parvient à déborder quelque temps au delà vers l'ouest, l'État serbe des xiiie et xive siècles s'arrête, lui, à ces mêmes montagnes. Puis cette limite va présenter une fixité remarquable; pendant six grands siècles, c'est à elle que viennent finir, après l'État serbe du moyen âge, le pachalik de Belgrade, puis la province autrichienne de la première moitié du xviiie siècle;

1. On aurait tort d'attribuer à ces termes de Serbe, Valaque et Bulgare, une valeur ethnique et encore moins nationale dont ils étaient alors complètement dépourvus. Le nom de chrétien englobait et confondait tout; il créait à lui seul une réelle nationalité.

puis c'est de nouveau le pachalik et enfin la Serbie régénérée.

En présence d'un trait aussi fortement accusé dans la nature et si nettement exprimé dans l'histoire, il eût été difficile d'invoquer, comme pour l'ouest, des besoins d'ordre géographique ou des raisons empruntées au lointain passé pour réclamer un agrandissement de territoire ou une simple rectification de frontière dans cette direction. La première Serbie de Miloš pouvait paraître avoir atteint vers l'est ce qu'on est convenu d'appeler une bonne limite naturelle. C'est de ce côté cependant qu'elle reculera le plus ses frontières et réunira le plus gros morceau de territoire. Aussi bien, pour réaliser cette extension, Miloš recourra-t-il à de tout autres considérations que celles tirées de la disposition des lieux, de l'histoire des siècles ou de l'identité de race.

La *limite méridionale* du pachalik, après avoir remonté la grande Morava depuis Paraćin jusqu'à Stalać, au confluent des deux Morava, suivait celle de l'ouest en s'en écartant à peine vers le Sud. Arrivée un peu en dessous de Karanovac (Kraljevo), elle gravissait le versant de droite, entrait dans les montagnes et presque aussitôt franchissait à angle droit les gorges de l'Ibar, entre la vieille forteresse de Maglić et la rivière Studenica. Elle se dirigeait ensuite presque en ligne droite vers l'Ouest par la montagne du Čemerno (1649 m.), traversait la Moravica entre Arilje et Ivanjica, après avoir englobé le pays de Dragačevo; puis, par les sommets du Murtenica, du Čigota (1540 m.), du Zlatibor et du Tara, elle rejoignait la Drina un peu en amont de Bojina Bašta.

Coupant indifféremment plaines et montagnes, une telle limite ne pouvait guère avoir qu'une valeur purement administrative. Sauf peut-être vers le sud-ouest où elle coïncidait avec la ligne des hauteurs, il eût été difficile de lui trouver une justification quelconque dans les faits. Tous les géographes d'ailleurs s'accordaient pour l'ignorer. Pour eux, si le pachalik de Belgrade pouvait se terminer là, la Serbie s'étendait bien plus loin vers le sud.

De plus, cette frontière laissait en dehors du pachalik des lieux historiques dont le souvenir est un des plus puissants stimulants de l'âme serbe : telle la ville d'Aladža Hissar (Kruševac) sur la Morava de l'ouest, avec les restes de l'époque du tsar Lazare; tels aussi, dans les gorges de l'Ibar, le monastère de Studenica, sépulture des Nemanja, et au delà le pays de la Raška, où convergeaient les premiers souvenirs de la race.

Enfin, et tout particulièrement entre Ibar et Drina, la limite taillait en plein dans la masse serbe. Elle longeait en effet et parfois même ébréchait la vaste région du Stari Vlah; or, c'était là un des réservoirs d'hommes qui avaient le plus contribué au peuplement du pays et qui participaient encore de la façon la plus active à l'émigration qu'encourageait Miloš. Pour la jeune principauté, il y avait de ce côté une cause de troubles incessants en raison des fuites, des meurtres, des soulèvements de ces populations aussi impatientes du joug turc que l'avaient été les Serbes de la Šumadija eux-mêmes.

On est si accoutumé aujourd'hui à faire appel aux nécessités naturelles, aux « intérêts vitaux », aux problèmes ethnographiques ou nationaux, que l'on peut à peine concevoir pourquoi le prince Miloš, pour parvenir à l'extension qu'il désirait, n'a pas recouru plus souvent, et avec plus de force, dans ses pourparlers avec la Porte, à ces diverses considérations. S'il s'appuie sur elles, en effet, ce n'est guère qu'en passant, par simple allusion. Il n'insiste pas sur de prétendus droits de la race, sur des obligations nationales ou autres. Il affirme tenir avant tout à posséder une bonne frontière stratégique, pour la sécurité de la principauté. Il veut procurer à son territoire des limites telles qu'elles puissent le prémunir contre les brigandages toujours à redouter de la part des Bosniaques et des Albanais, et il se déclare même disposé à de notables concessions pour obtenir ces limites[1].

1. « Faites observer au beglikdji effendi (haut fonctionnaire au

A l'est, c'est pour une raison essentiellement stratégique, elle aussi, que Miloš tient tant à la province de la Krajina. Il est disposé aux plus lourds sacrifices en argent, aux plus larges concessions sur les points qu'il juge secondaires. Mais, s'il est une question sur laquelle il ne transigera jamais, c'est celle de la Krajina. En dépit des obstacles naturels et des difficultés d'ordre politique qui s'opposent à la réunion de cette province, apanage de la mère du Sultan, Miloš la veut à tout prix. Par elle, en effet, c'est la communication facile avec les Provinces danubiennes et par suite avec la Russie. Pour la jeune principauté, il y a là un gage de sécurité des plus réels en même temps que l'adjonction d'un territoire d'une grande valeur économique. « Rappelez-lui (à l'ambassadeur russe), écrit Miloš à ses députés, que, pour ce qui est de la Krajina, nous ne saurions céder sur elle pour rien au monde et, qu'on le sache bien, même si nous avions à nous battre encore avec les Turcs! Pour nos rapports avec la Russie, elle nous est aussi utile que le pain de vie[1] ».

Miloš a une conscience, souvent très aiguë, des intérêts supérieurs de son peuple et de la mission qui lui est réservée. Il regarde très loin parfois. Sans doute il ne songe pas encore à la mer, il est trop pratique pour cela ; mais ce qu'il veut pour son pays, c'est la libre et entière disposition du large ruban d'eau qui, au nord, sur toute sa frontière, lui tient en quelque sorte lieu de mer. Redoutant de voir attri-

Ministère des Affaires étrangères à Constantinople), écrit-il aux députés serbes à Constantinople (14/26 mars 1831), que nous avons le droit de réclamer un pays plus étendu : du côté de Vidin, où nous avons tenu le village d'Izvor avec plusieurs autres petits villages ; du côté de Niš, où nos postes furent placés sur le ruisseau de Topolnica ; du côté de Leskovac, Prokuplje ou Urćup avec plusieurs villages environnants, ainsi que du côté de la Bosnie où nous aurions droit à tout le Stari Vlah, à Sjenica, à Nova Varoš et à Višegrad, que nous avons occupés. Mais nous ne les demandons pas, car la frontière que j'ai décrite plus haut est meilleure, tant par les grandes rivières que par les hautes montagnes qui la forment, et nous ne voulons pas donner l'occasion de compliquer les frontières, ni procurer aux hajduks la facilité de les franchir d'un côté ou de l'autre, et de causer ainsi du tort. »

1. Milos aux députés serbes à Constantinople, 2/14 mai 1831.

buer aux provinces roumaines une partie des îles du Danube auxquelles la Serbie prétendait, il écrit aux députés serbes à Saint-Pétersbourg : « Les Allemands (Autrichiens) nous ont pris toutes les îles le long de leur frontière, les Turcs gardent les forteresses. Il ne nous reste plus maintenant que de voir les Roumains nous prendre encore ces îles. Resterons-nous donc enfermés dans l'intérieur et dans les montagnes, comme le sont les Monténégrins[1] ? » Ainsi il pressent ce qui doit être la condition même du libre développement de son pays et il souffre des nécessités qui l'entravent.

Il prévoit également les obligations qui s'imposent pour l'avenir de la race : on le voit, en août 1832, supplier la Russie d'intervenir pour sauver le Montenegro, entouré par les troupes du grand vizir et menacé d'extermination.

Miloš enfin n'hésite pas, le cas échéant, à faire appel aux droits de la race, à la volonté du peuple, aux considérations d'humanité. Il songera à une sorte de consultation nationale, à l'envoi de pétitions; il adressera à la Porte des listes détaillées d'atrocités commises, il décrira l'état de détresse, la situation désespérée des populations serbes avoisinant la principauté et, le moment venu, il ne reculera pas devant le pas décisif, tout en ayant clairement conscience des risques qu'il affronte. Dans une lettre confidentielle envoyée à trois des députés serbes à Constantinople pour leur annoncer ses préparatifs en vue de l'occupation, le 16/28 avril 1833, Miloš écrit : « Et si je sais qu'en agissant ainsi je puis perdre ma patrie, ma dignité et ma vie même, je ne reculerai pas. Mais en m'appuyant sur l'esprit bien uni de mon peuple, j'ai le ferme espoir que notre œuvre, cet été, se terminera d'elle-même par notre peuple. »

Néanmoins, dans ses pourparlers avec la Porte aussi bien que dans sa conduite, Miloš reste toujours soucieux de ne pas se départir de son loyalisme vis-à-vis du sultan. Il se

1. Lettre écrite le 16/28 septembre 1830, alors qu'il allait être procédé à l'exécution du traité d'Andrinople en ce qui concernait la frontière entre la Turquie et la Valachie.

garde soigneusement de réveiller les souvenirs du lointain passé et d'exprimer des prétentions analogues à celles des insurgés durant les années 1807-1812. Énoncer de telles aspirations eût été en effet maladroit et n'eût pu que manquer le but. Que l'on se représente seulement ce qu'était alors la Serbie et politiquement et territorialement, sans peine on concevra comment Miloš, esprit avisé, devait laisser au second plan les considérations géographiques et les droits historiques ou nationaux susceptibles d'effrayer la Porte. Il ne porta donc pas la question sur le terrain national, mais très habilement il recourut à un argument de droit. Il saisit l'occasion où la Russie lui demandait les réformes désirées par son peuple, d'après l'article 8 du traité de Bucarest, pour y comprendre ses revendications en matière de territoire. Il y avait là, selon lui, une des conséquences impliquées par le traité. Présenter ainsi la question comme découlant d'un acte politique international, c'était mettre la Porte en présence d'une obligation publiquement contractée par elle. Enfin, pour l'empêcher de se dérober et lui imposer son interprétation, Miloš devait compter sur l'appui efficace de la Russie, signataire du traité.

La question de la réunion des six districts une fois posée, il ne fallut pas moins de treize années pour qu'elle reçût sa solution. Coupées de pauses souvent très longues, les négociations passèrent par plusieurs phases; elles ne devinrent vraiment actives que durant les trois dernières années et ne prirent fin, en 1833, que lorsque, excédé par les perpétuels atermoiements de la Porte, Miloš la mit devant le fait accompli.

C'est dans une lettre écrite le 25 mai (6 juin) 1820 au baron de Strogonoff, représentant de la Russie à Constantinople, que Miloš soulève la question des nouvelles limites. La Russie, depuis 1816, s'occupait d'obtenir de la Porte la mise en vigueur des différentes stipulations de la paix de Bucarest. Lorsqu'il s'était agi de passer à l'exécution de l'article VIII

du traité, le baron de Strogonoff avait reçu de Saint-Pétersbourg un plan de réformes, et ce plan, combiné avec les réclamations à formuler par les Serbes, devait être ensuite remis directement par eux à la Sublime Porte, sans que rien pût laisser soupçonner l'intervention de la Russie. Parmi les vingt et un points que contenait le projet de requête soumis à Strogonoff, il n'y en avait aucun qui fût relatif à une extension quelconque de territoire. Milos ne découvrait son idée que dans la lettre particulière adressée au représentant de la Russie en même temps que le projet : « J'ai l'honneur d'ajouter encore à ce qui précède ces quelques mots concernant les limites serbes qui existaient lorsque la paix fut conclue entre la Russie et la Turquie, à Bucarest en 1812. Voici quels sont les principaux points et les retranchements indiquant ces limites : la Drina, la Save et le Danube séparent de trois côtés la Serbie des autres États ; vers le sud, les principaux retranchements étaient, le premier à Rača, près de la Drina, le second sur le mont Ivica, le troisième sur le Šargan, le quatrième sur le Zlatibor, le cinquième sur le Javor, le sixième sur le Golija, le septième sur le Jovik, le huitième sur le Kopaonik, le neuvième sur le Bogovac, le dixième à la Jankova Klisura, le onzième sur le Jastrebac, le douzième sur le Šiljegovac, le treizième à Deligrad, le quatorzième à Banja (Soko Banja), le quinzième à Gurgusovac (Knjaževac), et enfin depuis Gurgusovac par le Timok jusqu'au Danube, cette partie étant la plus importante pour la Serbie, à cause des communications avec la Valachie. La Serbie ainsi limitée peut payer annuellement au sultan un million et demi et même deux millions de piastres. » En ces quelques lignes, Miloš non seulement définissait tout le territoire occupé en 1812 par les Serbes, mais il montrait aussi l'intérêt que présentait, et pour lui et pour la Russie, la réunion de la région du Timok et de la Krajina, et en outre, pour la Turquie, il faisait aussitôt valoir ce que le trésor du sultan aurait à gagner à un tel remaniement[1]. La

1. Durant tout le cours des négociations, la question du tribut va

Serbie, explique-t-il ensuite[1], comptait dix-huit pays où nahijas au 16/28 mai 1812, date où fut conclue la paix de Bucarest. En 1813, les Turcs réoccupèrent tout le pays; lors du second soulèvement, les six nahijas situées en dehors du pachalik de Belgrade leur restèrent, bien qu'elles eussent dû bénéficier, elles aussi, des avantages garantis par l'article VIII du traité.

Le point de droit sur lequel s'appuie Miloš est bien mis en lumière par le baron de Strogonoff écrivant au comte de Nesselrode[2] le 26 septembre (8 octobre) 1820 : « On ne saurait dire d'avance jusqu'à quel point la Porte voudra consentir à cette demande, mais la prétention de Milosch à cet égard paraît fondée sur le sens du traité, lequel en parlant de la *nation servienne* ne fait aucune différence entre les divers districts et les comprend tous dans l'amnistie, puisque tous ils ont pris les armes contre la Porte pendant la guerre avec la Russie. » Et voici l'argumentation recommandée par Miloš aux députés serbes auprès de la Porte (8/20 septembre 1820) : « Vous vous tiendrez fermement à ces frontières, en montrant au Divan *qu'elles existaient lors de la conclusion de la paix de Bucarest*, que le peuple qui y vit a été mêlé avec nous en tout temps et dans tous nos actes, mais qu'après la catastrophe la moitié des familles resta là où elle était, tandis que l'autre moitié émigrait dans le pachalik de Belgrade; vous montrerez encore qu'ils ont voulu, lors du dernier soulèvement de notre peuple, se soulever eux aussi, excités qu'ils étaient par leurs parents vivant dans le pachalik. Cependant le grand knéze le leur a défendu en leur persuadant qu'ils partageraient le même sort que notre peuple et qu'ils ne seraient pas abandonnés lorsqu'on demanderait grâce à la Sublime Porte. »

Durant les dix années qui suivent, l'attention générale est trop absorbée par les affaires de Grèce pour que la question

rester étroitement liée à celle des nouvelles limites, et elles ne seront résolues toutes deux que simultanément.

1. Miloš à Strogonoff, lettre du 3/15 septembre 1820.
2. Alors ministre des Affaires Étrangères de Russie.

des nouvelles limites serbes pût recevoir une solution. Un grand pas néanmoins est accompli : le point de droit se précise, et en deux nouveaux actes diplomatiques, l'interprétation serbe est solennellement admise et confirmée[1].

Vers la fin de l'année 1829, l'extension territoriale de la Serbie semble, en principe, définitivement réglée, mais on est encore loin de la précision désirable. Si finalement l'on était tombé d'accord sur le principe de la « restitution des six districts », il importait de savoir quels étaient au juste ces six districts. Aucun d'eux, comme ailleurs aucun nom de lieu, n'était en effet désigné dans l'un ou l'autre des instruments diplomatiques. Plus de seize années s'étaient écoulées depuis la paix de Bucarest; on commençait déjà à ne plus savoir exactement quelles étaient les limites de la Serbie d'alors. Encore à la fin de mai 1833, le comte Orloff, envoyé par le tsar à Constantinople, s'adressant aux députés serbes, s'écriera dans un accès d'humeur : « Vous êtes des gens volontaires, vous avez le droit d'hérédité, cela suffit au prince Miloš, et voilà que vous avez obtenu tous les pays détachés, ce que ni vous ni moi n'avions espéré, car moi qui ai signé la paix d'Andrinople, je ne savais même pas quels étaient ces pays[2] ».

Les Russes n'étaient pas seuls d'ailleurs à être aussi peu fixés sur l'étendue que comportaient les territoires annexés. L'embarras des délégués serbes à Constantinople ne laisse pas en effet d'être amusant, lorsque Ribeaupierre[3] leur demande d'indiquer sur la carte les frontières qu'ils réclament. Si Miloš désignait par leurs noms des points où

1. L'acte annexé à la convention d'Ackermann (7 octobre 1826) spécifiait « la réunion des districts détachés de la Servie » comme un des points à régler de concert avec le peuple serbe dans un délai maximum de dix-huit mois; et d'après l'article VI du traité d'Andrinople (14 septembre 1829) la Porte s'engageait, de la manière la plus solennelle, à remplir, sans le moindre délai et avec la plus scrupuleuse exactitude, les clauses de la convention d'Ackermann relatives à la Serbie; elle s'engageait aussi « à procéder notamment à la restitution immédiate des six districts détachés de la Servie ».

2. Les députés serbes de Constantinople à Miloš, 1er/13 juin 1833.

3. Représentant de la Russie auprès de la Porte.

devait passer la nouvelle limite, il semble bien qu'il n'ait pas eu à ce sujet, lui non plus, une idée très nette, au moins dès le début; aussi Strogonoff, ne comprenant pas très bien, faute d'explications, le bien fondé des prétentions territoriales de Miloš et craignant de lui voir compromettre tout le reste[1], lui recommandait-il la prudence, la modération. Et Miloš aussitôt de le renseigner, de le convaincre; puis, sans attendre la réponse, redoutant évidemment d'avoir trop demandé, il propose de réduire sensiblement le territoire revendiqué.

Ainsi Miloš ne réclamait plus que ce qui lui semblait strictement indispensable. Si à l'est et à l'ouest, il maintenait en effet ses prétentions sur la Krajina, le Jadar et la Radževina, au sud par contre il abandonnait tout un morceau du Stari Vlah, tout le massif du Kopaonik avec la partie de l'Ibar correspondante, tout le riche et chaud pays de Župa et, à l'est de la Morava, la cuvette de Soko Banja et toute la rive gauche du Timok jusqu'à la Krajina. Même lorsque Strogonoff a compris la légitimité des demandes serbes et qu'il conseille de maintenir résolument tout ce qui semble revenir de droit à la Serbie, Miloš demeure encore quelque temps indécis; puis, s'enhardissant, dans les instructions jointes à la « Très humble requête présentée par le peuple serbe à la Sublime Porte ottomane », datée de Kragujevac du 8/20 septembre 1820, au paragraphe 3, il revient à la ligne de démarcation qu'il avait proposée dès le début dans sa lettre du 25 mai (6 juin) à Strogonoff. Sur un point pourtant, il s'en écartait. C'était vers le sud. Là, en effet, il y a progrès très sensible des prétentions serbes. Au lieu de quitter le Jastrebac, pour obliquer au nord vers le défilé de Gjunis et vers Deligrad, ainsi que l'indiquait le premier projet, la frontière, d'après la nouvelle proposition, suivait vers l'est le Grand et le Petit Jastrebac sur toute leur longueur, pour franchir aussitôt la Morava du sud, en face du village de Supovac; remontant ensuite le ruisseau de Topaonica, elle

1. Droit d'hérédité, capitalisation du tribut, départ des garnisons turques, etc.

longeait le rebord de la vallée vers le sud-est jusqu'au seuil de Gramada, à une dizaine de kilomètres au nord de Niš; de là, elle rejoignait le Timok (branche de Svrljig) dont elle empruntait le cours jusqu'au Danube. Deux nouveaux pays venaient ainsi s'ajouter à ceux que Miloš avait songé à réclamer tout d'abord. Plus par leur position encore que par leur étendue ou leurs ressources propres, ces deux pays offraient pour la principauté un très grand intérêt : c'était, d'une part, le bassin d'Alexinac sur la Morava du sud, et de l'autre la cuvette du Svrljig, entre Niš et Gurgusovac (Knjaževac). Des deux côtés, la frontière passait à quelques kilomètres de Niš, elle suivait les positions dominantes au nord de la ville et enfin elle coupait le chemin, si important pour les Turcs, qui reliait Niš à Vidin.

Avec ce nouveau projet, les demandes serbes n'étaient pas encore définitivement fixées. On remarque, en effet, une nouvelle avancée de la frontière telle que la réclamaient les Serbes lorsqu'il s'agit pour eux de préciser à nouveau leurs aspirations après que la convention d'Ackermann, puis le traité d'Andrinople, en eurent reconnu la légitimité. Sous la date du 2/14 juillet 1830, une description très détaillée de la « frontière fixée par les traités » est remise à la Porte par l'intermédiaire de Ribeaupierre, représentant de la Russie.

Les Serbes maintenant ne demandent plus, à l'est, seulement le pays limité par le cours du Timok. Ils réclament aussi le pays de par delà; toute la rive droite de la rivière doit leur revenir jusqu'à l'entrée des gorges à Vražogrnac, un peu en aval de Zaječar. Au lieu d'aller par le fond de la vallée, la frontière suivait toute la haute et longue croupe de la Stara Planina, coupait au seuil de Kadi Bogaz (631 m.) le chemin de Niš à Vidin et parvenait jusqu'à l'imposant massif du Saint-Nicolas (Kruška 1489 m.); à partir de là seulement, elle prenait la direction de l'ouest : par la tête des hauts affluents du Timok et par les montagnes du Svrljig, elle rejoignait au seuil de Gramada la limite tracée dans les instructions du 8/20 septembre 1820.

Au sud-ouest il y avait également à noter une autre modification, beaucoup moins importante d'ailleurs, dans le tracé précédemment projeté. Au lieu de la ligne haute si accusée du Murtenica, du Zlatibor et de l'Ivica, les Serbes demandaient comme frontière depuis Javor jusqu'à la Drina la vallée-cañon de l'Uvac jusqu'au Lim, puis le Lim jusqu'à son confluent. Ainsi, tandis qu'à l'est la nouvelle extension devait amener la ligne frontière du bas de la vallée jusqu'au sommet du versant, ici c'était exactement l'inverse qui devait se produire, mais de cette façon, à l'exception du pays de Sjenica et de Nova Varoš, tout le Stari Vlah était appelé à faire corps avec la Serbie.

Si ces nouvelles limites constituent le maximum des prétentions émises alors par la Serbie et si, à part quelques retouches de détail, ce sont elles qui finalement lui sont reconnues, il n'est pas impossible cependant de noter encore maintes fluctuations au cours des trois années qui s'écouleront avant le règlement définitif. C'est qu'en dépit des précisions que fournissait Miloš, la tâche des négociateurs était singulièrement ardue, beaucoup moins d'ailleurs en raison de ces incertitudes que de l'impossibilité où l'on était de se représenter, exactement ou même de façon approximative, l'étendue du pays revendiqué. Il n'y avait, en effet, aucune carte assez détaillée à laquelle on pût se fier ou même recourir. Ribeaupierre avoue son embarras au comte de Nesselrode : « Je reconnais, Monsieur le Comte, que moi-même aussi, j'erre dans les ténèbres et qu'à chaque pas je rencontre une nouvelle difficulté, me trouvant entre deux parties si diamétralement opposées dans leurs désirs et connaissant elles-mêmes si peu les droits qu'elles prétendent avoir l'une contre l'autre : car si, d'une part, la Porte ne possède ni carte, ni données précises, les Serbes, d'autre part, pour déterminer les frontières qu'ils réclament, n'ont que des souvenirs de guerre et une mauvaise carte allemande qu'ils disent eux-mêmes inexacte, que tantôt ils suivent et dont tantôt ils s'écartent. D'après leurs instruc-

tions, me semble-t-il, ils doivent réclamer le plus possible ou plutôt autant que l'influence de la Russie peut leur procurer[1] ».

Devant l'impossibilité de s'entendre et d'aboutir à un accord direct en exécution de la clause du traité d'Andrinople relative aux « six districts », il avait été décidé, par le hatti-chérif du 29 août 1830, qu'une commission russo-turque serait envoyée sur place pour constater l'exact état des choses, après quoi l'on agirait en conséquence.

Le 12/24 décembre 1830, en présence de Miloš et de Hussein pacha, vizir de Belgrade, une conférence préalable avait lieu entre les commissaires désignés[2]. La divergence des points de vue s'affirma aussitôt. Le commissaire turc s'appuyait sur l'article VI du traité d'Andrinople et prétendait que les six districts à restituer correspondaient à six kazas ou vojvodluks d'alors. Les Serbes soutenaient au contraire que le pays qu'ils occupaient au delà du pachalik et qu'ils avaient divisé en six nahijas ou districts avait été morcelé ensuite par les Turcs en quatorze kazas ou vojvodluks. Ils en appelaient au traité de Bucarest et à la convention d'Ackermann. Kotzebue, qui tenait le rôle de commissaire arbitre, proposa que l'on se rendît de suite sur le terrain ; on verrait sur place laquelle des deux thèses était fondée en droit.

En plein hiver, le 22 décembre 1830 (3 janvier 1831), la commission quitte Belgrade pour la Krajina, « le premier et le plus important des districts à restituer aux Serbes[3] ».

Pour les Serbes, l'essentiel est de repérer les points extrêmes occupés par eux lorsqu'avait été signée la paix de Bucarest. Aussi Kotzebue et Sochalski, adoptant ce point de vue, relèveront-ils sur la carte qu'ils vont dresser tous les points où étaient situés les retranchements serbes, et ils interrogeront

1. Lettre du 5/17 juillet 1830.
2. C'étaient : pour la Russie, Kotzebue, capitaine d'état-major de la Garde, et le capitaine Sochalski ; pour la Porte, Mehmet Lebib effendi ; pour les Serbes, les capitaines Milosav Zdravković, Josif Milosavljević et le géomètre Nicolas Radonić.
3. D'après le rapport de Kotzebue (mai 1812).

les habitants pour savoir si réellement ils étaient sous le régime serbe en 1812 et s'ils participaient aux assemblées nationales durant le premier soulèvement.

Lebib effendi, lui, se bornera à demander à la population de quel pachalik elle relève et depuis quand. Il ne se soucie nullement de l'état de choses en 1812; il ne voit rien au delà de la restitution de six districts, pour lui synonymes de kazas[1].

Sur le passage de la commission, des assemblées sont réunies. Tout se passe généralement de façon uniforme. Les pachas voisins, prévenus, ont à l'avance menacé, terrorisé les pauvres raïas qui répondent oui aux questions du commissaire turc et qui, le plus souvent, gardent le silence lorsqu'à son tour le commissaire russe les interroge; il lui faut même user de ruse pour obtenir les réponses qu'il désire.

A partir de Kruševac, vers l'ouest, il n'y a plus à vrai dire de consultation populaire. La tempête, en effet, gronde du côté de l' « Arnautluk » et de la Bosnie alors en pleine révolte contre la Porte. En deux jours on gagne Karanovac (Kraljevo), et là on s'arrête en attendant un sauf-conduit du vizir de Travnik. Comme rien ne vient, on rentre à Belgrade. Seul le capitaine Sochalski s'est détaché, avec le knèze serbe Vasilje Popović, dans la direction de Novi-Pazar et du Stari-Vlah, pour continuer l'enquête et poursuivre le levé de la

1. Voici d'ailleurs quelles étaient les instructions envoyées par la Porte aux pachas voisins de la Serbie : « Vous donc qui êtes le vézir sus-mentionné, au cas où les dits commissaires viendraient sur les terres de Bosnie pour y voir certaines parties qu'il faudrait examiner avec soin, vous verrez à vous assurer si effectivement les districts qu'ils vont déterminer ayant été *ab antiquo* sous l'administration de la nation serbienne auront été distraits depuis et incorporés dans le gouvernement de la Bosnie, ou si ces districts ont depuis un temps immémorial toujours fait partie du gouvernement de la Bosnie. Vous puiserez à l'égard de ces districts tous les renseignements qui les concernent, interrogerez là-dessus, de concert avec les commissaires respectifs, les habitants des lieux que ces commissaires vont déterminer, vous aurez soin que ces habitants ne cachent point ce qu'ils en savent à cet égard, mais qu'ils déclarent la vérité toute pure » (ferman du sultan au pacha de Bosnie, janvier 1831). Le même ferman était envoyé aux pachas de Vidin et d'Aladža Hissar (Kruševac).

carte. Là aussi il constate que tout ce qu'ont dit les Serbes est conforme à la vérité : toute la région a pris part au soulèvement et a connu le régime serbe de 1806 à 1813. Toutefois le pays entre le mont Ivića, la Drina, le Lim et une partie de l'Uvac, bien qu'objet des réclamations serbes, s'est toujours trouvé en dehors des postes-frontière[1].

Quant aux pays de Jadar et de Radževina : « ne pouvant aller voir le district de Zvornik ou de la Drina, habité par un grand nombre de musulmans bosniaques, le commissaire russe s'est efforcé de réunir pour cette partie les renseignements les plus exacts et les plus sûrs »; et ici encore les prétentions serbes sont reconnues légitimes.

Dès son retour à Belgrade, le capitaine Kotzebue se mit à la confection de la carte, appelée à servir de base précise pour les négociations. Cette carte se bornait à indiquer, par différentes nuances, les limites de la Serbie d'alors, celles de la Serbie de 1812, et celles aussi des circonscriptions administratives serbes et turques dans les régions en litige. Elle portait, d'ailleurs incomplètement, les noms des villages qui y sont situés. Elle désignait également, par le détail, tous les emplacements des postes serbes en 1812. La ligne unissant ces points coïncidait, sauf sur deux[2], avec la limite que fixait Miloš dans la note remise à Ribeaupierre le 2/14 juillet 1830.

Bien que la carte de Kotzebue fût loin d'être de tous points

1. Procès-verbal de Kotzebue.
2. Au sud, au lieu de suivre le ruisseau de Topolnica pour aboutir à la Morava, la ligne de démarcation, depuis le Ljuti Vrh, entre Gramada et Kopaj Kosara, coupait ce ruisseau et, après un crochet dans les montagnes, venait rejoindre un peu plus bas la Morava, à la limite du pachalik de Niš. Kotzebue avait constaté que, sans doute, la ligne des postes serbes était arrivée jusqu'à la Topolnica; mais, dans le ferman où la Porte avait promis de rendre aux Serbes les six districts, l'intégrité du pachalik de Niš, point des plus sensibles pour la Turquie, avait été spécifiée et, de son côté, Miloš l'avait reconnue. Au sud-ouest, d'autre part, au lieu d'adopter complètement, à partir du Javor, la ligne de l'Uvac et du Lim, telle que la proposait Miloš, la frontière indiquée par Kotzebue quittait l'Uvac pour passer entre le Lim et le Zlatibor, coïncidant ainsi avec celle que la Serbie connaît encore au sud-ouest, du côté de la Bosnie.

exacte[1], elle marquait néanmoins un progrès énorme, comparée à tous les moyens d'appréciation dont on disposait jusque-là. Seule elle répondait au besoin auquel on la destinait. Sortie de la collaboration de toutes les parties en cause, elle revêtait en quelque sorte une valeur arbitrale. Comme elle donnait une réalité vivante au droit reconnu à la Serbie et consacré par plusieurs instruments diplomatiques, il pouvait sembler que dès lors, sous le contrôle vigilant de la Russie, l'ère des difficultés était close, et que bornes et poteaux-limites allaient être enfin posés.

* * *

Posée dès 1820, admise et réglée en principe par la convention d'Ackermann en 1826, par le traité d'Andrinople en 1829 et par le hattichérif de 1830, déterminée en fait par la commission de délimitation au début de 1831, la question de la réunion des six districts devait attendre cependant plus de deux années encore avant de recevoir sa solution définitive. Si pourtant la convention d'Ackermann laissait à la Porte un délai de dix-huit mois pour l'exécution des clauses relatives aux Serbes, le traité d'Andrinople, lui, disait que la Turquie devait passer aux actes « sans le moindre délai », et le hattichérif de 1830 permettait de croire qu'elle s'exécuterait aussitôt les travaux de la commission de délimitation terminés. Mais, fidèle à ses habitudes d'atermoiement, la Porte use de tous les procédés qui lui sont familiers, d'abord pour nier l'existence même de la question, et ensuite pour retarder indéfiniment l'exécution d'engagements qu'elle n'avait pris que contrainte et réduite à la dernière extrémité.

Tout au début, elle feignit d'ignorer complètement ce dont il s'agissait. Elle prétendait ne connaître, en fait de « six nahijas », que celles qui étaient mentionnées dans le ferman

1. Ses erreurs s'expliquent d'ailleurs très facilement par la saison, les conditions d'insécurité dans lesquelles travaillaient les commissaires, les moyens d'observation dont ils disposaient, la rapidité de leurs opérations (elles durèrent 15 jours au plus).

de 1820, relatif au retrait des musselins (fonctionnaires administratifs); c'était à elles uniquement qu'elle déclarait avoir songé en acceptant l'article VI du traité d'Andrinople[1]. C'était ainsi jouer sur les mots, car évidemment il ne pouvait plus s'agir alors de restitution, la Serbie étant déjà pourvue de ce qu'elle était censée demander.

En raison même de l'imprécision des traités, il était facile à la Porte de maintenir son point de vue et les députés serbes avaient beau s'évertuer à lui expliquer le sens des mots « détachés », « distraits », rien ne pouvait vaincre l'entêtement de la Porte. Une nouvelle et vigoureuse intervention de la Russie s'imposait. Bien qu'ayant quitté Andrinople, l'armée russe occupait toujours les provinces turques. Menacée de voir l'évacuation retardée jusqu'à complète exécution de ses engagements, la Porte, de nouveau, céda; la démarche russe s'étant produite le 29 décembre 1829 (10 janvier 1830), la Porte, dès le surlendemain, faisait savoir qu'elle allait désigner une commission pour se rendre sur les lieux et procéder, de concert avec les Serbes, à la délimitation.

Mais à peine l'énergique comte Orloff a-t-il quitté Constantinople qu'aussitôt la Porte se remet à ergoter. Maintenant qu'il s'agit de passer des paroles aux actes, elle discute non plus sur la nature des six nahijas, mais sur le sens même, sur la compréhension du mot nahija. Elle prétend assimiler, en effet, la division qu'est la nahija à celle qu'est son kaza. Elle se dit tenue de restituer six kazas, alors qu'en fait les six nahijas réclamées par les Serbes correspondent alors à quatorze de ses kazas. C'est cette interprétation qui prévaut jusqu'après l'envoi de Lebib effendi comme commissaire pour la délimitation. La Porte ne cesse de déclarer que les Serbes réclament beaucoup trop : « jusqu'à trois cents heures de terrain ! » et Ribeaupierre leur démontre que c'est faux, que c'est impossible, vu que de Belgrade à Constantinople il n'y a que 184 heures.

A force de démarches, la Porte finalement se résigne à

1. Les députés serbes à Milòs. Constantinople, 16/28 décembre 1829.

céder six nahijas, mais elle prétend les déterminer elle-même. Kéchaf effendi, qui vient d'être envoyé par la Porte en Serbie, indique aux députés serbes quelles sont ces régions. Et ceux-ci de se récrier : « Mais ce n'est là qu'une partie des districts détachés! » — Kéchaf : « Je suis allé en Serbie et j'ai pu me rendre compte que ce sont là des nahijas entières » — Les députés : « Vous êtes allé directement de Constantinople à Belgrade, vous êtes resté continuellement dans cette ville et vous êtes revenu par Vidin; vous n'avez donc pu voir les contrées en question. » — Kéchaf : « J'y ai envoyé mes gens, mais Mahmoud pacha ne les a pas laissé passer et il les a même arrêtés. » Et les députés se retirent, « jugeant superflu de poursuivre un tel entretien[1] ».

Toute une année se passe ainsi jusqu'à ce qu'enfin, de part et d'autre, les commissaires soient désignés et envoyés sur place. Mais la saison s'avance et Lebib effendi redoute l'hiver et les chevauchées par les montagnes; il refuse de partir, car il est impossible de terminer les opérations avant la chute des neiges[2]. Néanmoins, il se décide finalement à venir, mais sans les fermans indispensables pour permettre aux commissaires de mener leur enquête sur le territoire des pachaliks voisins. Miloš pressent là un prétexte à nouvel ajournement et le fait est que, à peine arrivés dans le pachalik de Vidin, les commissaires se voient immobilisés six grandes semaines (du 7 janvier au 15 février 1831) dans l'attente du ferman qu'il a fallu réclamer à Constantinople. Miloš s'impatiente et se livre à de violentes algarades contre le commissaire turc; tout était prêt et « voilà qu'il trouble tout, qu'il gâte tout[3]! »

Mais la commission n'a pas encore achevé ses travaux, que surgissent de nouveaux ennuis pour Miloš et en même temps, pour la Porte, de nouveaux sujets à tergiversations.

1. Les députés serbes à Miloš. Constantinople, 29 juillet/10 août 1830.
2. Les députés serbes à Miloš. Constantinople, 9/21 septembre 1830.
3. Miloš aux commissaires serbes. Kragujevac, 1/13 janvier 1831.

En Pologne, une révolte a éclaté. La Russie détourne son attention des affaires d'Orient pour la reporter sur celles qui la touchent de plus près. Reprenant ses coudées libres, la Porte attend l'issue de la lutte pour décider de l'attitude à prendre. Boutenief demande à Miloš de prendre patience, car, « dès que la Pologne succombera, la Porte d'elle-même accourra pour le prier de terminer les affaires serbes une bonne fois[1] ».

Profitant des embarras de la Russie, la Turquie tente alors de s'entendre directement avec Miloš. Elle affirme ne rien devoir aux Serbes, mais elle veut bien tout de même leur offrir six kazas : Krupanj, Loznica, Paraćin, Ražanj, Banja, et, au choix, ou la Crna reka ou Kruševac jusqu'au Mali Jastrebac. A cette seule idée, Miloš se révolte d'abord; il voit qu'il n'est question ni du Stari Vlah, ni du Timok avec le Svrljig, ni surtout de la Krajina; il en appelle aux traités, aux droits de la Serbie, à sa responsabilité devant le peuple, il veut tout ou rien. Cependant Kotzebue, influencé durant son séjour à Belgrade par de faux rapports sur le compte de Miloš, l'invite lui-même à une attitude moins intransigeante. Il laisse entendre que les Serbes peuvent sans aucun inconvénient céder le pays de Svrljig en entier, la rive droite du Timok, partie des pays de Banja, Alexinac, Kruševac, Brvenik et Stari Vlah. Par contre, en ce qui concerne la Krajina, il se montre intraitable, car à ce pays s'attache pour la Russie, tout comme pour la Serbie, un intérêt politique de tout premier ordre. A contre cœur, Miloš finit par se déclarer prêt à céder sur les points demandés, mais sous réserve de l'approbation des chefs de la nation. Il se retranche derrière le sentiment populaire. « Je confirme, sur ma tête, que je n'ose céder un pied de ce qui n'est pas à moi, mais à la nation. Si je le faisais, le peuple se lèverait contre moi; je passerais un mauvais moment, ce serait la perte du régime actuel en Serbie, et la Porte pourrait avoir à s'en

1. Les députés serbes à Miloš. Constantinople, 28 août/9 septembre 1831.

ressentir[1]. » Mais à Constantinople on n'en veut rien croire, on prétend savoir fort bien que Miloš, quoi qu'il en dise, a le peuple dans sa main, et finalement la Porte recourt à ce qui est toujours son suprême argument : Miloš est nôtre et son peuple est notre raïa.

Miloš ne s'est pas fait faute, pourtant, d'user du moyen qui, souvent, influe si fortement sur les décisions de la Porte. A plusieurs reprises il a promis de très grosses sommes, et au sultan, et aux hauts fonctionnaires, mais il ne donnera « pas un centime » avant que tout ne soit réglé, restitution des districts et capitalisation du tribut. Il ajoute qu'il enverra aussi en cadeau les plus belles têtes de son troupeau[2].

Il allait pouvoir employer encore un moyen d'action, d'une autre nature, mais peut-être aussi efficace, pour vaincre les résistances de la Porte. La révolte grondait en Albanie et en Bosnie. Les Bosniaques se massaient dans le polje de Kossovo. Il y avait là pour Miloš une occasion nouvelle de prouver sa fidélité à la Porte qui, peut-être, adopterait une attitude plus conciliante. Averti par ses espions, Miloš la renseigne sur les mouvements des rebelles. Il fait distribuer des proclamations pour rappeler au calme les insurgés. Il tiendra vingt-cinq mille hommes mobilisés sur la Drina, prêts à entrer en Bosnie pour soutenir le grand-vizir et il enverra des réapprovisionnements aux troupes turques à Nova-Varoš et à Višegrad[3]. Il offre d'agir sur les beys rebelles pour les ramener à la fidélité. En même temps il ne cache pas qu'il est en correspondance avec eux, qu'ils ont sollicité son alliance, que les incendies, pillages et meurtres commis par les insurgés « dans les villages paisibles de ses futurs départements », les rassemblements de gens en armes sur les frontières, le besoin enfin de veiller sur les Albanais et les Bosniaques établis dans le pachalik l'obligent à prendre

1. Miloš aux députés serbes à Constantinople, 21 juin/3 juillet 1831.
2. *Ibid.*, 14/26 mars 1831.
3. Milos aux députés serbes à Constantinople, 10/22 mai 1832.

certaines mesures de précaution pour la sécurité du pays[1]. Enfin, comme l'écrit Miloš au beglikdji effendi le 2/14 mai 1831 : « En connaissant le caractère belliqueux de la nation serbienne et en voyant que tous les peuples qui nous entourent sont dévorés par les flammes de la révolte, je me trouve dans un grand embarras. Jusqu'à ce moment, je tenais la nation sur la voie de la fidélité envers la Sublime Porte, et dans la tranquillité par des promesses que, selon le très haut hattichérif, ses affaires seront réglées... » au cours même de l'année ; et Miloš exprime sa crainte de ne pouvoir plus « maîtriser son peuple, pour peu que la Porte tarde encore.... »

De son côté la Russie s'emploie de son mieux pour la cause serbe. Son représentant auprès de la Porte, Boutenief, s'applique à mettre en valeur la constante fidélité de Miloš, aussi bien pendant la dernière guerre russo-turque que lors des récentes révoltes sur tout le pourtour du pachalik. Il s'attache en même temps à prouver aux Turcs que les Serbes doivent, d'après les traités, recevoir pleine et entière satisfaction, que si le commissaire Kotzebue a conseillé des concessions à Miloš, il n'était nullement qualifié pour le faire, et que par suite, tout ce que Miloš a pu consentir, sous réserve d'ailleurs, ne saurait comporter aucune conséquence. Puis il démontre à la Porte que ses droits souverains ne sont aucunement lésés, puisque la restitution des six districts n'équivaut nullement pour elle à une diminution de territoire : « Ces districts, soustraits à l'administration servienne, comme ils le sont maintenant, ou bien subordonnés de nouveau à l'autorité locale du chef de la Servie, n'en demeurent pas moins pour cela soumis à la domination ottomane et tributaires de la Porte. Il est donc inexact, lorsque le gouvernement turc, pour accroître l'importance des obligations onéreuses qu'il a contractées..., envisage la délimitation dont il s'agit comme une véritable *cession territoriale*. Rien n'est plus illusoire que cette manière de présenter les choses. Loin de là, il s'agit simplement de permettre que les habi-

1. Les députés serbes à Miloš. Constantinople, 22 mars/3 avril 1831.

tants des districts, lesquels sont autorisés à jouir des avantages stipulés en faveur de la Servie..., soient admis à participer à ces immunités, replacés par conséquent sous l'administration des autorités locales de leur pays, et soustraits par cette même raison à la dépendance des pachaliks, auxquels ils ont été injustement soumis postérieurement à la paix de Bukarest[1].... »

Mais tous ces arguments et tous les efforts de Miloš, promesses ou menaces, restent sans effet. Alors il s'impatiente, songe à refuser le tribut, et dès le milieu de 1831 prévoit la nécessité d'une solution violente[2]. Mais la Russie s'oppose à un éclat : qu'il attende encore un peu et tout s'arrangera.

Un an, un an et demi s'écoulent sans qu'aucun indice marque chez les Turcs la volonté de tenir leurs promesses. Après la révolte de Bosnie, ce sont de nouveau les affaires de Grèce, puis le soulèvement de Méhémet-Ali, qui viennent tour à tour préoccuper la Porte. Puis, lorsque les Turcs se sentent par trop pressés de remplir leurs engagements, ils imaginent un nouveau moyen de les éluder : ils prétendent maintenant donner aux six districts une administration à part, qui assurera à leurs habitants les mêmes avantages qu'aux Serbes du pachalik, et c'est, selon eux, respecter scrupuleusement le texte des traités de Bucarest. Ils allèguent enfin qu'aucun nom n'est cité dans les actes diplomatiques, que les pays réclamés ont appartenu de tout temps aux pachaliks voisins, que la Krajina leur est nécessaire pour communiquer avec Vidin, la Crna reka pour ravitailler cette ville ainsi que Niš; Alexinac est trop près de Niš, le pays de

1. Nesselrode à Boutenief, 29 décembre 1831/10 janvier 1832.

2. Miloš écrit le 11/23 juillet 1831 à l'un des députés serbes à Constantinople : « Avec ces Turcs, je ne puis aboutir à rien. Lebib s'accroche aux six nahijas comme un ivrogne à une palissade, et de ces six nahijas il retranche encore la moitié de celle de Kruševac!... Les chefs se sont réunis à Topšider et certains proposent le soulèvement si, après le 9 août, date où les Turcs doivent avoir quitté la Serbie, la question n'est pas résolue; on occuperait par les armes le pays. Dieu sait quelle fin est réservée à notre cause! » Et il termine : « Je ne saurais garantir vraiment qu'en fin de compte nous ne recourrons pas aux armes. »

Novi-Pazar trop voisin du Montenegro. Ils évoquent le danger d'une expulsion des « Turcs » qui habitent ces districts. Céder enfin tous ces pays à la Serbie, ne sera-ce pas créer un royaume dans l'Empire et, si l'on peut croire à la fidélité de Miloš, peut-on en dire autant de ses successeurs?

Cependant, voilà que la Russie elle-même semble fléchir; se heurtant à l'entêtement de la Porte et désireuse de se la ménager pour le règlement de ses affaires à elle, elle tient à en finir au plus vite avec les affaires serbes. Depuis les événements de Pologne, son zèle pour la cause serbe s'est sensiblement refroidi; sans cesse, elle prêche le calme à Miloš; elle voit partout des menées révolutionnaires. Elle recommande en même temps de se montrer plus conciliant vis-à-vis de la Porte. Elle finit par penser elle-même que si Miloš renonce aux territoires indiqués par Kotzebue comme pouvant être l'objet de concessions, la Porte se résignera à passer aux actes sans plus tarder.

* * *

Ces appels au calme et à la conciliation ne seront pourtant pas écoutés; Miloš les subit beaucoup plus qu'il ne les accepte. « Qu'on me laisse une bonne fois, s'écrie-t-il un jour, m'occuper seul de mes affaires et qu'on ne me plaigne pas; si je réussis à affranchir tout ce peuple, tant mieux! Sinon... que le pays dévasté s'en aille au diable, que les Turcs et les Russes en profitent et que le monde regarde comment la Russie aime à voir les pays avec lesquels elle fraternise! » Il ajoute : « Jamais je n'ai aimé dire à la Russie d'aussi dures paroles, mais enfin la patience me manque[1]. » Après avoir épuisé tous les moyens, Miloš sent bien qu'en fin de compte il devra forcer la main aux Turcs. Bien des raisons le poussent d'ailleurs à brusquer les événements. Non seulement sa patience est à bout, mais aussi celle de son peuple, dit-il. La fermentation est telle qu'il redoute pour lui-même les pires consé-

1. Miloš aux députés serbes à Constantinople, 6/18 octobre 1831.

quences de sa longanimité vis-à-vis de la Porte. Depuis deux ans, il n'ose plus convoquer l'assemblée des chefs du peuple : « J'ai honte, » écrit-il aux députés serbes à Constantinople[1].

Mais c'est la situation dans les districts « détachés » qui l'inquiète le plus encore. Le sort des chrétiens s'y est subitement aggravé depuis le retrait des troupes du grand-vizir venues pour réprimer le soulèvement albano-bosniaque. A tout instant des troubles sont à redouter, troubles qui ne pourront manquer de s'étendre à la Serbie elle-même. « Vous savez bien, dit Miloš à l'intention de Boutenief[2], que ces Serbes sont nos frères, qu'il y a un frère de ce côté-ci et un autre de ce côté-là ; le père et la mère sont d'une part, le fils et la fille de l'autre, les familles elles-mêmes sont ainsi divisées.... Est-il possible qu'ils ne volent pas les uns au secours des autres ? » Déjà, vers la fin de 1830 et le début de 1831, plusieurs centaines de familles du pays de Jadar avaient dû émigrer en Serbie. Si dans les districts de Drina et de Stari Vlah, tous deux rattachés à la Bosnie, les populations avaient pu cependant, grâce à Miloš, obtenir de la Porte quelques garanties, vers le sud, du côté de Kruševac, Alexinac, Banja, au contact du « pays albanais », l'anarchie redoublait. Outre les redevances superposées à payer au sultan, au spahi, au Čitluk Sahibija, il y avait les corvées à fournir, les Turcs à loger et à nourrir, tout en se soumettant à leurs exigences, même les plus déshonorantes. Ce dernier grief surtout provoquait la plus vive irritation. Le rapt de deux jeunes filles du pays de Kruševac par deux Albanais, les frères Vrenčević, détermine le soulèvement de la région (23-25 novembre/5-7 décembre 1832). Miloš n'intervient pas encore ; il se borne à recommander le calme aux insurgés.

Le moment cependant est des plus favorables. Constantinople elle-même est menacée. Méhémet-Ali, maître de l'Égypte, a envoyé avec son fils Ibrahim ses troupes vers le

1. 29 novembre/11 décembre 1832.
2. Miloš aux députés serbes à Constantinople, 29 novembre/11 décembre 1832.

nord. Après avoir conquis la Syrie, elles anéantissent l'armée turque envoyée contre elles (décembre 1832), elles envahissent l'Asie Mineure et marchent sur la capitale du Sultan. Miloš va-t-il se décider cette fois à tirer parti des circonstances, ou bien continuera-t-il à rester fidèle?

Pour cela, il sait déjà trop ce que vaut la reconnaissance de la Porte. Il a pris, d'ailleurs, toutes ses précautions. « J'ai assez de munitions et je m'en procurerai davantage encore. J'ai plus de dix millions de piastres sous la main. Ces jours-ci je vais en emprunter encore deux ou trois millions de différents côtés. De plus, de la Bosnie, de l'Herzégovine, du Montenegro, de l'Albanie, de la Macédoine, de la Bulgarie, m'arrivent des délégués avec des nouvelles d'après lesquelles tout le monde sera heureux là-bas de me soutenir et de s'unir à moi. Dans toutes ces directions, j'enverrai aussi mes hommes pour préparer le soulèvement[1] ». Et il pressent qu'il en aura vite fait avec les Turcs. L'année précédente déjà, il écrivait aux députés serbes à Constantinople : « Quant à moi, je ne tiens nullement la Turquie pour un État fort; depuis longtemps je la vois morte à demi. Je pourrais occuper toutes les frontières en dix jours et complètement en finir en trente jours avec les Turcs d'ici et avec ceux de la frontière[2]. »

Mais peut-être y a-t-il lieu d'espérer encore une solution pacifique. Voilà, en effet, la Russie, la puissance protectrice, devenue toute-puissante à Constantinople. La flotte russe entre le 20 février dans le Bosphore, en alliée. « La Porte peut-elle refuser quelque chose à la Russie, à laquelle elle doit de vivre maintenant? » dit Boutenief à Lazar Teodorović, le chef de la députation serbe[3]. La Russie cependant est tout entière occupée à sauver la Turquie elle-même dont « l'existence ne tient qu'à un fil ». « La Serbie est maintenant une goutte dans l'Océan, l'Océan s'est troublé, il faut l'apaiser

1. Lettre confidentielle de Miloš aux chefs de la députation serbe à Constantinople. Požarevac, 16/28 avril 1833.
2. 6/18 octobre 1831.
3. 22 février/6 mars 1833.

et la goutte s'en trouvera bien ; s'il n'est pas apaisé, la goutte sera engloutie[1]. » Deux mois se passent encore. Et « voilà que, dit Miloš, le moment étant venu de régler nos affaires, la paix étant faite avec Méhémet-Ali, au lieu de donner les frontières, la Porte réclame l'impôt du haratj, qui n'a pas été versé depuis deux ans[2] ! » Et Boutenief, de son côté, va demander aux Serbes les concessions qu'il leur avait naguère déconseillées !

Alors Miloš se décide. « Il ne nous reste plus d'autre moyen que d'occuper les frontières par nos propres forces, de nous y retrancher et de régler de là nos autres affaires avec la Porte[3]. » Il s'est assuré déjà du consentement par écrit de tous les chefs du peuple et il se prévaudra de cette consultation pour prouver à la Russie qu'il n'a fait que se conformer à la volonté de son peuple.

A son instigation, tous les districts de l'Est se soulèvent (26-27 avril/8-9 mai 1833). Les Turcs de Vidin menaçant de reprendre Zaječar, et 200 Serbes ayant été tués ou blessés devant cette ville, Miloš, sans plus tarder, fait occuper ces pays par ses hommes. Une fois de plus, les vieilles frontières du pachalik sont franchies ; elles éclatent et disparaissent pour toujours. Miloš annonce l'événement à ses députés. « Il n'y a plus en Serbie douze nahijas, mais dix-huit. Du Timok à la Drina, du Danube et de la Save à l'Ivica, à l'Uvac, au Javor, au Golja, au Paresija, au Kopaonik, à la Jankova Klisura, au Jastrebac, à Gramada et au Timok, tous, dis-je, sont animés d'un même souffle, tous se sont donné un fraternel baiser et juré l'un à l'autre, avec une foi inébranlable, de se défendre jusqu'à la dernière goutte de leur sang, au cas où l'on tenterait de troubler cette union qui leur avait été promise. C'est uniquement par la force, et par une force supérieure à la sienne, qu'on pourra assujettir le peuple avec

1. Entretien de Boutenief avec les députés serbes rapporté dans la lettre à Miloš du 15/27 mars 1833.

2. Miloš aux députés serbes à Constantinople. Požarevac, 14/26 avril 1833.

3. *Ibid.*

moi et le démembrer une nouvelle fois »[1]. Et Miloš explique comment il s'est décidé : « Après ces dix-huit années passées à *diplomatiser*... c'est ainsi que nous avons dû en finir; autrement, par la manière douce, jamais avec le sultan nous n'y serions parvenus »[2].

Soucieux néanmoins de conserver à sa conduite le caractère de loyalisme dont il ne s'était pas départi jusque-là, Miloš tient à présenter son acte comme la mise à exécution pure et simple des clauses des traités. Pour le démontrer, il use de la même tactique que Kara-George au début du soulèvement, et que lui-même lors de la seconde insurrection. « Je sais, dit-il dans sa proclamation au peuple soulevé, que vous ne vous êtes pas révoltés contre notre tsar (le sultan), lequel n'a qu'un désir, celui de ne voir arriver de mal à personne dans son empire; mais vous vous êtes insurgés contre les bandits qui oppriment les malheureux, les rançonnent, les tourmentent, malgré la volonté de leur Maître. » Vigoureusement, Miloš s'oppose à ce que le soulèvement déborde les limites réclamées. Des régions de Niš, de Leskovac, des délégués lui viennent : le peuple là-bas veut aussi prendre les armes et passer à la Serbie. Pour couper court à tout, Miloš fait enfermer les délégués; on ne l'accusera donc pas de favoriser le mouvement. Il donne des ordres sévères pour que dans les limites atteintes l'on ne touche ni aux soldats de l'armée régulière turque, ni aux voyageurs, ni aux courriers. Il rassure les pachas voisins : le peuple n'a fait que se soulever contre ses oppresseurs; au reste, si on l'attaque, Miloš saura bien le défendre. Sans perdre de temps Miloš s'emploie également à tranquilliser la Russie; non seulement il donne des instructions à ce sujet aux députés serbes à Constantinople, mais il écrit aussitôt au général russe Kisseliev, administrateur des principautés roumaines, à l'ambassadeur de Russie à Vienne, ainsi que d'ailleurs à Metternich; il leur explique le caractère du mouvement,

1. Miloš aux députés serbes à Constantinople, 6/18 mai 1833.
2. Miloš à deux des députés serbes à Constantinople, 12/24 mai 1833.

justifie l'occupation des territoires et ajoute que les chemins de Serbie restent libres.

Boutenief maugrée quelque peu, mais il est bien obligé d'accepter. La Porte, comme l'avait deviné Miloš, devait, elle aussi, s'incliner devant le fait accompli. Immédiatement avertie par les pachas voisins de la principauté, elle préféra accorder, sans plus tarder, tout ce qui était en litige; elle sauvait ainsi les apparences, puisqu'elle semblait donner de son plein gré ce qu'en fait on lui prenait. Dans la conférence du 13/25 mai 1833, elle déclara au représentant de la Russie qu'elle abandonnait aux Serbes tous les territoires indiqués sur la carte de Kotzebue; elle ne demandait en échange qu'une satisfaction de pure forme, la remise officielle des frontières, puis le maintien des Turcs dans les villes de garnison et un délai de six ans pour le départ des autres Turcs.

Dès le 29 mai (10 juin), Miloš annonçait officiellement aux habitants des six districts qu'ils étaient désormais réunis à la Serbie. Au mois de novembre de la même année, après une nouvelle tentative de retour à un compromis territorial[1], la Turquie se décidait enfin à proclamer, par hattichérif du sultan, la remise à la Serbie des territoires détachés[2]. Dans cet acte, si les frontières ne figuraient pas en détail, les territoires étaient du moins clairement désignés, ainsi que le mode suivant lequel la démarcation devait avoir lieu.

Le tracé de la nouvelle frontière s'effectua dès lors sans difficulté; il commença presque aussitôt, 17/29 décembre 1833. En dépit de l'hiver, tout s'effectua rapidement[3] et sans encombre, depuis le Timok jusqu'au voisinage de la Drina. Là seulement les difficultés surgirent, dues à l'attitude

1. Les Turcs firent, en effet, un dernier effort pour conserver Gurgusovac, Svrljig et Alexinac, en raison de l'importance qu'offraient ces points pour leurs communications entre Niš et Vidin.

2. En même temps que la question des districts, le hattichérif réglait la capitalisation du tribut annuel, fixé à 2300000 piastres, le départ des Turcs des campagnes et la vente de leurs biensfonds.

3. L'espace entre Danube et Morava fut délimité en moins de quinze jours.

hostile des musulmans de Soko. Menacés de mort, les commissaires furent contraints à un long détour, sans pouvoir mener à bien leur tâche de ce côté. Il faudra, l'été venu, une véritable expédition pour déloger les « Turcs » des villages voisins de la forteresse. Ceux des bourgades du bas s'étaient décidés à partir d'eux-mêmes. Seules deux localités, Mali Zvornik et Sakar, restèrent entre les mains des Turcs, sur la Drina, en face de Zvornik.

Pour les points de détail, où la carte et la description de la frontière laissaient place à diverses interprétations du tracé, Miloš avait eu soin de prévenir ses commissaires[1].

Cependant, même la démarcation achevée, il était à prévoir que, vers le sud et le sud-ouest en particulier, les difficultés ne manqueraient pas de surgir. Albanais et Bosniaques musulmans, au voisinage immédiat desquels la frontière passait maintenant, devaient se juger lésés par ce nouveau tracé. Les pressentiments de Miloš, qui le poussaient à demander une frontière avant tout stratégique, se confirmèrent très vite. Cette même année 1834, les Albanais pénétraient dans le pays de Župa; au sud-ouest, dès le mois de février, les musulmans de Priboj, Višegrad, Rudo, attaquaient et détruisaient de nuit deux villages frontière.

Montagnes et rivières seront insuffisantes pour assurer de ce côté l'inviolabilité de la frontière contre ces populations turbulentes de montagnards avides de butin, de musulmans descendants de renégats et remplis de haine contre les chrétiens. Il faudra toute une ligne de fortins, de « Karoula », dont les tours blanches, hier encore, jalonnaient la frontière de mille en trois mille mètres. A un ou deux endroits seule-

1. Ce fut le cas en particulier pour la région de Novi-Pazar, si importante pour la Serbie au point de vue stratégique et national, Miloš tenait à s'assurer le pays de Jeleč, « de façon que, écrit-il, plusieurs villages ne viennent pas s'enfoncer dans mon État en bec de canard (« comme un nez »), entre Ibar et Raška », et il avait indiqué à ses commissaires la conduite à suivre en cas de difficultés. Cependant malgré ses efforts, Miloš n'obtint pas gain de cause; la frontière fut telle que l'indiquait la carte de Kotzebue : elle descendit l'Ibar, puis remonta la Raška jusqu'au village de Milatković pour gagner ensuite la montagne du Paresija.

ment (Raška, Javor pour la frontière du sud, Mokra Gora, Bajina Bašta, Ljubovia pour celle du sud-ouest), il sera possible de traverser cette ligne, de passer d'un pays à l'autre. Il se constitue là une frontière rigoureusement fermée ; au lieu de perdre peu à peu son caractère isolant, elle ne fera que l'exagérer encore : car la crainte, chez les Serbes, d'incursions du dehors, se doublera de la méfiance, chez les Turcs, à l'égard d'une Serbie plus forte et de plus en plus consciente de son rôle émancipateur et national.

Les circonstances extérieures, la bienveillance, d'ailleurs intermittente, de la Russie et, beaucoup plus que tout le reste, la ténacité de Miloš et son sens de l'opportunité avaient permis à la Serbie de vaincre la mauvaise volonté turque et de réaliser une première extension de territoire, sans compromettre la nature de ses relations avec la Porte.

Après dix-huit années d'attente, après treize années d'efforts, Miloš était enfin parvenu au résultat désiré. La réunion des six districts n'était sans doute qu'un des points du programme serbe de cette époque, mais le premier. En parlant d'elle, Miloš, qui cependant venait de se voir conférer l'hérédité, n'hésitait pas à dire tout le premier : « C'est l'affaire la plus importante que j'aie entreprise jusqu'ici. »

Le territoire du pays se trouvait en effet, accru de moitié[1]. Les nouveaux pays comprenaient, il est vrai, des régions montagneuses, incultes, très pauvres, dans le sud-ouest en particulier; mais elles étaient largement compensées par des bassins ou des plaines telles que la Župa, les environs de Kruševac, d'Alexinac, le bassin du Timok et surtout la riche province de Krajina.

Enfin, il y avait le gain en hommes; d'un demi-million à peine, la population de la principauté passait à près de 700 000 habitants. Et c'était là tout profit pour la race, un pas de fait dans l'œuvre de rassemblement. A l'exception des

1. 37 740 km² au lieu de 24 440 (Cvijić J.-Glasnik srpskog geografskog društva, 1914, p. 4).

quelques groupements valaques du nord-est, élément qui d'ailleurs existait en nombre dans la première Serbie, il n'y avait pas d'allogènes. De plus, le coin de territoire réuni au sud-ouest représentait pour la race une des régions où l'âme, la langue et la tradition étaient le plus vraiment serbes et le plus capables de rayonnement.

Enfin, les communications de la Serbie étaient assurées, par la Krajina, avec la Valachie et, par elle, avec la Russie, et Miloš, maître de la douane de Belgrade, tenait maintenant entre ses mains la grande voie qui mène vers l'Autriche, tandis qu'avec ses nouvelles provinces du Svrlig et du Timok, il commandait la route stratégique de Niš à Vidin.

Les vieux cadres du pachalik étaient définitivement brisés; le jeune État s'était arrondi dans toutes les directions, sauf vers le nord. Il avait trouvé à s'ajuster, à l'est et à l'ouest, à des limites qui depuis lors sont demeurées fixes : la Drina et l'Uvac le séparaient d'une Bosnie batailleuse, anarchique, courbée sous une loi musulmane plus oppressive que chez les vrais Turcs; à l'est, le Timok et la Stara Planina marquaient la limite entre des populations orthodoxes, slaves ou slavisées, dont la diversification ne faisait encore que s'ébaucher, mais dont les regards, de par la disposition même des lieux, se portaient dans des directions très différentes; de ce côté, c'était ce que Miloš appelait lui-même le « Bugarluk » ou pays bulgare.

Mais ce qui dépasse en portée encore tous ces résultats, c'est que le mot de Serbie répond désormais à une réalité territoriale, et non plus à une entité historique ou géographique. De même, elle cesse de se confondre avec le pachalik de Belgrade. Elle réapparaît telle qu'elle était en 1812, telle que l'avaient faite les insurgés; elle représente quelque chose d'essentiellement vivant, un organisme national jeune, actif, agressif, ayant derrière lui un grand passé et conscient de la grande œuvre de rassemblement qu'il devra mener à bonne fin.

CHAPITRE V

L'EXTENSION DE 1878

Les six districts réunis, la Serbie attend près d'un demi-siècle un nouvel agrandissement de territoire.

Durant tout ce temps, les connaissances que l'on possédait sur cette partie de la Péninsule se complètent, se précisent, se renouvellent parfois du tout au tout. Les voyageurs sont de plus en plus nombreux, et certains, parmi eux, sont de véritables savants qui observent, enquêtent, étudient[1], et non plus de simples passants, curieux ou amusés, qui notent leurs impressions en traversant le pays. L'étude des projets de chemins de fer provoque l'éclosion de toute une littérature (1869-1870).

La conception imaginaire d'une grande dorsale balkanique disparaît. L'ossature de la Péninsule est représentée dans ses grandes lignes sous un aspect de plus en plus proche de la réalité. Les noms antiques de Mésie, Dardanie, etc., fidèlement transmis jusque-là, se font de plus en plus rares. Les démarcations qu'ils évoquaient dans les esprits subsistent néanmoins, telles que cartographes et érudits avaient accoutumé de les représenter. C'est ainsi que la Serbie apparaît comme comprenant encore au sud tout le pays de la Haute-Morava, ceux de Kossovo, de Prizren et parfois aussi de Skoplje; mais, pour concilier la réalité du présent avec l'idée héritée du passé, on distingue la Principauté,

1. Tels sont Ami Boué, Viquesnel, Cyprien Robert, Lejean, pour les Français; Gresebach, Müller, Hahn, Kanitz, pour les Allemands. Les voyageurs anglais, eux aussi : Paton, Spencer, Mackenzie et Irby, parcourent et décrivent la Serbie et les pays voisins. Le Russe Hilferding s'attache plus particulièrement à la Bosnie et à la Vieille-Serbie.

ou Serbie proprement dite, de la Vieille-Serbie ou « türkische Serbien ».

En même temps que la figuration du terrain revêt sur les cartes un aspect directement inspiré de la réalité, les connaissances sur les populations et sur la vie de ces régions se rectifient et se complètent, les premières cartes ethnographiques apparaissent.

Bien que tout ne doive pas en être retenu, ces divers travaux n'en constituaient pas moins un très grand progrès. Ce sont les recherches de ces savants, les observations recueillies sur place, les matériaux divers assemblés par eux qui vont servir de base, relativement précise, pour la nouvelle répartition territoriale de la Péninsule balkanique. Les limites de la Bulgarie de San-Stefano seront définies d'après la carte ethnographique — d'ailleurs erronée — de Kiepert. C'est cette carte que Bismarck citera devant le Reichstag. C'est sur la carte de l'Institut militaire géographique de Vienne que le Congrès de Berlin s'appuiera pour fixer les nouvelles frontières.

Cependant, la Serbie paraît inerte. « Notre mission nationale subit un temps d'arrêt pendant vingt années entières. La politique qui régna en Serbie de 1839 à 1859 s'appuya sur la Porte ottomane. Cet appui permit à la Serbie d'exister et de vivre, en excluant toute manifestation de pensée nationale. » Ainsi s'exprime Jovan Ristić, l'homme d'État serbe qui joua un rôle décisif dans la nouvelle phase du développement territorial de son pays[1]. De 1843 à 1859, gouverne en effet le prince Alexandre Karageorgević, et le premier principe de sa politique semble être de rester fidèle au sultan, car il est soucieux avant tout d'assurer sa propre succession. En Russie, d'autre part, règne le tsar Nicolas, adversaire résolu de tout ce qui pourrait ressembler à un soulèvement.

1. J. Ristić : *Poslednja godina spoljašnje politike kneza Mihaila*. (La dernière année de la politique extérieure du prince Michel). Belgrade, 1895, p. 6.

Si, en 1848, les Serbes de Serbie ne ménagent pas leurs secours à leurs frères de Hongrie, c'est sans aucune arrière-pensée d'agrandissement ou d'atteinte à l'intégrité de l'empire voisin; on veut simplement aider les Serbes de la *Voïvodina* à obtenir le régime autonome auquel se bornent alors leurs aspirations.

A partir de 1859, tout change, et l'on assiste à un grand *réveil de la conscience nationale*. Sous le second règne du prince Michel Obrenović (1860-1868), les luttes et intrigues intérieures cèdent la place à de vastes desseins politiques. Secondé par son ministre, Ilija Garašanine, le prince Michel ne travaille à rien moins qu'à une confédération balkanique et à la solution du problème turc par les seules forces des Balkaniques eux-mêmes. L'armée est accrue, et successivement des traités d'alliance sont conclus avec le Montenegro, (25 septembre/5 octobre 1866), la Grèce (août 1867), la Roumanie, 20 janvier (1er février) 1868. Avec cette dernière, sans doute, il s'agit moins d'une véritable alliance que d'une garantie d'amicale neutralité; mais, avec le Montenegro, il est question d'une action libératrice commune et même de la fusion des deux États, le prince Nicolas se désistant en faveur du prince Michel. Le traité d'alliance avec la Grèce est doublé d'une convention militaire. Il prévoit une action offensive et défensive et précise les termes d'un partage dont la Vieille-Serbie et la Macédoine sont exclues, en raison du conflit des aspirations réciproques; la Serbie doit se voir attribuer la Bosnie et l'Herzégovine, et la Grèce l'Épire et la Thessalie. Un accord enfin est survenu à Bucarest entre délégués serbes et délégués bulgares, mais sans que le prince Michel ait voulu prendre aucun engagement; il subordonne sa décision à la ratification donnée par tout le peuple bulgare. Il est prévu en effet qu'un seul État (Royaume serbo-bulgare ou bulgaro-serbe, Empire jugo-slave) sera constitué, sous le sceptre du prince Michel de Serbie (janvier et avril 1867). Les conditions du moment, l'insuffisance de la préparation militaire, mais surtout le départ de Garašanine et

la mort tragique du prince Michel firent que ces grands desseins ne reçurent même pas un commencement d'exécution.

Cette conception d'une grande Serbie à la tête d'un empire sud-slave et d'une confédération des chrétiens des Balkans répondait tout à fait à l'état d'esprit de l'époque. La jeunesse serbe est alors emportée par un flot d'idéalisme national. En ce coin d'Europe, on est encore en pleine période romantique. L'action panslaviste se fait déjà sentir. L'exemple de l'Italie, surtout, a été contagieux; on s'enthousiasme pour l'idée de nationalité[1]. On se reprend d'un véritable culte pour la poésie nationale; alors paraissent les grands recueils de Vuk St. Karadžić[2]. On se passionne pour les héros du temps de Kara-Georges et pour les Monténégrins aussi qui, à eux seuls, guerroient bravement contre la Turquie (1862); on veut les imiter à tout prix.

Le centre de ce grand mouvement des esprits se trouve en dehors de la Serbie proprement dite. Il est encore chez les Serbes de Hongrie; Novi Sad (Neusatz) est le siège de l'*Omladina* ou « Union des jeunesses serbes ». C'est de là qu'agit le chef des patriotes serbes, Svetozar Miletić, dont le programme tend à la réalisation d'un grand royaume de Serbie qui comprendra la Serbie proprement dite, le Montenegro, la Bosnie, l'Herzégovine, la Dalmatie, la Bulgarie, la Croatie, la Slavonie et les Confins militaires. Des pièces de monnaie circulent parmi les Serbes, portant sur une face l'effigie de Miletić et sur l'autre un aigle à deux têtes avec les noms de tous les pays qui formeront le grand État serbe.

L'heure n'est plus alors aux simples rectifications, aux transformations mesurées et progressives par les moyens diplomatiques, comme au temps de Miloš. L'on voit très grand; on veut s'étendre très vite, brusquement, violemment. L'évacuation des forteresses serbes par les troupes turques

1. « Le nationalisme a été le sentiment le plus fort et le plus général de nos générations depuis 1849 jusqu'à 1870 ». (Skerlić J. *Omladina i njena književnost*, 1848-1871. [L' « Omladina » et sa littérature, 1848-1871] Belgrade, 1906, p. 220).

2. « *Srpske narodne pjesme* ». [Les chants nationaux serbes].

(ferman du 10 avril 1867) cause, au lieu d'une satisfaction, plutôt une déception, tout s'étant terminé de façon pacifique.

Tandis que les dirigeants de la principauté travaillaient à l'exécution de leurs vastes desseins politiques et que par delà la Save et le Danube, dans la partie jusqu'alors la plus cultivée et la plus consciente de la masse serbe, les aspirations nationales prenaient toute leur ampleur et toute leur force, du sud, de l'est, de l'ouest, de toutes les provinces turques environnant la Serbie, affluaient les suppliques, les pétitions des chrétiens opprimés, réclamant leur tour de libération. A la longue, c'est une impression de tristesse monotone que l'on éprouve à lire ces plaintes dont sont bourrés des cartons entiers aux Archives de Belgrade. Toutes, elles se ressemblent plus ou moins par le ton suppliant, par les griefs qu'elles énumèrent et le désespoir ou l'impatience qu'elles expriment; à les en croire, si l'on ne se décide aujourd'hui, tout sera perdu demain.

Dans son nouvel effort d'expansion, la Serbie cependant ne fit pas que céder à une poussée d'ardent nationalisme. Des *causes permanentes* tenant aussi bien à sa position qu'à sa population et à son origine continuaient à agir sur elle.

Par trois de ses frontières, elle plongeait toujours dans la masse inorganique de l'Empire turc, masse chaotique en perpétuelle fermentation. Les raisons que Miloš invoquait en 1833 pour occuper les six districts, celles auxquelles il sera fait appel en 1912, se retrouvent énumérées, presque dans les mêmes termes, en 1876, lorsqu'il s'agit d'entrer en action contre la Turquie. « Tout soulèvement dans les provinces voisines exerce son influence sur la Serbie et compromet la paix publique et le bon ordre sur le territoire de cette dernière ; ce danger planera toujours sur la principauté, et celle-ci ne pourra maintenir d'une manière permanente la paix et le bon ordre dans ses limites, tant que les provinces voisines présenteront des éléments de soulèvements périodiques[1] ».

1. Mémoire présenté par le gouvernement serbe à la Conférence de Constantinople, le 24 décembre 1876/5 janvier 1877.

Dans sa lettre du 10/22 juin 1870, le prince Milan montre au grand-vizir quelles sont pour ses sujets les déplorables répercussions de ce perpétuel état de trouble sur ses frontières. « Mais ce n'est pas seulement sous ce rapport (celui du commerce) que la Serbie a à souffrir, dès qu'un mouvement insurrectionnel vient à se manifester dans les provinces de l'Empire qui l'avoisinent. Le contre-coup moral qu'en ressentent les populations de la Principauté est toujours des plus fâcheux. Alors, tous les intérêts se trouvent atteints à la fois, toutes les passions se déchaînent et mon gouvernement se trouve réduit à une situation des plus critiques. Une multitude de réfugiés, dénués de tout, affluent dans la Principauté, tombant à la charge des populations et de l'État; les agressions se multiplient à nos frontières; nos gardes sont tués; des bandes de pillards, accompagnées souvent de troupes régulières, pénètrent jusque dans nos villages, dévalisent les églises, assaillent à l'improviste les maisons isolées et emmènent le bétail, laissant après eux l'incendie et la mort. Ces incursions contraignent nos populations à prendre les armes pour la défense de leur vie et de leurs biens. Les travaux de la campagne sont abandonnés, le commerce cesse et le crédit disparaît. »

Mais il y a plus qu'une simple raison de sécurité et de paix intérieure. Par-delà ces frontières, que ce soit du côté de la Bosnie, de l'Albanie ou de la Bulgarie, vivent et souffrent, exposés à toutes les exactions, des frères de même foi, sinon toujours de même langue et de même race. Tout ce qui se passe là-bas a sa répercussion profonde dans le peuple de Serbie. Les améliorations promises ne se réalisent pas. L'œuvre d'affranchissement s'impose aux frères déjà libres. « Notre guerre n'a pas été une guerre de conquête, mais une guerre de défense nationale, une guerre pour la liberté et l'union de la race serbe », déclare J. Ristić à la Skupština, au lendemain de la première guerre. Le 1er/13 décembre 1877, la seconde guerre sera proclamée « au nom de la libération de tous les frères opprimés ».

Dans la séance du 12/24 novembre 1877 où le Conseil des ministres décide de prendre part à l'action de la Russie contre les Turcs, le premier motif invoqué est sans doute « la délivrance des frères de Turquie ». Mais il en est encore un second : la Serbie « tend à devenir indépendante et à s'agrandir ». Le jeune État se considère comme trop faible, trop petit pour exister et prospérer; sa situation politique, d'autre part, est toujours telle qu'il continue à vivre dans une sorte de vassalité et de tutelle. Jusqu'à 1862, la Porte a déclaré publiquement que la Serbie n'était pas un gouvernement, mais une administration. Jusqu'à 1867, ses garnisons ont tenu les forteresses du pays, un tribut continue à lui être payé, elle n'a pas encore définitivement reconnu le principe de l'hérédité. La Serbie enfin n'est toujours qu'une principauté, tandis que la Grèce, plus récemment venue à la liberté, a déjà été consacrée Royaume. Depuis le traité de Paris, il est vrai, au lieu d'être protégée exclusivement par la Russie, « la Cour Protectrice », elle l'est de droit par toutes les grandes puissances signataires, « les Puissances Garantes ». Mais elle continue à ne pas être comptée comme État et elle voudrait pourtant être reconnue comme tel. En même temps qu'un accroissement de territoire, car l'un et l'autre se tiennent dans son histoire, elle désire acquérir, sinon conquérir, sa pleine et entière indépendance politique. Cependant, ici encore, tout comme en 1804, en 1815, en 1833, la Serbie au début s'attache à maintenir la fiction de légalité. Dans sa lettre au Grand-Vizir du 10/22 juin 1876, de même que dans la proclamation du 18/30 juin, le prince Milan proteste à plusieurs reprises de son respect pour l'intégrité de l'Empire. Ce n'est qu'en 1877, avec l'entrée en scène d'un nouveau et puissant facteur, que, tout comme en 1806, le voile de légalité tombe et qu'apparaissent les vrais desseins sur lesquels, d'ailleurs, la Turquie ne devait se faire aucune illusion. — Mais, outre ces raisons qui avaient toujours sollicité la Serbie à agir, et indépendamment du réveil de l'idée nationale, un motif nouveau

d'action surgissait alors, plus urgent, plus impérieux, car il engageait avec lui le sort même du pays. Le moment est, en effet, devenu critique pour la Serbie. Tout le danger de sa situation si difficile entre la Turquie suzeraine et l'Autriche mal intentionnée, se précise et s'accentue. Tandis qu'on a le sentiment de la fragilité croissante de la puissance turque, l'Autriche, battue en Italie, battue à Sadova, refoulée au nord comme à l'ouest, va inévitablement se rejeter vers le sud. Là est pour la Serbie la véritable menace, celle qui met en péril non seulement ses destinées nationales, mais même son existence politique. Pour parer au danger, il faut agir sans retard, prévenir le coup, se ménager une position telle que toutes garanties soient assurées. Tel est le sentiment de préservation nationale qui vient se joindre alors aux raisons permanentes qu'a la Serbie de s'étendre. C'est ce sentiment qui lui imprime le sens comme la portée de ses aspirations territoriales et nationales. Jusqu'au moment où ils engagent les hostilités, c'est la Bosnie et l'Herzégovine que les Serbes visent ouvertement. Elles sont pour eux non seulement les provinces le plus purement serbes, celles qui sont le plus mûres pour la délivrance et qui le prouvent le mieux par la fréquence et la vigueur de leurs soulèvements[1]; mais elles sont aussi celles qui leur semblent le plus en péril, étreintes qu'elles sont, au sud, à l'ouest et au nord, par les possessions de l'Autriche. — Depuis longtemps, d'ailleurs, les Serbes de Serbie sont habitués à regarder vers l'ouest. Non seulement, pour la plupart, ils tirent leur origine de ces régions, mais ils entretiennent avec elles des relations de commerce très suivies. S'ils écoulent leurs porcs vers les marchés du nord, c'est du côté de la Bosnie et de la côte dalmate qu'ils expédient leurs bœufs. De petites villes comme Valjevo, Loznica et surtout Užice s'enrichissent par

1. Soulèvement des paysans de Bosnie (1858). Soulèvement de Luka Vukalović (Lioubibratić) en Herzégovine (1861-1862). Soulèvement du Krivošje (1869). Troubles à Stara Gradiška (1873).... Les poètes l'appellent la « pure Bosnie »; Cvijić dit d'elle en 1909 (*L'annexion de la Bosnie...*, p. 17) : « le cœur même du peuple serbe ».

ce commerce. Nombreux sont les témoignages établissant l'ancienneté de ces relations avec les ports de l'Adriatique. C'est par là que la mer apparaît proche, directement accessible. C'est par là aussi que Monténégrins et Serbes doivent se rencontrer et enfin se rejoindre.

Kara-Georges, le premier, avait fixé à ces tendances leur direction. Miloš lui-même, le positif Miloš, au lendemain de la réunion des six districts, laissait deviner ses secrètes aspirations, tout en se rendant compte des obstacles à l'entreprise[1]. Le prince Michel, lui, avait affirmé ouvertement les prétentions de la Serbie sur les deux provinces. Les réunir était pour lui l'objectif immédiat de la grande mission à laquelle il se jugeait appelé.

En 1875, successivement, l'Herzégovine puis la Bosnie se soulèvent. Les chrétiens, révoltés de nouveau contre les violences des beys indigènes et les abus des organes administratifs, tiennent cette fois les deux provinces. La Turquie est incapable d'étouffer la révolte. L'action diplomatique

1. Voici ce que le diplomate français Bois le Comte écrivait à son ministre en 1834 : « Quant au but auquel il (Miloš) aspire, je puis penser, Monsieur le Comte, d'après mes conversations avec lui et avec les personnes qui l'entourent, qu'il ne regarde nullement sa tâche comme remplie. Elle ne le sera pas même s'il réussit à expulser les Turcs des places fortes; elle le sera seulement s'il parvient à rétablir l'ancien empire serbien, c'est-à-dire à réunir dans un même État ces trois provinces dont la population a la même origine et parle la même langue, et dont le sort a été si longtemps uni : la Serbie, la Bosnie et l'Herzégovine. En cela comme dans le reste, Monsieur le Comte, le prince Milosch ne suit pas l'impulsion d'un sentiment qui lui soit personnel; il est intimement identifié avec sa nation et il en a toutes les idées, les préjugés et les désirs, et c'est ce qui le rend si sympathique au pays. Je ne doute pas qu'il ne cherche par des moyens à lui connus à préparer ce résultat pour l'avenir; mais, dans ce moment, il a besoin de toute la confiance que la race serbienne lui accorde pour contenir à la fois les Serbiens propres et les Bosniaques, les premiers le pressant continuellement de les laisser chasser définitivement les Turcs du pays et les seconds ayant tout préparé, il y a peu de mois, pour commencer une grande insurrection slave dont il a, avec prudence, arrêté le développement et contenu l'explosion. En partageant cette tendance de la nation serbienne, le Prince calcule avec raison qu'il doit rencontrer l'opposition, non seulement du sultan et des Russes, mais plus particulièrement encore de l'Autriche qui est peu éloignée de se regarder comme ayant un droit de réversion sur la Bosnie et la Serbie ».

reste sans résultats. Au début de 1876, le nombre des réfugiés de l'Herzégovine au Montenegro est évalué à 40 000 ; un an plus tard, ils seront 30 000 en Serbie et 110 000 en Autriche-Hongrie.

Dès le 28 août (9 septembre) 1875, le prince Milan avait déclaré à la Skupština : « Le sort de ces pays ne saurait nous être indifférent ». Après dix mois d'attente et d'hésitations, le gouvernement serbe, en juin 1876, ne proposait rien moins à la Sublime Porte que de prendre sur lui la mission de ramener l'ordre dans les deux pays et le soin de les administrer par la suite, conjointement avec la Serbie, sous la suzeraineté du sultan. Après avoir rappelé l'anarchie endémique en ces deux provinces, énuméré les grands dommages qui en résultaient pour le pays, il montre aussi l'impossibilité qu'il y a pour la Porte d'accomplir de sérieuses réformes en ces confins, de langue étrangère pour elle. Il s'offre à envoyer aussitôt ses troupes en Bosnie. « L'armée serbe, composée d'éléments de même nationalité que les populations insurgées, serait certainement reçue à bras ouverts par la grande majorité des habitants ». L'ordre serait ainsi définitivement assuré en même temps qu'une justice égale pour tous[1]. En donnant carte blanche à la Serbie, la Turquie non seulement n'aurait rien à perdre, puisque l'intégrité de l'Empire serait sauvegardée, mais elle aurait tout à gagner, et les instructions à l'agent serbe auprès de la Porte détaillaient tout au long les avantages qu'y trouverait la Turquie[2].

1. Lettre du prince Milan au grand-vizir, 10/22 juin 1876.

2. Ce serait d'abord un avantage matériel : au lieu de lui coûter annuellement près de trois millions de piastres, la Bosnie-Herzégovine avec le Sandžak lui rapporteraient maintenant, puisque le tribut de la Serbie serait accru en proportion de la nouvelle extension de territoire; le crédit de la Turquie s'en trouverait par suite relevé aux yeux de ses créanciers européens, leur confiance serait reconquise et accrue, les chances de stabilité pour l'Empire étant ainsi augmentées. Il y aurait aussi pour la Porte un avantage politique à voir disparaître ce foyer permanent d'incendie. L'élément serbe, d'autre part, serait satisfait, il aurait du travail pour des années; la Turquie, si elle le jugeait bon, pourrait d'ailleurs généraliser l'expérience en satisfaisant

En même temps que la démarche décisive était faite auprès de la Porte, on avait soin de préparer l'opinion au dehors. L'agent serbe à Vienne écrit à son ministre, le 17/29 juin 1876 : « J'ai jugé bon de signaler dans une correspondance de la *Politische Korrespondenz* le désir qu'a la Serbie de prendre en mains l'administration de la Bosnie comme une vieille affaire, objet de maints pourparlers déjà avec la Porte, jamais résolument repoussée par elle, mais ajournée seulement, comme inopportune « alors ». L'article sera reproduit dans de nombreux journaux ». Au moment même où la Serbie formulait sa demande d'occupation, elle signait, à Venise, avec le Montenegro, un traité secret d'alliance (3/15 juin 1876). « Le but général est l'affranchissement des chrétiens et le but plus spécial la délivrance du peuple serbe dans la Turquie d'Europe. Les parties contractantes s'engageaient, par l'article III, « à s'opposer par toutes leurs forces et moyens à tout partage de la Turquie d'Europe par lequel une partie serbe quelconque de son territoire serait attribuée à un souverain étranger. La guerre devait commencer dans les dix jours suivant la signature du traité. Troupes serbes et monténégrines devaient se rencontrer dans le pachalik de Novi-Pazar. Les sphères d'action étaient déterminées dans une convention annexe. Là se trouvait déjà, en

d'autres peuples et en assurant de cette façon l'intégrité et l'indépendance de l'Orient sous la suzeraineté du sultan. « La Serbie deviendrait ainsi l'ange de paix que la Providence aurait envoyé à la Sublime Porte pour l'aider à tirer l'Orient de la situation périlleuse où il se trouve ». Il y avait enfin les avantages militaires : la Bosnie connaissant désormais un régime de paix, la Turquie pourrait en retirer toutes les troupes qu'elle y entretenait et en disposer dès lors librement : mais, surtout, n'aurait-elle pas ainsi au Nord contre l'Autriche le meilleur des remparts qu'elle puisse désirer? « La Serbie, dont la frontière s'étendrait le long du Danube et de la Save, du confluent du Timok jusqu'à celui de l'Una, placée ainsi entre l'Autriche et les provinces serbes, sous la dépendance directe de la Porte, formerait pour l'Empire ottoman un boulevard aussi fort que celui que l'Autriche trouvait autrefois vis-à-vis de la Turquie dans ses confins militaires ». (Ristić à l'agent serbe Magazinović à Constantinople, 10/22 juin 1876).

A plusieurs reprises, on voit revenir, au début de cette crise, cette même idée de défense commune contre la menace du Nord. Il faut se prémunir et former bloc, tant qu'il en est temps encore et puisque l'occasion s'y prête.

ébauche, la future soudure entre les deux États, bien plus rapprochés d'ailleurs depuis que le vieux Montenegro s'était accru, au cours du siècle, des *brda*, des montagnes du Nord ; il arrivait maintenant de ce côté jusqu'au Drobnjaci et jusqu'au Lim, à Andrijevica.

Le grand dessein cependant ne devait pas être exécuté. Tout d'abord le Montenegro, auquel il avait été convenu qu'irait l'Herzégovine, déclarait que son indépendance ne lui permettait pas de demander ni de recevoir cette province sous la suzeraineté de la Porte. Celle-ci, d'autre part, comme il fallait s'y attendre, opposait une fin de non-recevoir à la proposition qui lui était soumise. La Serbie enfin ne pouvait longtemps ignorer qu'elle devrait se conformer aux volontés de l'Autriche et de la Russie : le droit de régler par elle-même son propre sort allait lui échapper. Ceux qui devaient être appelés à en décider sans la consulter allaient imprimer à son extension une direction toute différente de celle qu'elle avait rêvée d'abord.



Nous n'avons pas à suivre ici le développement de la crise balkanique, de 1875 à 1878 ; tout au plus devons-nous rappeler qu'au cours des quatre mois que dura la première guerre la Serbie laissa les Turcs s'emparer de la région du Timok et de Knjaževac, et pénétrer chez elle d'une dizaine de kilomètres dans la direction d'Alexinac. La chute de cette ville (19/31 octobre 1876), après l'échec de Gjunis, fut l'événement décisif de la campagne[1]. Une énergique intervention de la Russie arrêtait aussitôt les hostilités. La Conférence des Grandes Puissances réunies à Constantinople décidait, le 12/24 décembre, de réclamer à la Porte pour la Serbie le *status quo ante bellum* avec Mali Zvornik, la frontière devant

1. Les troupes serbes, dès le début, s'étaient bien avancées jusque vers Novi-Pazar ; mais leurs efforts n'eurent aucune influence sur le résultat des opérations.

ainsi se stabiliser sur la Drina. Le 28 février 1877, la paix était conclue entre la Turquie et la Serbie, et rétablissait pour celle-ci le *status quo* pur et simple.

Tout comme la lutte pour l'indépendance durant les années 1807-1812, la seconde guerre se présente essentiellement sous la forme d'une coopération avec les troupes russes. Mobilisés le 10/22 novembre 1877, les Serbes franchirent la frontière le 3/15 décembre suivant; vers le sud, ils s'emparent de Prokuplje le 6/18 décembre, de Kuršumlje le 12/24 décembre, et le 18/30 janvier 1878 ils campent dans la vallée du Lab. Une autre colonne, remontant le long de la Morava, prenait Niš le 30 décembre 1877 (11 janvier 1878), forçait le défilé de Grdeljica les 8, 9, 20, 21 janvier, entrait à Vranje le 19/31 et parvenait jusqu'à Gilan, vers les sources mêmes de la Morava du sud; le 23 janvier (4 février), elle atteignait Gračanica, le grand sanctuaire national du pays de Kossovo. Vers l'est, Ak Palanka (Bela Palanka) était enlevée le 11/23 décembre, Pirot cinq jours après, et les Serbes parvenaient jusqu'à Slivnica, sur la route de Sofia, à six heures de cette ville où les Russes venaient d'arriver après avoir franchi le Balkan.

A partir de l'armistice jusqu'au Congrès de Berlin, les troupes vont garder leurs positions respectives. Pendant près de dix-huit mois (fin décembre 1877 à fin mai 1879) l'état de fait sera maintenu tel qu'il était au moment de la cessation des hostilités. Il y aura là une base précise de revendications et de négociations.

Les régions occupées alors par les troupes serbes sont définies par une ligne de démarcation fixée le 28 janvier/9 février 1878, lors de la conclusion des préliminaires de paix[1] : c'est, à l'est, une bande large d'une vingtaine de kilomètres, qui s'allonge depuis le Danube parallèlement à la frontière serbo-bulgare actuelle jusqu'à la hauteur du mont Saint-Nicolas, la ville de Kula y étant comprise; plus au sud, c'est non seulement tout le bassin de la Haute Morava, avec

1. Sauf le tronçon supérieur de la branche de Binča.

celui de la Nišava en entier, mais c'est aussi tout le vaste ensemble montagneux séparant les hautes vallées de la Struma et de la Morava dite bulgare, avec les cuvettes de Trn et de Breznik, dans la Bulgarie actuelle, et tout le pays depuis Slivnica au nord jusqu'aux approches de Radomir et de Kustendil au sud. Tout à fait vers le sud, la zone d'occupation s'étendait au delà de la Haute-Morava et comprenait toute la Pčinja supérieure ainsi que le seuil si important de Preševo par lequel, de la vallée de la Morava, on accède de plain-pied dans celle du Vardar. Au sud-ouest enfin, sans atteindre Priština, la ligne des avant-postes serbes parvenait jusqu'au massif du Novo Brdo et descendait jusqu'au pied des monts où prennent naissance les affluents de gauche de la Haute-Morava; seule, une langue de terre turque s'avançait jusqu'à Kuršumlje, coïncidant avec les hauteurs qui mènent jusqu'au Samokov. Du côté de Novi-Pazar, les Serbes, sans tenir cette ville, occupaient toute la masse du Rogozna entre Ibar et Raška; plus à l'ouest encore, deux petits morceaux du Sandžak, l'un au nord de Sjenica et l'autre à l'ouest de Nova Varoš, venaient faire corps provisoirement avec le pays serbe.

La nouvelle frontière ne coïncidera sans doute pas avec l'emplacement des troupes serbes durant la période qui sépare la conclusion de l'armistice de l'acte final du Congrès de Berlin. L'on ne pourra pas cependant ne pas tenir compte de cette situation de fait. Dangereux à appliquer presque partout ailleurs, le principe d'après lequel les territoires annexés devraient se confondre avec le terrain militairement occupé semble tout naturel aux peuples des Balkans. Ils se considèrent, en effet, comme accomplissant une œuvre non pas de conquête, mais de recouvrement; chez eux, d'autre part, la force du sang est telle, surtout dans la partie occidentale de la Péninsule, qu'ils tiennent pour leur toute terre où reposent leurs morts. Si, en 1912-1913, ce principe a reçu dans la pratique tout son développement, non seulement vis-à-vis des Turcs, mais aussi entre alliés et même entre frères

de race, Serbes et Monténégrins, et cela au point de méconnaître les nécessités géographiques les plus évidentes, en 1878 cependant il n'en put être absolument de même, car c'est le Congrès des Puissances qui a prononcé et non pas les Balkaniques eux-mêmes.

* * *

A ce Congrès, la question territoriale devait être considérée par les Serbes comme primordiale, et cependant ils en avaient d'autres à régler qui eussent pu sembler non moins importantes : indépendance de l'État, suppression des capitulations, garantie de l'Europe.... A plusieurs reprises, le prince Milan attirera l'attention de Jovan Ristić, le délégué serbe au Congrès, sur l'intérêt essentiel d'une extension de territoire la plus grande possible. Il y a là, selon lui, une nécessité qui s'impose de par la situation tant intérieure qu'extérieure de son État. « Donner une large envergure à la question territoriale, telle est pour nous la question capitale », déclare lui aussi J. Ristić en se rendant au Congrès, dans une lettre datée de Vienne et adressée à Jevrem Gruić, ministre par intérim des Affaires étrangères.

Les prétentions territoriales de la Serbie avaient été posées déjà, discutées et jugées lors de ce premier partage de la Turquie d'Europe qu'avait été le traité de San-Stefano. La Serbie n'avait d'ailleurs pas attendu jusque-là pour les exprimer. Au moment d'entreprendre la seconde guerre, elle avait confié ses aspirations à la Russie. Elle demandait que le vilayet de Prizren et le pachalik de Novi-Pazar lui fussent adjoints sous la forme d'une « union administrative ». Sans vouloir s'engager, la Russie avait répondu par une promesse vague : la Serbie serait récompensée « d'après son effort guerrier et dans la mesure du possible », avait dit le tsar; « si la guerre réussit, la Serbie peut certainement compter sur une indemnité territoriale en Vieille-Serbie d'après ses sacrifices et sa participation », avait

déclaré Kartsoff, consul général de Russie à Belgrade.

A la veille des préliminaires de paix, le colonel Kartardžia, envoyé auprès du quartier général russe, et Milosav Protić, en mission spéciale à Saint-Pétersbourg, avaient dans leurs instructions : l'annexion à la principauté de la Vieille-Serbie et, de plus, celle du pays de Vidin. Une carte était annexée à ces instructions, ainsi qu'un aperçu statistique de l'étendue et de la population des territoires en question. La Vieille-Serbie était définie comme comprenant tout le pays limité à l'ouest par la Bosnie, le Montenegro et l'Albanie, au sud par la Bistrica jusqu'à son embouchure et par la mer Égée jusqu'à la Struma, à l'est par la limite administrative du vilayet de Kossovo; puis, sur son prolongement, par une ligne passant par le défilé de Ginci, à l'articulation de la Stara Planina et du Balkan, et aboutissant à Lom Palanka sur le Danube. A l'intérieur de cet immense territoire, l'on indiquait les points stratégiques naturels qui, dans un intérêt de défense, devaient être inclus dans les nouvelles limites. D'après la carte accompagnant ces instructions, la future Serbie aurait eu pour frontières, à l'ouest la Drina jusqu'au confluent de la Tara et de la Piva, puis le Lim jusqu'à Berane, la chaîne du Prokletie, les hauteurs immédiatement à l'est de Scutari, le cours du Drin jusqu'à Dibra ; au sud, la frontière serait allée par les montagnes jusqu'au confluent de la Crna Reka et du Vardar, puis, par le Vardar et la chaîne du Maleš, elle aurait gagné la Struma qu'elle aurait suivie à l'est sur presque tout son cours; Kula et Vidin auraient été comprises dans les nouveaux territoires serbes.

On sait comment la Russie, toute à la création de la Bulgarie, lui attribua à San-Stefano la majeure partie du pays auquel prétendait la Serbie. Par l'article III du traité signé le 3 mars 1878, la Serbie obtenait, outre la reconnaissance de son indépendance, la rectification demandée sur la Drina (Mali Zvornik et Sakar), au sud, dans le pachalik de Novi-Pazar, le bassin de la Raška en aval de cette ville, la rive gauche de l'Ibar en aval de Ribarić avec les massifs du

Rogozna et du Kopaonik, le bassin de la Toplica avec la plaine de Leskovac, Niš, Bela-Palanka et la montagne de la Suva Planina. C'était tout. Les pays de Pirot, de Trn et de Breznik, toute la Haute-Morava avec Vranje, à partir du défilé de Grdeljica, non seulement restaient en dehors de la Serbie, mais entraient dans la Grande-Bulgarie, bien que délivrés et occupés par les troupes serbes. Ristić calculait que plus de 800 000 Serbes étaient ainsi enlevés à la Serbie pour être attribués à la Bulgarie.

Les aspirations territoriales de la Serbie réapparaissent, un peu réduites, lorsque s'ouvre le Congrès de Berlin. Le 12-24 juin 1878, Ristić remettait, en effet, à cette assemblée un mémoire où, après avoir exposé les causes de la guerre et réclamé l'indépendance de la Principauté, sous la protection des Grandes Puissances, il s'efforçait de démontrer la nécessité d'une réorganisation territoriale. Les frontières demandées étaient encore celles de la vieille Serbie[1].

Pour justifier d'aussi grandes revendications, les droits historiques étaient invoqués en même temps que les caractères d'unité géographique et ethnique. On faisait appel à l'histoire ancienne aussi bien qu'à celle du Moyen Age[2]. On rappelait aussi les efforts dépensés, les sacrifices consentis, et l'on faisait enfin allusion aux conditions d'un équilibre indispensable à réaliser.

1. Cependant, déjà ne sont plus réclamés : le pays entre Lim et Tara, la Malesia, Dibra et la Radika, Kičevo, Veles, Stip et la vallée de la Struma. Mais, au sud, la frontière laissait toujours à la Serbie tout le pays de la Metohia et celui de Prizren. A l'est, elle aurait suivi la limite administrative d'alors, de telle sorte que le bassin de la Nisava et, au delà, tout le pays à l'ouest de la branche droite du Lom, c'est-à-dire avec Bjelogradčik, Vidin et Lom Palanka, seraient revenus à la Serbie.

2. Il y avait là, disait-on, une grande région naturelle, la Tribalie, qui, dès l'antiquité, avait formé une grande division romaine entre l'Illyrie d'une part et la Thrace de l'autre. « Comprise entre le Danube et le lac d'Ohrida d'une part, et de l'autre entre les montagnes d'Istiman et le Drin, la Tribalie constitue géographiquement, *naturellement*, la Serbie ». Dans ce pays où vivaient les Tribales, ce sont les Serbes qui demeurent aujourd'hui; leur nom d'ailleurs dérive des premiers : Srbalj, Srbli, Srbi! (« Données explicatives destinées à accompagner la carte indiquant les revendications territoriales de la Serbie »).

C'était prétendre ainsi à une étendue de territoire sensiblement égale à celle qu'a acquise la Serbie au sortir des guerres de 1912-1913. Évidemment, le gouvernement serbe demandait le plus pour avoir le moins. Il n'y avait là qu'un programme à échéance plus ou moins lointaine, une sorte d'hypothèque mise sur l'avenir, car ni les succès militaires ni une possession effective ne pouvaient justifier de telles prétentions; bien plus, de si grands obstacles vont s'opposer à l'extension de la Serbie que, pour une bonne part, même les territoires occupés par elle lui échapperont.

A l'ouest et au sud-ouest, elle trouve l'Autriche qui lui barre impitoyablement la route; à l'est, elle va rencontrer la Russie qui défend pied à pied la Bulgarie, son œuvre; au sud enfin, il lui faudra compter avec l'opposition tenace de la Turquie, fortement soutenue d'ailleurs par l'Angleterre qui, munie de Chypre, se fera son avocat devant le Congrès.

* * *

La frontière de l'Ouest. — On est frappé tout d'abord, lorsque la Serbie expose maintenant ses revendications, de voir que, du côté de la Bosnie, elle ne réclame plus rien. Il semble qu'ainsi elle renie brusquement ses aspirations les plus chères et se détourne de la direction vers laquelle, de toutes ses forces, tendait son âme nationale.

A son retour du Congrès de Berlin, Ristić donnera l'explication aux représentants de la nation assemblés : « Avant que la Serbie prît les armes pour la deuxième fois, il nous fut recommandé de la part de la Russie (conformément au désir de l'Autriche) de ne rien entreprendre sur la Drina pour ne pas provoquer l'Autriche. L'Autriche elle-même, quand nous lui demandâmes dans quelles limites se trouvait circonscrite la sphère de ses intérêts, nous répondit que ceux-ci s'étendaient jusqu'à la Drina et au Lim. En traversant la Drina et le Lim, nous aurions donc porté atteinte aux intérêts de cette puissance, avec l'armée de laquelle nous

serions entrés en conflit. En déterminant la sphère de ses intérêts, l'Autriche traça du même coup la limite de nos aspirations politiques du côté de l'Occident. Aussi, lorsque les négociations de San-Stefano furent ouvertes, nous ne pûmes songer à demander la faculté de franchir la Drina et le Lim que nous nous étions déjà abstenus de traverser durant les hostilités. Nous nous bornâmes à pousser de l'avant en Vieille-Serbie, autant que faire se pourrait. C'est de ce côté que nous cherchâmes nos nouvelles frontières politiques[1]. » Ce que le gouvernement serbe avait d'abord jugé improbable s'était produit. La Russie avait recommandé une attitude purement défensive du côté de la Bosnie. Agir autrement eût été léser les intérêts de l'Autriche, provoquer son intervention armée[2]; or, la Russie tenait avant tout à ce que l'Autriche gardât la neutralité convenue entre François-Joseph Ier et Alexandre II, en janvier 1877.

Durant la première guerre, l'Autriche avait gardé l'expectative. Elle ne cachait cependant pas le principe directeur de sa conduite : « Jamais les intérêts autrichiens ne peuvent permettre que la Serbie domine en Bosnie et le Montenegro en Herzégovine; si l'armée serbe occupait le cœur de la Bosnie, l'Autriche-Hongrie devrait recourir aux mesures extrêmes pour arrêter le développement de tels événements[3]. »

Consultée sur son attitude au moment même où la Serbie engageait pour la seconde fois les hostilités (décembre 1877), l'Autriche-Hongrie, par l'intermédiaire du prince de Wrede, son agent diplomatique à Belgrade, avisait amicalement le gouvernement serbe que si la Serbie venait à prendre l'offen-

1. Discours à la Skupstina nationale, à Kragujevac, 13/25 juillet 1878.
2. Une dizaine d'années auparavant, l'Autriche avait pu songer, sous l'influence des rapports de son consul général à Belgrade, Benjamin de Kállay, à pratiquer une politique serbophile. Il avait même été question d'un partage de la Bosnie. La partie à l'ouest du Vrbas et de la Narenta aurait été incorporée à l'Autriche et le reste serait allé à la Serbie. L'on espérait ainsi détourner les Serbes de la Russie et en même temps les mettre mal avec les Croates, ce qui eût été naturellement pour l'Autriche l'évanouissement du péril yougo-slave.
3. L'agent serbe à Vienne, Cukić, à Ristić, 21 juillet/2 août 1876.

sive du côté de la Bosnie ou si, indirectement, elle provoquait un soulèvement dans cette province, l'Autriche verrait là une atteinte à ses intérêts et prendrait des mesures en conséquence. Elle ajoutait qu'elle considérait le pachalik de Novi-Pazar comme faisant aussi partie de la Bosnie, bien qu'il eût toujours été, comme le firent observer les Serbes, ou indépendant ou rattaché à la Vieille-Serbie, alors vilayet de Kossovo, et qu'il fût, « de par sa situation géographique », plus lié à la Vieille-Serbie qu'à la Bosnie-Herzégovine.

Doublement prévenue, par l'Autriche et par la Russie, la Serbie, durant toute la seconde guerre, en dépit des pressantes sollicitations venues des deux provinces sœurs, observa strictement la défensive sur la rive droite de la Drina. Néanmoins, à la veille du Congrès de Berlin, elle devait recevoir encore de la part de l'Autriche un nouvel avertissement ou plutôt on allait lui proposer un véritable marché. Dans l'entrevue qu'il eut à Vienne avec Ristić en route pour Berlin, le comte Andrássy, alors ministre des Affaires Étrangères, lui promit son appui au Congrès si la Serbie renonçait non seulement à la Bosnie comme c'était convenu déjà, mais aussi aux pays de Novi-Pazar et de Mitrovica. La frontière ne pourrait être remaniée de ce côté qu'à partir du Kopaonik.

Les mobiles qui déterminaient l'Autriche à une telle attitude vis-à-vis de la Serbie sont trop connus pour qu'il soit besoin d'y insister. Elle voulait tout d'abord, en raison de ses Serbes à elle, empêcher un agrandissement trop considérable de la Serbie et du Montenegro; elle tenait, d'autre part, à prévenir le renforcement de l'idée slave qui ne manquerait pas de se produire si ces deux États joignaient leurs frontières, comme c'était presque le cas d'après le traité de San-Stefano. Mais il y avait aussi pour elle-même des avantages positifs à ce que ni la Bosnie et l'Herzégovine, ni le Sandžak de Novi Pazar n'allassent à la Serbie et au Montenegro; elle se réservait par là tout l'arrière-pays de la Dalmatie qui lui manquait encore; elle se ménageait d'autre part la voie

vers la mer du sud, vers Salonique et l'Égée, pour un avenir qu'elle caressait déjà [1].

D'ailleurs, il ne s'agissait pas pour l'Autriche que d'un simple veto. Pour mieux parer au danger serbe, Andrássy avait résolu d'occuper les deux provinces [2]. Dans son memorandum au gouvernement anglais (avril 1878), il déclarait que la question de la Bosnie-Herzégovine ne pouvait être résolue que par une prise de possession. Sans vouloir suivre le conseil de Bismarck, qui, dès le 5 mars, l'exhortait à occuper au plus vite les deux provinces, l'Autriche, à la veille du Congrès de Berlin, concluait (6 juin) une convention avec l'Angleterre, dont l'article VI disait : « Le gouvernement de S. M. Britannique s'engage à soutenir toute proposition concernant la Bosnie que le gouvernement austro-hongrois jugera à propos de faire au Congrès. » L'appui de l'Allemagne était assuré, celui de l'Angleterre était acquis; le sort de la Bosnie-Herzégovine fut décidé en la dixième séance du Congrès de Berlin, le 28 juin 1878. La Porte était jugée incapable d'appliquer les réformes en ces deux provinces, dénuées pour elle de valeur matérielle ou stratégique; l'autonomie, d'autre part, ne pouvait leur être conférée, comme à San-Stefano, par crainte de voir une fusion s'ensuivre avec la Serbie et une chaîne d'États slaves se former. Eu égard enfin à la nécessité pour la monarchie voisine d'un ordre durable en ces provinces et vu aussi les pertes et sacrifices qu'elle s'était imposés déjà [3], le Congrès, après une énergique

1. En mars 1878, Andrássy n'avait-il pas déclaré au général Ignatieff, venu en mission à Vienne, que l'Autriche se réservait dans un partage éventuel de la Turquie tout le pays jusqu'au Balkan, au Rhodope et à la mer Egée; mais qu'en attendant elle réclamait une influence exclusive en Bosnie-Herzégovine, elle exigeait de la Serbie certaines conventions concernant la construction de chemins de fer, elle tenait enfin à avoir sous sa surveillance le pays qui, entre Montenegro et Serbie, se poursuit dans la direction de Salonique.

2. L'idée de l'annexion était déjà depuis longtemps très agitée et très en faveur, dans les milieux militaires surtout : plans de Radetzky, 1866, de Tegethoff, 1868, etc.

3. D'après Karl Ritter, l'Autriche avait eu à entretenir jusqu'à 200 000 réfugiés et elle avait dépensé environ 10 millions de florins depuis le milieu de l'année 1875.

intervention de Bismarck pour vaincre les résistances turques, décida que la Bosnie et l'Herzégovine seraient occupées et administrées par l'Autriche-Hongrie. Carathéodory, le représentant de la Turquie, faisait savoir cependant à Andrássy qu'il ne signerait l'acte du Congrès qu'après avoir obtenu une déclaration écrite affirmant le caractère provisoire de l'occupation et la sauvegarde de la souveraineté du Sultan : Andrássy se résigna à signer en secret (13 juillet 1878).

La question du Sandžak fut décidée le même jour que celle de la Bosnie. Andrássy demanda pour l'Autriche le droit de tenir des garnisons et de disposer des voies militaires et commerciales dans cette enclave entre Serbie et Montenegro, dont l'administration resterait d'ailleurs entre les mains de la Turquie. Une nouvelle intervention de Bismarck mit fin aux hésitations russes : « Qu'avait-on besoin de réflexion encore, quand la question était traitée depuis six mois déjà ! »

Ainsi, pour la Serbie, avant même que s'ouvrît le Congrès, le sort des territoires serbes l'avoisinant à l'ouest et au sud-ouest était déjà décidé en principe, sans qu'elle pût rien faire pour les sauver, elle qui, un moment, s'était crue à la veille de les affranchir. Ristić devait se borner à demander pour son pays tout au plus quelques légères rectifications ou précisions jugées nécessaires de ce côté :

1° *Mali Zvornik et Sakar.* — Sur la rive droite de la Drina, le pays de Mali Zvornik avec le village de Sakar, bande de trois heures de long sur une heure de large, était restée au pachalik de Zvornik, en dépit du hattichérif de 1833, et en dépit des réclamations multipliées de la Serbie ; il y avait là un point des plus sensibles pour celle-ci, car immédiatement en arrière s'élevait le massif boisé de la Boranja, qui permettait, même en plein jour, à plusieurs milliers de Bosniaques, de passer la Drina et de parvenir jusqu'au pays de Soko sans être aperçus. La Serbie devait finalement voir régler à son avantage cette question, « source inépuisable de difficultés avec la Sublime-Porte ».

2° *Iles de la Basse-Drina.* — Les « Ada » ou îles de la Basse-Drina, en raison du cours changeant de la rivière, donnaient lieu à des incidents fréquents entre riverains. Inhabitées, elles servaient surtout pour le bétail. Pour supprimer toutes causes de différends à l'avenir, Ristić proposa que, lors de la délimitation, il fût dit expressément que les îles jusque-là en possession de la Serbie devaient lui rester. Mais on lui répondit qu'il n'était venu à l'esprit de personne de toucher à ce qui était serbe jusqu'alors. La question, aujourd'hui encore, demeure pendante.

3° *Les villages de l'Uvac.* — Ristić eût voulu obtenir aussi un léger remaniement de frontière du côté de l'Uvac. Il y avait là quelques villages affranchis par l'archimandrite Dučić et tous désireux d'être réunis à la Serbie. Mais, lors de son passage à Vienne, on fit savoir à Ristić que mieux valait ne pas soulever la question, vu que « de ce côté la Turquie était si resserrée déjà qu'il n'y avait aucune apparence qu'elle pût l'être encore davantage ».

Si la Serbie avait ainsi consenti au sacrifice de ses prétentions les plus chères, elle espérait, en retour, le concours de l'Autriche dans les autres directions. L'Autriche, en effet, ne devait consentir à l'indépendance et à un agrandissement territorial pour la Serbie et le Montenegro qu'après avoir reçu satisfaction en Bosnie-Herzégovine. Le plénipotentiaire russe lui-même conseillera à Ristić, non seulement de s'entendre avec l'Autriche, mais de ne rien entreprendre au Congrès sans l'approbation de cette puissance. Waddington, le plénipotentiaire français, lui fera la même recommandation. Bismarck n'a-t-il pas en effet déclaré à Waddington qu'il tenait à satisfaire l'Autriche dans la sphère des intérêts de celle-ci? L'Angleterre est indifférente au sort des Serbes, l'Italie serait bien disposée, mais sa voix ne fait pas autorité. « Ainsi, conclut Ristić, le poids de notre cause est entre les mains de l'Autriche-Hongrie. Elle peut réduire nos acquisitions territoriales à un minimum insignifiant, comme elle peut permettre qu'elles franchissent les limites de San Ste-

fano »[1]. Et « il y a même à redouter, éventualité terrible... les conséquences d'une hypothèque autrichienne sur la Serbie »[2].

Il ne suffisait pas, en effet, à l'Autriche de vendre son concours à la Serbie contre l'abandon de revendications territoriales; elle voulait mieux encore. Pour soutenir la Serbie lorsque la question des frontières viendrait à être discutée au Congrès de Berlin, elle demandait la conclusion d'un traité de commerce et l'unification du futur réseau serbe avec le sien propre et avec celui de la Roumélie déjà existant. « Une administration uniforme est nécessaire et il faut confier l'exploitation de ces lignes à une seule et même compagnie. Je vous engage donc, dit Andrássy à Ristić, à ne soulever aucune difficulté à ce sujet, si vous ne voulez pas compromettre vos demandes d'extension territoriale, ainsi que la possession même de Niš »[3].

Comme Ristić se basarde à demander qu'on veuille bien lui préciser ce que la Serbie recevra en échange, on se fâche et Andrássy déclare : « Quant à moi, Monsieur Ristić, je ne suis pas un boutiquier qui discute les prix et qui marchande. L'absence de votre signature au bas de cette convention serait à mes yeux une raison suffisante pour me faire voter contre toute nouvelle frontière serbe. » Devant une telle mise en demeure, Ristić signe, en remettant complètement le sort de sa cause à la bonne foi de l'Autriche[4].

Du côté de l'Est, il n'y avait contre la Serbie aucun accord préétabli, à la différence de l'Ouest. Les troupes serbes, d'autre part, s'étaient avancées assez loin dans cette direction; déjà, sur tout le territoire occupé par elles, les pouvoirs administratifs fonctionnaient; la Serbie, nous venons de le voir, croyait pouvoir compter sur l'appui promis par l'Au-

1. Dépêche du 8/20 juin 1878.
2. Jevrem Gruić, ministre par intérim des Affaires Étrangères, à Jovan Ristić, le 2/14 juin 1878.
3. Entretien de Ristić avec Andrássy à Vienne, 26 mai/7 juin 1878
4. Dépêche de Ristić, 23 juin/5 juillet 1878.

triche-Hongrie pour obtenir de ce côté son extension de territoire.

D'après le mémoire remis au Congrès de Berlin par Ristić, le 12/24 juin 1878, la frontière orientale de la Serbie devait être « portée au delà de Trn, Pirot, Belogradčik et Vidin ». Les revendications serbes s'étendaient ainsi à une bande de territoire qui s'allongeait à l'est de la frontière actuelle et dont la limite extrême, indéterminée d'ailleurs, partait du Danube, en aval de Vidin, pour se diriger presque en droite ligne vers le sud, en laissant Sofia et Kustendil en dehors, mais en comprenant Vidin, Kula, Belogradčik, Pirot, Dragoman et Trn. Le territoire ainsi réclamé coïncidait sensiblement avec la zone d'occupation militaire des Serbes.

Mais ces aspirations entraient en conflit avec celles de la Russie. Une lutte pied à pied allait s'engager pour le succès de ces revendications opposées. La Russie a, en effet, identifié ses intérêts avec ceux de la Grande-Bulgarie et elle a à cœur de sauvegarder, partout où elle le peut, les limites qu'elle lui a données par le traité de San-Stéfano. Elle tend d'autre part à considérer les Serbes, ou comme inféodés à l'influence autrichienne, ou comme corrompus par les idées de l'Occident révolutionnaire. Les Bulgares, au contraire, représentent un sol vierge, très propre au développement de la culture slavo-russe, et leur position géographique les destine à être un précieux instrument pour la politique russe dans la mer Noire et les Détroits. « Les slavophiles, écrit Ristić, pour la plupart, sont pour cette théorie qu'il n'y a pas de Vieille-Serbie, mais que tout est Bulgarie. » Les Serbes s'efforcent en vain de réagir contre le courant qui emporte l'opinion russe contre eux.

L'écart entre les prétentions serbes et les intentions russes était donc très grand. Non seulement la Russie était hostile à tout agrandissement de la Serbie au delà du Timok, dans la région de Vidin, mais, un moment, elle avait prétendu rattacher à la Bulgarie tout le large territoire correspondant au bassin de la Nisava, jusqu'à la Morava. La Conférence des

Grandes Puissances, réunie à Constantinople un an plus tôt (décembre 1876 et janvier 1877), n'avait-elle pas voulu attribuer le pachalik de Niš lui aussi à la Bulgarie? Admettre la thèse russe, c'eût été refuser à la Serbie toute extension du côté de l'est.

Lors des négociations qui avaient précédé la paix de San-Stefano, le délégué serbe, le colonel Katardžija, avait appris en effet que le général Ignatieff était en pourparlers avec les Turcs pour obtenir la cession de Niš à la Bulgarie, Novi-Pazar devant être donné en compensation à la Serbie. Justement ému par une telle nouvelle, le gouvernement serbe multiplia les démarches et finit par apprendre, le 6/18 février, que Niš lui serait définitivement attribuée; mais le rayon accordé ne s'étendait tout d'abord que jusqu'à la base de la Suva-Planina, « sous les murs mêmes de la ville... à deux pas de Niš ». Finalement la frontière fut reportée à l'est du défilé de Sićevo, de manière à comprendre Bela Palanka, mais en laissant à la Bulgarie la majeure partie de la cuvette où se trouve cette ville.

Bien que depuis la paix de San-Stefano l'écart primitif entre les revendications serbes et russes se fût déjà sensiblement réduit, il n'en restait pas moins en discussion, avec la région de Vidin et de Kula, tout le bassin supérieur de la Nišava jusqu'à Dragoman, sans parler du Krajište au sud.

Cette zone contestée, s'allongeant du nord au sud depuis le Danube jusque vers Kustendil et s'élargissant en son milieu, entre Nis et Sofia, est essentiellement montagneuse. Au nord et au centre, les parties extrêmes du Balkan (Midzor 2186 m., Suva Planina 1820 m.), celles du Rhodope au sud (Besna Kabila 1950 m.), l'occupent presque toute; seules, la plaine en bordure du Danube dans la région de Vidin et les petites cuvettes de la Nišava (Pirot et le Znepolje avec Trn) y sont susceptibles de culture. Forêts et pâturages des montagnes ne suffisent pas comme ressources aux habitants qui, chaque année, régulièrement, émigrent pour la belle saison dans les plaines basses du nord; ils partent

comme maçons, potiers, briquetiers, ouvriers agricoles, en Serbie, en Bulgarie, en Hongrie et surtout en Roumanie.

C'est principalement du fait de cette population que le pays revêt une physionomie à part. C'est essentiellement le Šopluk ou pays des Šopes, montagnards généralement de haute taille, aux vêtements de laine blanche, de caractère simple et fruste. Leur pays s'étend depuis le Danube au nord, entre les vallées du Timok et de l'Isker, de la Morava du sud et de la Haute-Struma jusqu'à l'Ovče Polje au sud, dans la région de Veles. On s'accorde à voir dans les Šopes le résidu de plusieurs couches de populations superposées au cours des siècles (Petchenègues, Koumans, Slaves, Valaques...), zone ethnique ayant ses caractères propres et aussi pays de transition entre Serbes et Bulgares, par le dialecte, le tempérament et l'humeur.

Jusqu'en 1878, les Šopes étaient dépourvus de tout ce qu'on peut appeler une conscience nationale. Ils se distinguaient entre eux par petits pays, par cantons, mais ne regardaient guère au delà. Ils avaient, paraît-il, le sentiment d'une certaine parenté avec les Serbes, qui leur semblaient plus proches d'eux que les Bulgares. La Serbie leur en imposait d'ailleurs, c'était la seule terre libre dans le voisinage et ils voyaient en elle un pays riche, béni. Ils chantaient en s'accompagnant sur la guzla; pour la plupart, ils célébraient la « slava », la fête du patron de famille; ils vivaient enfin en « zadrugas », ou grandes communautés de familles, toutes choses considérées par les Serbes comme caractéristiques de leur race.

Pourtant, le plus souvent, on ne rattachait pas ce pays à la Serbie. On ignorait les Šopes, on ne connaissait que des Serbes ou des Bulgares. Sont appelés Serbes alors les paysans chrétiens de langue slave qui, libres, vivent en Serbie; sont appelés Bulgares, par contre, ceux qui, à l'est et au sud, demeurent encore sous la domination turque[1]. Invariable-

1. L'Empire bulgare du xe siècle avait fait que longtemps le nom de Bulgarie s'était appliqué à tout le pays depuis les plaines hon-

ment, sur les cartes ethnographiques qui commencent à paraître, toute cette région contestée figure comme bulgare. La constitution de l'exarchat (firman daté du 10 mars 1870, publié le 22 février 1872) renforce encore, dans les années qui précèdent le Congrès de Berlin, l'idée communément acquise sur le caractère bulgare de la région. Étendu aux diocèses de Pirot, de Niš, de Vranje, l'exarchat s'identifie avec la nation bulgare. Les limites de sa juridiction seront en grande partie celles de la Bulgarie de San-Stefano.

Dans son grand ouvrage sur la Bulgarie, l'historien tchèque C. Jireček, ancien ministre de l'Instruction publique en Bulgarie, a constaté[1] cependant que, si les gens instruits et le clergé étaient portés pour les Bulgares, la masse paysanne l'était surtout pour les Serbes, et ceci dans les pays de Caribrod, Trn, Breznik, c'est-à-dire ceux qui, situés le plus à l'est, devaient être appelés à demeurer bulgares. Il s'agissait alors pour le paysan beaucoup moins de nationalité que de mieux-être. A plusieurs reprises[2] des soulèvements populaires avaient éclaté; la répression venant, on fuyait en Serbie. Les Serbes d'ailleurs, ainsi que le déclarait l'un d'eux dès 1871, ne faisaient pas de différence : « Notre but commun est la libération du peuple serbe et bulgare, et jamais nous n'entamerons une discussion pour savoir si la frontière entre Serbes et Bulgares sera la « Morava bulgare » ou la « Morava serbe ». Ce sera finalement au peuple affranchi d'en décider seul, s'il arrive qu'il ait besoin d'une frontière[3]. »

Cependant, un peu plus tard, la rivalité apparait. La propagande a commencé son œuvre. Sans vouloir s'engager plus à fond dans une discussion qui se prolonge depuis

groises jusqu'à Constantinople. — Aujourd'hui encore, les Serbes de la première Serbie, celle de Kara-Georges, désignent comme « Bulgares » ceux que Miloš fit venir de la région d'Alexinac pour les établir dans les villages de Šumadija.

1. *Das Fürstenthum Bulgarien*. Wien, 1891, p. 466.

2. 1836, région de Pirot; 1841, pays de Niš, Pirot et Vranje; 1851, pays de Vidin, Belogračik, 1860-1861, région de Niš.

3. Skerlić J., *Svetozar Marković*. Belgrade, 1910, p. 201.

quarante années et plus, il suffira de citer, prise dans la masse des documents, cette adresse au gouvernement serbe des représentants de la Vieille-Serbie : « Maintenant que l'armée russe a passé le Danube et le Balkan, les Bulgares se sont mis à dire tout haut dans les journaux qu'il n'existe pas de Vieille-Serbie, qu'il n'y en a jamais eu, mais que tout ce qui est serbe, c'est la Principauté de Serbie, la Bosnie et l'Herzégovine; quant au reste de la Turquie d'Europe, ce sont divers pays bulgares. Aussi, disent-ils à notre peuple, quiconque veut être affranchi doit se dire bulgare; sinon il restera sous le joug turc. C'est avec de tels principes que les Bulgares sont arrivés à vouloir s'emparer de la Vieille-Serbie. ce dont, pensons-nous, vous êtes déjà convaincus. Pour que leurs fausses prédictions ne se réalisent pas, nous jugeons nécessaire d'organiser dès maintenant quelques bandes composées uniquement de Vieux-Serbiens. Que, sous le nom de soulèvement serbe en Vieille-Serbie, ils se retrouvent soudain, en secret, dans les pays de l'est de la Vieille-Serbie et qu'ils en occupent les plus hauts sommets. Ainsi se répandrait en Europe le bruit que là vivent des Serbes et non pas des Bulgares. Si ce n'est pas possible, si les circonstances actuelles ne le permettent pas, que nous alors, en tant que mandataires de la Vieille-Serbie, nous allions nous présenter devant le tsar de Russie pour prouver que le peuple de Vieille-Serbie, ce ne sont pas des Bulgares, mais de purs Serbes qui veulent être réunis à leurs frères serbes[1]. »

Commencée le 7/19 juin (dans une sous-commission austro-russe), la discussion de la frontière serbo-bulgare n'avait encore abouti à aucun résultat précis quinze jours après. Un essai de transaction avait bien été tenté : mais Ristić avait déclaré qu'il se souciait fort peu de la possession de Pirot seule; ce qu'il voulait, c'étaient les frontières naturelles, le Saint-Ilija au sud, et à l'est la limite du pachalik de Niš

1. Sava, moine de Dečani, Aksentie Arsić, Todor P. Stanković de Niš, Despot S. Batsović et Kosta A. Šumarković, délégués de la Vieille-Serbie, à Jovan Ristić, ministre des Affaires étrangères. 10/22 juillet 1877.

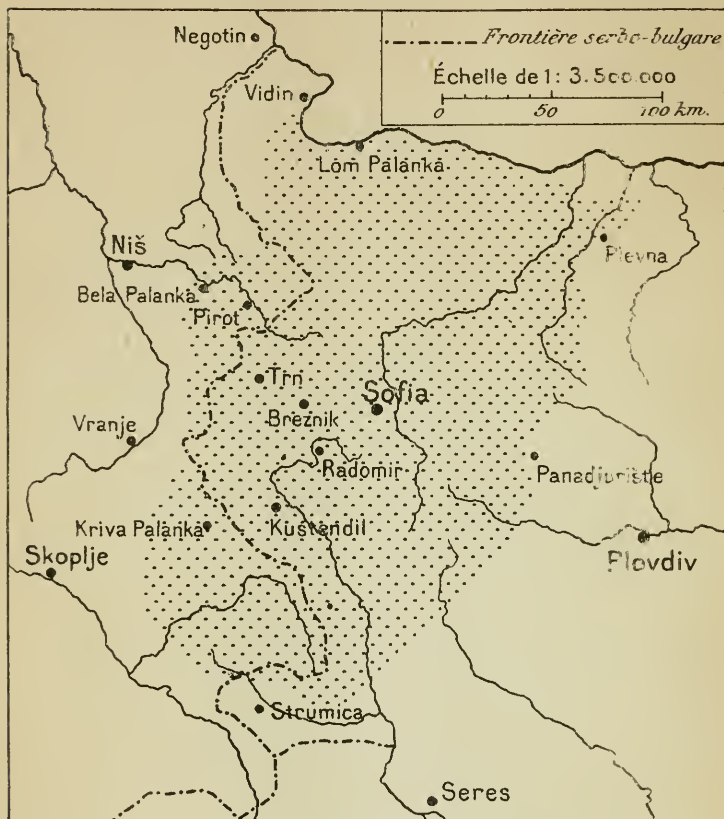
jusqu'à Dragoman, c'est-à-dire la ligne de partage des eaux marquant le rebord oriental du bassin de la Morava. « Ce n'est pas seulement Pirot que nous demandons, mais ce sont nos limites naturelles, et celles-ci se trouvent au delà de Pirot[1]. »

A l'appui de sa thèse, la Serbie invoque donc moins des raisons ethnographiques que des nécessités géographiques, stratégiques et économiques. Du côté de Pirot, Caribrod et Trn, elle réclame la frontière qui, coïncidant avec la limite des deux versants, lui assure le bassin de la Nišava en entier. Vers Vidin, elle réclame, au delà du Timok, une bande de terrain « absolument indispensable pour la protection de la frontière serbe de ce côté ». C'est seulement après les raisons stratégiques qu'elle fait valoir « qu'un seul coup d'œil jeté sur la carte suffira pour permettre de reconnaître que ce territoire, habité surtout par une population serbe et arrosé par le Danube, la limite naturelle de la Serbie, est absolument indispensable à la Principauté tant par suite de sa configuration topographique qu'en raison de la nécessité d'assurer nos coudées franches sur le Timok en matière commerciale »[2].

L'argument de nationalité étant opposé par les Russes à celui des limites naturelles et stratégiques, Ristić accepte de porter la discussion sur ce terrain. Pour trancher la question, il ne propose rien moins qu'une consultation des habitants eux-mêmes[3]. L'idée n'eut d'ailleurs aucune suite.

1. J. Ristić à J. Gruić, 15/27 juin 1878.
2. Mémoire de Ristić au Congrès, 12/24 juin 1878.
3. « La Serbie est prête à se soumettre aux résultats d'un plébiscite qui aurait lieu à Trn et à Pirot. Nous comptons sur les bonnes dispositions de la population de cette région qui est en majorité serbe et qui a des sympathies pour la Serbie, car elle a été le témoin des sanglants sacrifices que nous avons fait pour son affranchissement.... La Serbie ne demande rien en dehors de son droit, basé sur la nationalité serbe de la majorité de la population ainsi que sur les sanglants sacrifices que nous avons faits dans ces régions. Nous devons d'ailleurs insister pour obtenir une bonne frontière du côté de l'est, d'autant plus que, suivant toute apparence, notre frontière occidentale ne pourra en aucune sorte nous satisfaire. » (Lettre de Ristić au plénipotentiaire russe, le comte Chouvaloff, 20 juin/2 juillet 1878).

Considérations géographiques, stratégiques, ethniques ou autres devaient être finalement négligées. Les territoires contestés ne furent pas attribués, en effet, sur la base d'un



LE PAYS ŠOPE.
(D'après R. NIKOLIĆ, *Naselja spr. zem.* [Peuplement du sol serbe]. t. VIII, p. 225).

accord librement consenti par les premiers intéressés eux-mêmes ou en vertu de nécessités naturelles s'imposant aux négociateurs. Il n'y eut là, en fait, qu'une application de ce principe des compensations d'après lequel on use des territoires comme d'une simple monnaie d'échange, sans qu'in-

tervienne la nature du pays ou celle de sa population. Les Russes venaient de voir enlever[1] à leur Bulgarie Ištiman au sud-est et Džumaja au sud, pays qu'ils comptaient lui voir réunis. Contrairement à la résolution que venait de prendre la Commission politique et militaire qui attribuait Trn à la Serbie, les Russes réclamèrent alors, pour la Bulgarie, ce district de Trn et en outre le pays jusqu'à Caribrod inclus. « Ayant éprouvé dans le Sandzak de Sofia des pertes allant au delà de nos prévisions, j'ai dû réclamer Trn à titre de compensation, » dit Chouvaloff à Ristić. Et même, revenant sur ses concessions antérieures, le plénipotentiaire russe, à la séance du 26 juin (8 juillet), prétendit de nouveau que du point de vue national la Bulgarie avait droit à Pirot également. Cependant, Andrássy, qui soutenait le point de vue serbe pour réduire le plus possible la « sphère russe », réclamait, de son côté, Trn pour la Serbie. La discussion devenant très vive, Bismarck qui présidait intervint en s'écriant : « Est-ce que la paix du monde dépend donc des frontières serbes ? » Sur cet avertissement de l'homme qui faisait « marcher le Congrès la baguette à la main », la question était renvoyée le jour même à une Commission appelée à se prononcer de façon définitive, à la majorité des voix et non plus à l'unanimité, comme c'était de règle au Congrès. Pour compenser la perte d'Ištiman et de Dzumaja, la Bulgarie reçut Trn tandis que la Serbie se vit attribuer le pays de Pirot jusqu'à Caribrod et au Balkan, plus un morceau du district de Trn.

Pour le même motif, la Serbie ne put recevoir aucun arrondissement dans la direction du nord-est. La Bulgarie de San-Stefano étant trop considérablement diminuée par ailleurs, la Serbie dut renoncer à tout espoir d'extension au delà du Timok. En dépit de ses titres de libératrice et malgré les efforts de son délégué pour obtenir au moins le pays de Kula[2], la Serbie n'eut personne qui consentît à se faire l'avo-

1. Sur l'insistance de l'Angleterre, soucieuse d'assurer de ce côté une limite stratégique à la Turquie.
2. Voyant qu'il ne pouvait pas même espérer Kula, Ristić demanda,

cat de sa cause. Avec le consentement de la Russie, la question, comme étant d'ordre intérieur, fut laissée à régler ultérieurement entre les deux peuples.

En dehors du Congrès devait se décider encore une question intéressant, de ce côté de l'est, la frontière serbe et dont l'épilogue n'est survenu que lors de la dernière crise balkanique, en 1913. Sur le Danube, vers la sortie du long défilé des Portes de Fer, à une demi-heure en aval d'Orsova, la petite île d'Ada Kaleh était restée jusque-là occupée par une faible garnison turque. Clef de passage entre deux biefs du fleuve, elle avait joué un grand rôle lors des guerres de l'indépendance, et dès ce temps les Serbes auraient beaucoup tenu à la posséder, pour assurer leurs communications avec la Krajina. Dans un mémoire remis à la Conférence de Constantinople (24 décembre 1876/5 janvier 1877), le gouvernement serbe affirma ses droits sur Ada Kaleh qui « historiquement et géographiquement appartenait à la Serbie ». L'Autriche avait déjà cependant prévenu la Serbie. Celle-ci lui ayant montré le danger d'une flottille turque remontant le Danube sous prétexte de réapprovisionner l'île et bombardant les villes serbes à l'improviste, l'Autriche avait déclaré que « de façon absolue elle ne pouvait aucunement permettre que cette forteresse passât aux mains des Serbes; les intérêts de la navigation autrichienne, seuls en cause, ou presque, sur cette partie du Danube, n'y permettaient pas un déplacement de la force constitutive de l'État (!) qui rendrait la Serbie maîtresse de cette partie du fleuve[1] ». Comme suite à cette conversation et pour prévenir toute discussion au Congrès, l'Autriche, comme l'annonçait Cukić à son gouvernement le 14/26 mai 1878, occupait l'île d'Ada

sans plus de succès, que tout au moins la mince bande de terrain qui sépare la frontière actuelle de la ligne de partage des eaux à l'ouest de Kula fût rattachée à la Serbie. Il s'efforçait ainsi d'assurer à son pays une bonne frontière stratégique, car de ce côté la rive droite du Timok constituait une position dominante, cause de danger éventuel pour le pays situé à l'ouest.

1. Rapport d'une conversation avec le baron Hoffmann : Cukić à Ristić, 21 juin/3 juillet 1876.

Kaleh. L'occupation définitive et l'annexion ne devaient être proclamées qu'en 1913.

La frontière du Sud : comprimée entre la sphère des intérêts autrichiens à l'ouest et celle des intérêts russes à l'est, du côté de la Drina, rigoureusement maintenue dans ses anciennes limites et, du côté du Balkan, refoulée de la zone qu'occupaient ses troupes, la Serbie ne pouvait guère songer à s'étendre que dans la direction du sud.

Déjà, à la veille de la paix de San-Stefano, le prince Milan écrivait au général Ignatieff, 2/14 février 1878 : « Je comprends parfaitement que des raisons de nature très grave s'opposent à ce que deux provinces serbes : la Bosnie et l'Herzégovine, puissent jouir entièrement des bienfaits de la civilisation et de la liberté, mais je me permettrai de dire à Votre Excellence que si les considérations politiques exigent le maintien de ces deux provinces dans une position séparée du Montenegro et de la Serbie, il me serait difficile de me rendre compte de celles qui pourraient s'opposer à la réunion à la Principauté, non pas de toute la Vieille-Serbie, mais tout simplement du vilayet de Kossovo dans ses limites actuelles. » La Russie d'ailleurs détourne elle-même les Serbes de l'est et leur conseille de regarder vers le sud[1].

Ristić, au Congrès de Berlin, réclamait au sud une frontière qui eût enveloppé Kičevo, Uskub et Egri Palanka. La Principauté avait étendu « à la Vieille-Serbie tout entière le rayon de son action ». Il fallait prévenir le danger de terribles représailles de la part des musulmans. « Le meilleur moyen

1. Dans son rapport sur sa mission auprès du grand-duc Nicolas, l'envoyé serbe à Saint-Pétersbourg, Mil. R. Protić, raconte comment, faisant ses adieux à Nélidof, alors chef de la chancellerie diplomatique auprès du prince, il lui a confié les vues qu'il croit être celles de son gouvernement : « La Serbie, pour des considérations ethnographiques, historiques, politiques et stratégiques, prétend à une rectification de sa frontière de Lom-Palanka à Brvenik-Radomir, etc.... » Après une minute de silence, Nélidof déclare : « Mieux vaudrait pour vous, les Serbes, vous étendre vers la Vieille-Serbie », sur quoi Protić répond : « C'est là le sens de notre développement naturel. » (Rapport du 30 décembre 1877/11 janvier 1878).

d'assurer à ces régions les bienfaits d'une paix durable consistait à satisfaire les légitimes désirs de leurs populations, à les affranchir, à les réunir à la mère patrie[1]. »

En exprimant de telles revendications vers le sud, sur des régions que ses troupes étaient loin d'avoir atteintes, la Serbie ne pouvait manquer de provoquer des exigences contraires du côté turc. En demandant au Congrès pour frontière à son pays une « ligne naturelle et stratégique », Méhémet-Ali Pacha ne prétendait à rien moins qu'à conserver à la Turquie les districts de Vučitrn (Lab), Kuršumlje, Prokuplje et Leskovac, c'est-à-dire le *status quo ante bellum*. Le délégué turc ajoutait qu'au cas où l'annexion à la Serbie serait décidée pour l'un ou pour plusieurs de ces districts, le seuil de Prepolac entre Kuršumlje et Priština et le défilé de Grdeljica entre Leskovac et Vranje devaient de toute façon demeurer à la Turquie : car la possession de ces points lui était indispensable « en raison de la politique agressive des Serbes. » Tout comme pour Ištiman et pour Džumaja, l'Angleterre appuyait vigoureusement les raisons de défense invoquées par les Turcs.

La Serbie ne devait pas, d'ailleurs, ne se heurter qu'à cette double opposition. Ici encore, elle allait retrouver devant elle les ambitions rivales de l'Autriche et de la Russie. En avertissant la Serbie qu'elle ne pouvait songer à s'étendre qu'au delà du Kopaonik, l'Autriche lui avait laissé entendre qu'elle lui obtiendrait en compensation le pays de Vranje, outre ceux de Pirot et de Trn. La Russie, de son côté, en échange de Trn et de Pirot qui auraient été laissés à la Bulgarie, offrait à la Serbie vers le sud le pays de Gilan, c'est-à-dire la région même des sources de la Morava. En fait, la Serbie se trouvait prise dans un chassé-croisé d'ambitions, chacun lui promettant ce qui ne l'intéressait que peu[2],

1. Mémoire du 12/24 juin 1878.
2. On procédait identiquement à l'égard du Montenegro; on lui enlevait au Congrès de Berlin ce qu'il avait obtenu à l'ouest à San-Stefano (Bileća-Gačko) pour lui donner en échange Plav et Gusinje, pays à conquérir sur les Albanais.

et gênait, par contre, les aspirations de l'autre. L'Autriche déclarait, en effet, que la Serbie ne pouvait espérer Gilan, ni même le Novo Brdo, massif riche en minerais à trois ou quatre heures à l'est de Priština ; il ne fallait pas, disait-elle, que la Serbie s'avançât trop près du chemin de fer de Mitrovica, et pourtant le Novo Brdo n'était pas à moins de six heures du point de cette ligne le plus rapproché ! La Russie, d'autre part, répugnait évidemment à céder à la Serbie le pays de Vranje, déjà attribué par elle à la Bulgarie et siège d'un diocèse exarchiste.

Enfin, de même qu'à l'est on avait opposé à la Serbie l'objection bulgare, au sud on lui opposait l'objection albanaise. Dans son entretien avec Ristić à Vienne, avant l'ouverture du Congrès, Andrássy avait déjà dit : « La Porte prétend de son côté qu'il n'existe pas un seul Serbe dans les districts de Kuršumlje et de Vučitrn et que tous les habitants de ces parages sont Albanais. » Le général Ignatieff n'avait-il pas objecté lui aussi au colonel Lešjanin, envoyé du gouvernement serbe, à la veille de San-Stefano : « Il y a là-bas beaucoup plus d'éléments albanais et turcs que de Serbes » ?

Ristić se défendit du mieux qu'il put. Il s'efforça de montrer que tout d'abord les Albanais étaient des nouveaux venus, qu'ils étaient la minorité, et qu'en tout cas, s'ils étaient nombreux, ils le devaient uniquement aux départs multipliés des Serbes, qui fuyaient devant leurs exactions. Les Albanais du reste auraient déclaré préférer les Serbes aux Bulgares, et puis, ajoutait Ristić : « Nous acceptons en connaissance de cause les difficultés qui doivent nous échoir en partage, et nous nous chargeons de les surmonter de manière à répondre du maintien de la paix en ces régions, même pour la durée d'une génération. »

Dans leur mouvement de progression vers l'est et le nord-est, les Albanais étaient alors arrivés, à la faveur de la domination turque, très avant dans le bassin de la Haute-Morava. A part quelques petits groupes de maisons serbes vers la base du Kopaonik, toute la vallée du Lab était albanaise.

Franchissant les hauteurs dominant au nord le Kossovo polje, les Albanais avaient commencé par descendre isolément dans les villages serbes de l'autre versant, se faisant tout d'abord hospitaliser par pitié, puis s'installant à demeure, appelant leur famille, leurs proches, et très vite, avec la complicité des Turcs, obligeant les habitants à leur céder la place. Plus à l'est, ils avaient de même pénétré dans les vallées de la Jablanica, de la Toplica[1] et dans la région de Vranje. Depuis 1840, en particulier, les Serbes s'étaient raréfiés. La région était devenue quasiment impénétrable, plus sauvage même, assurait-on, que la véritable Albanie. Au moment du Congrès de Berlin, elle était à peu près inconnue, ce dont témoigne le grand espace blanc qui apparaissait régulièrement sur les cartes, entre le Jastrebac au nord et Priština au sud, jusque dans la seconde moitié du XIXe siècle.

Mais tout comme pour la frontière de l'est, les considérations ethniques, invoquées d'ailleurs comme un prétexte, sauf peut-être par l'Angleterre, devaient être négligées. On ne proposa même pas un plébiscite ou l'envoi d'une commission d'enquête. On s'accorda pour appliquer le principe adopté par la commission militaire : une frontière coïncidant avec la ligne des eaux qui coulent vers la Morava du sud d'une part et vers le Kossovo polje de l'autre. La discussion porta sur deux points en particulier. En quittant le Kopaonik pour se diriger vers l'est, la nouvelle frontière comprendrait-elle la fertile vallée du Lab, le « petit Kossovo », comme l'appelaient les Serbes? La vallée de ce tributaire de la Sitnica, la rivière de Kossovo, était habitée en presque totalité par l'élément albanais. Mais les troupes serbes étaient parvenues de ce côté jusqu'au centre de la vallée. C'était par le Lab que débouchait la grande et presque unique voie de passage conduisant directement de la Serbie dans le pays historique de Kossovo. Ristić attachait donc une très grande importance à sa possession. Mais, plus encore que Gilan et

1. Kuršumlje, au moment où entrèrent les Serbes, était totalement albanaise, sans même une seule maison serbe.

le Novo Brdo, cette vallée était évidemment trop proche du chemin de fer de Mitrovica; c'était en outre, aux mains des Serbes, toute grande ouverte, la porte d'entrée en Kossovo. Comme les Turcs réclamaient alors que la frontière partît du Samokov, au-dessus de Kuršumlje, qui était resté en leur possession jusqu'à la fin de la campagne, il parut au Congrès que la ligne de faîte était la solution tout indiquée pour départager les ambitions rivales. Au lieu que la frontière passât au nord ou au sud de la zone montagneuse de direction nord-ouest-sud-est, comme le demandaient les deux États en cause, il fut décidé qu'elle suivrait rigoureusement la ligne des sommets, la vallée du Lab étant restituée à la Turquie, tandis que le seuil de Prepolac serait définitivement attribué aux Serbes, tout comme à l'est la vallée de la Medvedja.

A l'est du Lab, la partie la plus délicate à délimiter était, sans contredit, la région de Vranje avec la Morava du sud. Il ne s'agissait de rien moins, en effet, que de savoir qui deviendrait maître de l'autre grande voie conduisant vers le sud. Si le chemin de Kossovo avait pour les Serbes une valeur surtout historique et ethnique, la voie qui mène directement à Skoplje et à Salonique leur importait beaucoup plus, pour des raisons à la fois stratégiques, politiques et économiques. Mehemet Ali pacha allait jusqu'à déclarer que céder Vranje aux Serbes, c'était leur ouvrir toute la Turquie jusqu'à Kumanovo, les gorges de Grdeljica, entre Leskovac et Vranje, étant de ce côté le dernier obstacle au passage de la région de la Morava dans celle du Vardar[1]. Pour conserver Vranje à la Serbie, Ristić invoquait, tout comme pour la vallée du Lab, des besoins avant tout économiques : pour permettre aux populations de vivre, il était indispensable de juxtaposer des bassins féconds aux pays de montagnes. Grâce à une nouvelle intervention de Bismark et grâce aussi à l'appui de l'Autriche et du plénipo-

1. Trente-quatre ans plus tard, les événements devaient donner au délégué turc étonnamment raison.

tentiaire français, il fut finalement décidé que Vranje et, par suite, Grdeljica resteraient aux Serbes.



Le traité de Berlin ayant été signé le 13 juillet 1878, une *commission européenne* fut constituée, en septembre de la même année, pour tracer sur le terrain la nouvelle frontière serbe. Elle eut pour président le consul général de France à Belgrade, Aubaret. Après s'être séparée en novembre pour la durée de l'hiver, elle se réunit de nouveau en mai 1879. Ses travaux furent clos le 7 août 1879.

Les protocoles de cette Commission ainsi que le dossier conservé au ministère serbe des Affaires étrangères reflètent souvent, mais en petit, les conflits entre aspirations opposées dont le Congrès avait été le témoin. Le champ de lutte est, en effet, réduit à l'espace relativement restreint que laissent à l'interprétation les termes du traité et les incertitudes ou les fautes de la carte. Ces fautes rendirent parfois difficile la tâche de la Commission. Ce fut le cas en particulier pour la région du sud-est. Conformément au texte du traité, la Commission s'attacha à suivre la ligne de partage des eaux entre les affluents de la Morava et ceux de la Struma et de la rivière de Trn. Elle se trouva en présence d'une surface usée, et non d'une crête, occupée par de petits groupes de maisons épars et par des communaux de village. Il arrivait, d'autre part, que cette ligne de partage ne coïncidait pas toujours avec celle des plus hauts sommets dont les noms figuraient dans le traité. C'est ainsi qu'à une vingtaine de kilomètres au sud de Pirot, le Strešalj et le Stol (1557 m.) restèrent en Serbie à 5 et à 2 kilomètres de la frontière. Il fallut couper de nombreux finages de communes, de telle sorte que la frontière ainsi tracée n'eut rien ou presque rien de naturel, en dépit du principe dont on prétendait s'inspirer. Non seulement toute une grande région était coupée en deux et des cantons (comme celui de

Vlasina) séparés de leur centre naturel, mais l'on créa ainsi toute une catégorie de paysans, *dvovlasnici* (doubles propriétaires) dont les biens étaient des deux côtés de la frontière. Une palissade ayant été élevée tout le long de la ligne de démarcation, il fut tout d'abord impossible à ces paysans de se rendre sur leurs biens; par la suite seulement, la question fut l'objet d'accords spéciaux.

La frontière méridionale suivit, elle aussi, la ligne de faîte plus haute dans l'ensemble et mieux marquée qu'au sud-est; elle ne s'en écarta que sur quelques points. La partie du tracé qui retint le plus l'attention des commissaires fut celle des environs de Vranje. Le Congrès s'était, en effet, déchargé sur la Commission du soin d'assurer de ce côté une bonne frontière stratégique à la Turquie. La Serbie cependant demandait qu'en même temps on veillât à lui donner dans cette région une limite telle qu'il lui fût possible de préserver Vranje, ville « toujours sous le coup d'une attaque des Albanais ». Après qu'on eut bien discuté, la frontière fut tracée de telle sorte que Vranje se trouva placée à une heure de la frontière turque et coupée de la majeure partie des villages de son rayon économique. Les appréhensions serbes touchant une attaque albanaise ne devaient pas tarder à se justifier. Tout comme en 1834, les incidents de frontière se multiplièrent de ce côté, en 1879. Le gouvernement serbe en profita pour demander une rectification de frontière à la fois du côté de Vranje et à l'ouest du Poljanica; tout ce qu'il put obtenir, ce fut une position défensive assurée pour le seuil de Prepolac-Mrdare.

La commission de délimitation ayant terminé ses travaux au sud et au sud-est, la Serbie se refusa à l'idée de la voir venir sur la Drina : la seule modification avait été de ce côté la réunion de Mali-Zvornik et de Sakar. Peut-être, d'autre part, y aurait-il eu danger pour la Serbie de perdre quelques îles de tout temps possédées par elle, mais alors plus rapprochées de la rive bosniaque en raison du déplacement du lit de la Drina.

En définitive, la Serbie sortit du Congrès de Berlin agrandie, au sud, d'un territoire ayant la forme d'un triangle dont le Kopaonik à l'ouest, le Saint-Ilija au sud et le Kom à l'est auraient marqué les sommets. Ce territoire, communément appelé jusqu'en 1912 « les pays nouvellement délivrés », correspond aux quatre départements actuels de Pirot, Niš, Toplica et Vranje. Il représentait une acquisition de 10 560 kilomètres carrés, soit un peu moins du tiers de la Serbie précédente.

Comparée à l'étendue rêvée et réclamée pour la Grande-Serbie ou même simplement à celle qu'occupaient les troupes serbes, une telle acquisition ne pouvait provoquer que de vives déceptions. Il y avait trop loin, en effet, entre le programme du début et les résultats atteints! On avait compté sur la reconnaissance du droit des peuples, de la race, de l'histoire; on avait cru ensuite pouvoir régler soi-même son propre sort, et ces espérances s'étaient trouvées vaines.

Les Grandes Puissances qui avaient eu à donner leur nouveau statut aux Balkans s'étaient en effet souciées avant tout de parer à la menace russe, et de satisfaire en même temps leurs intérêts propres. Mal renseignés sur les régions dont ils avaient à décider le sort[1], les diplomates du Congrès ne voient guère dans ces pays que des territoires à distribuer au mieux de leurs États respectifs. Ils ne se soucient pas des vieilles divisions turques héritées pour la plupart d'un lointain passé; la carte étalée sur le tapis vert, ils découpent les territoires, construisent des lignes idéales, appuyées sur quelques points plus ou moins connus. Ils s'inquiètent tout aussi peu du vœu des populations. Les Russes, pour la question de Trn et de Pirot, ne s'étaient-ils pas refusés à une consultation populaire effectuée avec toutes les garanties possibles? Les pétitions couvertes de milliers de signatures venant de Macédoine, de Vieille-Serbie, de Bosnie, n'avaient produit aucun effet; il semblait d'ailleurs que l'on eût déjà cessé d'y

1. « La connaissance exacte des localités n'était pas le côté fort des membres du Congrès ». Ristić à Gruić.

croire. De même que, sans nier la valeur de la carte ethnographique de Kiepert, on s'était accordé pour faire plusieurs morceaux de la Grande-Bulgarie, de même, en ce qui concernait la Serbie, la zone šope était coupée par le milieu et répartie entre trois États : Serbie, Bulgarie, Turquie. De la Vieille-Serbie, du vilayet de Kossovo, il n'avait même pas été question; quant à la Bosnie-Herzégovine, c'était l' « annexion mal déguisée »; bien pis encore, avec l'enclave de Novi-Pazar, c'était la cloison voulue entre les deux États frères : Serbie et Montenegro.

Le seul principe qu'eût reconnu le Congrès dans son œuvre de délimitation, ce fut la « recherche autant que possible des lignes naturelles[1] ». L'expression « ligne de partage des eaux » ne revient pas moins de six fois dans le seul article 36 relatif aux limites de la Serbie. Bien que pouvant avoir sa raison d'être dans ces régions très primitives encore, ce principe ne servit en fait qu'à mieux déguiser les intérêts en jeu. La preuve en est qu'il fut méconnu toutes les fois où son application devenait incommode pour l'une ou l'autre des Grandes Puissances intéressées[2].

L'idée nationale serbe ne se trouvait plus uniquement aux prises avec les méthodes et les forces turques. De plus, loin d'avoir pour elle, comme jusque-là, l'aide puissante de la Russie, la Serbie la trouvait dans le camp opposé. Elle disparaissait presque maintenant dans la lutte des ambitions rivales, lutte d'autant plus redoutable qu'elle se compliquait désormais de grands desseins économiques. La Serbie, d'ailleurs, n'aurait pu songer à bénéficier de ces divisions entre Grandes Puissances, car, outre qu'elle n'était pas admise à la discussion, par des accords particuliers entre les différents États, la plupart des questions offrant une certaine gravité avaient été résolues, tranchées, avant même que

1. Protocole de la Commission de délimitation, 1878, p. 11.

2. C'est ainsi qu'en ce qui concerne la Serbie ce principe fut ignoré pour : Novi-Pazar, le bassin de la Raška, le Moyen Ibar, en raison de l'Autriche; pour Gilan et les sources de la Morava du sud, à cause de l'Autriche également; Trn et la Haute-Nišava, à cause de la Russie.

s'ouvrît le Congrès. Enfin, en tant que pays slave, elle avait à subir l'effet des préventions contre le « panslavisme » que partageaient tous les membres du Congrès.

Aussi, lorsqu'on tient compte de toutes ces circonstances, lorsqu'on se rappelle, d'autre part, les succès militaires serbes qui, bien que très réels dans la seconde guerre, n'avaient cependant rien eu de décisif, l'on n'a pas lieu de s'étonner que Ristić, même si l'on fait la part à son amour-propre bien connu, se soit jugé satisfait des résultats obtenus. Sans parler de la complète indépendance définitivement reconnue à la Serbie, voici ce qu'il écrivait à son collègue Gruić, à la sortie même du Congrès : « ... Non seulement nous avons évité tout cela (Vranje aux Turcs, Pirot aux Bulgares), mais, en prenant en considération les difficultés que nous avons rencontrées, il nous semble que nous n'avons pas à nous plaindre de l'issue. Aucun autre État d'Orient n'a eu à se débattre au milieu d'obstacles aussi forts et aussi compliqués que ceux auxquels nous avons eu à faire face. Tandis que les intérêts grecs ne se trouvaient être en conflit qu'avec les turcs, les intérêts roumains avec les russes et les intérêts monténégrins avec les turcs et les autrichiens, — nos intérêts à nous faisaient opposition à ceux des Turcs, des Autrichiens et des Russes (du moins ces derniers le croyaient). Et pourtant l'on estime partout, dans les cercles du Congrès et dans ceux du reste du monde diplomatique, que la Serbie est sortie des épreuves du Congrès à meilleur prix que tous les autres États précités. C'est la conviction que j'emporte de Berlin, moi aussi. Tandis que le traité de San-Stefano n'assurait à la Serbie que 154 milles carrés de territoire, le traité de Berlin lui donne encore un gain d'environ 50 milles carrés en plus : car, d'après le calcul fait par M. le lieutenant-colonel Dragašević, notre nouveau territoire se chiffre par 197 milles carrés. Il est incontestable, d'autre part, qu'au point de vue de la nature du terrain et du nombre des habitants annexés notre gain est incomparablement plus sensible. »

Pour près des deux tiers, les nouveaux territoires étaient tout en montagnes, il est vrai ; mais ces montagnes, exception faite de la Suva Planina et des environs de Pirot et de Vranje, étaient pour la plupart fort bien boisées. En plus de cuvettes chaudes, fertiles et très propres à la culture de la vigne, comme celles de Bela-Palanka, Pirot, Vranje, il y avait aussi de grandes plaines (Leskovac, Niš, Basse Toplica) qui, sous un ciel déjà plus méridional et avec leurs terres profondes, offraient certaines cultures nouvelles (tabac, chanvre) et possédaient un peuplement assez dense [1].

A ne considérer cependant que les habitants, la Serbie acquérait un pays à population très arriérée et surtout de composition moins homogène que ne l'était le peuple serbe d'alors. Dans les montagnes du sud (Haute-Toplica, Jablanica, Poljenica) l'élément albanais était fortement représenté ; il descendait en plaine jusqu'aux approches de Leskovac. Dans les montagnes du sud-est vivaient les Šopes. Dans le bas, au fond des vallées, les quelques villes étaient en majorité turques avec des éléments grecs, roumains, juifs, arméniens, comme la plupart des villes de la Macédoine d'hier ; les campagnes étaient, elles, presque entièrement peuplées par des Slaves, Serbes du sud, fort différents de ceux qui, descendus des montagnes dinariques et installés dans la Serbie d'alors, venaient de les délivrer. C'était là, pour la Serbie, un élément nouveau, lui aussi [2], car ces Serbes établis dans les fonds en villages compacts, agriculteurs encore à demi serfs presque tous, devaient penser bien autrement que les Serbes de la Šumadija, mi-pasteurs, mi-brigands hier encore, apôtres d'indépendance et missionnaires de liberté. Toutefois, les émeutes et les soulèvements qui s'étaient déjà produits au cours du siècle, le voisinage prolongé avec la Principauté et enfin l'occupation et l'administration serbe installée en ces régions depuis plusieurs

1. D'après le recensement de 1879, la population des nouveaux territoires s'élevait à 299 640 habitants.

2. Seule jusque-là, la région d'Alexinac, réunie en 1833, offrait le même caractère.

mois déjà, tout engageait à croire que l'idée nationale serbe, non seulement ne rencontrerait aucune résistance, mais que, dans un temps relativement très court, elle se ménagerait un gain net et considérable, tant par l'assimilation des éléments allogènes ou nationalement inertes que par le renforcement de l'élément serbe déjà existant.

Si, jugeant mieux que personne de la puissance des obstacles, Ristić se déclarait satisfait aussi bien pour les territoires obtenus que pour le nombre des habitants réunis, il y avait lieu cependant de ne pas considérer uniquement les résultats bruts et immédiats. Quand il mettait en regard les gains réalisés à Berlin et à San-Stefano, Ristić devait songer certainement aussi aux conditions d'avenir toutes différentes que ces deux actes diplomatiques offraient à son pays. A San-Stefano, tandis que la Macédoine devenait bulgare et que, par suite, le mouvement d'expansion de la Serbie se trouvait arrêté vers le sud, la Bosnie et l'Herzégovine à l'ouest recevaient une autonomie qui devait engager la Serbie à porter plus que jamais ses regards dans cette direction. Par le traité de Berlin, au contraire, alors que la Bosnie et l'Herzégovine étaient occupées par l'Autriche, la Macédoine demeurait turque : au lieu de recevoir un agrandissement du côté de Novi-Pazar, la Serbie l'obtenait du côté de Vranje. Par un contre-coup des aspirations rivales qui la refoulaient à l'ouest et à l'est, la Serbie était obligée de s'étendre dans un sens unique, vers le sud, du côté où le champ restait libre; la direction même de son développement territorial lui était comme imprimée à la fois par l'Autriche et par la Russie.

Cette direction, il est vrai, ne répondait pas aux aspirations les plus pressantes de l'âme populaire. Pour elle, à la différence de ce que toute l'Europe pensait déjà, l'occupation de la Bosnie ne signifiait pas encore l'annexion ; la Serbie persistait à croire qu'il n'y avait là rien de définitif. D'ailleurs, en dépit des menaces de l'Autriche, le gouvernement serbe s'était cramponné jusqu'au dernier ins-

tant à l'idée d'une Bosnie, sinon unie à la Serbie, du moins autonome, mais jamais autrichienne. Lors des préliminaires d'Andrinople, le délégué serbe avait encore dans ses instructions de s'opposer à tout prix à une remise des deux provinces à l'Autriche-Hongrie, au cas où il serait impossible de les réunir à la Serbie et au Montenegro en raison des engagements de la Russie vis-à-vis de l'Autriche. A l'ouverture même du Congrès, dans son mémoire du 12/24 juin, le représentant de la Serbie ne pourra s'abstenir de mentionner les deux provinces sœurs et de dire l'intérêt que son peuple ne cessera de leur porter[1].

Quelles qu'aient été ses aspirations et quels que fussent ses espoirs, la Serbie devait se détourner de l'ouest, elle était contrainte de s'enfoncer vers le sud. Cette orientation, qui, pour la première fois, s'accuse de façon décisive pour elle, devait exercer une influence déterminante sur son développement territorial à venir. La Serbie, tout d'abord, en recevait une valeur géographique nouvelle : au lieu de rester une sorte de dépendance en bordure des immenses plaines du Moyen-Danube, elle affermissait désormais sa position d'État balkanique. Elle poussait comme une pointe menaçante vers le cœur de la Péninsule. Elle parvenait, d'autre part, au terme de la remontée par étapes de sa grande rivière, la Morava. Après Ćuprija, Alexinac, et maintenant Vranje. Elle en tenait désormais toutes les passes : Bagrdan, Gjunis, Grdeljica. Enfin, avec Niš, Bela Palanka, Pirot, elle commandait aussi la grande voie qui venait y déboucher, la « route impériale » menant à Sofia et à Constantinople. — Installée sur les grandes routes naturelles des

1. « ... En ce qui concerne les pays d'au delà de la Drina et du Lim, nous pouvons affirmer sans crainte d'exagération qu'ils ne jouiront jamais des bienfaits de la paix sans une transformation radicale. Mais le gouvernement serbe ne pense pas qu'il doive insister sur le mode de règlement d'une affaire que les hautes puissances ont prise en main. Il se borne à exprimer sa confiance que ces grandes puissances, dans leur sagesse, trouveront une solution qui éteindra les cris de désespoir que jusqu'ici les Serbes de la Principauté ont été condamnés à entendre de leurs frères habitant l'autre côté de la Drina et du Lim. »

Balkans, la Serbie s'ouvrait en même temps sa propre voie, celle qui, la plus courte et avec le moins d'obstacles, la mènerait directement à la mer.

La Serbie, semblait-il, allait se rendre compte très vite de l'importance pour elle de ce chemin de Salonique et de l'Égée, déjà muni dès ce temps de son ruban de rails. Déjà, à San-Stefano, son délégué à Saint-Pétersbourg l'avait déclaré aux hommes d'État russes : « Tant que la Serbie n'a pas atteint ses frontières naturelles, et la Russie les connaît, elle ne saurait être ni calme ni satisfaite. Quand on donne des ports à la Bulgarie et sur la mer Noire et sur la mer Égée, la Serbie, elle aussi, doit en avoir au moins sur l'Égée comme elle en avait au temps de Dušan. » Mais les Russes répondirent : « Que manque-t-il donc à la Suisse qui, elle non plus, n'a pas accès à la mer? » Dans les années qui suivent le Congrès de Berlin, rien cependant ne révèle encore en Serbie l'attraction de la mer. On va continuer à vivre dans l'orbite de l'Autriche-Hongrie, qui elle-même se fixe pour objectif Salonique et l'Égée. C'est le jour seulement où la Serbie voudra secouer la main-mise économique et politique de l'Autriche que se révélera pour elle toute l'importance de la direction vers laquelle le Congrès de Berlin l'avait lui-même aiguillée.

CONCLUSION

Les événements de 1912-1913 ont procuré à la Serbie un accroissement de territoire évalué à 39 500 kilomètres carrés[1]. C'est là une superficie égale aux quatre cinquièmes de celle qui la constituait jusqu'alors. De trois à quatre fois plus grande que chacune des précédentes, cette extension s'est faite dans un sens unique. Tandis qu'au nord, à l'ouest et à l'est, la frontière demeurait fixe, celle du sud tout entière était reculée de telle sorte que la distance doublait entre les points extrêmes du pays. Aujourd'hui la Serbie s'allonge dans le sens méridien au point que, n'étaient les soixante kilomètres qui la séparent actuellement du golfe de Salonique, elle s'étendrait du Danube à l'Égée et couperait ainsi en deux, par son milieu, la Péninsule balkanique. Maintenant, sauf avec la Turquie, elle a des frontières communes avec tous les pays balkaniques, qui semblent être comme disposés autour d'elle ; elle est devenue, géographiquement, l'État balkanique par excellence.

Ce développement tout en longueur n'a rien cependant qui puisse paraître anormal. Il a suivi presque jusqu'au bout l'axe commun aux anciens territoires, le sillon Morava-Vardar ; et, sans toutefois qu'il y ait symétrie absolue, des territoires suffisants s'étendent de part et d'autre pour assurer l'équilibre.

Le Congrès de Berlin avait mis la Serbie sur cette voie. Conditions naturelles et souvenirs historiques concordaient pour lui imprimer la même direction. C'était d'ailleurs dans

1. J. Cvijić. La position géographique de la Serbie actuelle. *Glasnik srp. geog. dr.* (Bulletin de la Société de Géographie serbe. Belgrade, 1914, t. III, p. 14).

ce sens aussi que la portait son processus naturel d'extension, allant de la zone d'origine vers les zones de moins en moins caractérisées. Tout concourait pour diriger les forces d'expansion de la Serbie vers le sud. Les raisons permanentes qui, depuis le début, guidaient la Serbie dans son développement, continuaient à agir : Kossovo réclamait toujours sa vengeance; la mission nationale d'affranchissement, loin d'être achevée vers le sud, exigeait une action d'autant plus urgente que le péril devenait plus grave. Albanais au nord du Šar, propagandes rivales, grecque et surtout bulgare au sud, menaçaient de chasser, d'exterminer ou d'absorber toute la vie serbe de Vieille-Serbie et de Macédoine. Le contact restait toujours à établir avec le Montenegro. Enfin ce but : la mer, qui n'avait guère été qu'entrevue jusque-là, s'imposait à tous, depuis qu'en 1906, l'Autriche ayant fermé hermétiquement ses portes, on avait connu toutes les angoisses de l'emmuré vivant. Pour trouver la mer, c'était vers le sud qu'on s'était tourné ; on apprenait à connaître à sa valeur la voie de Salonique et de l'Égée en même temps que, au sud encore, l'on tentait de se ménager une issue vers l'autre mer, l'Adriatique[1].

Lorsque la guerre eut été proclamée, en 1912, en des termes à peu près identiques à ceux de 1876, la même œuvre se poursuivant toujours, c'est directement au sud que tout l'effort se porta. Au sud-est, ce n'était guère que la coopération traditionnelle, non plus avec les Russes, mais cette fois avec les Bulgares; au sud-ouest, c'était aussi la reprise du mouvement chaque fois combiné (1809, 1876) pour la jonction avec les Monténégrins. Au sud, après la descente en Kossovo, après le choc de Kumanovo, ce fut la double marche vers la double mer : les Serbes atteignaient l'Adriatique, tandis que de l'autre côté ils parvenaient jusqu'à Ghevgheli, aux portes de Salonique.

De même qu'en 1878, la Serbie n'a pu réunir tous les terri-

1. Cf. G. Gravier. *L'Emancipation économique de la Serbie* (Bulletin de la Société de Géographie commerciale de Paris. Juin 1911, p. 417-431).

toires occupés par ses troupes. A la Conférence de Londres, les Grandes Puissances lui ont imposé l'évacuation de l'Albanie, tout comme au Congrès de Berlin elles l'avaient contrainte à abandonner le Lab, Gilan, Breznik, Trn, Dragoman et Kula. Cette fois, elles l'ont refoulée de l'Adriatique et lui ont fixé de ce côté sa frontière. Ce fut là cependant l'unique *veto* que la Serbie ait eu à subir de la part des Grandes Puissances. A la faveur des circonstances politiques où l'Europe se trouvait alors, les Balkaniques, pour la première fois. purent régler entre eux, sans intervention du dehors, leurs propres intérêts. Évacué par l'Autriche en 1909, le Sandžak de Novi-Pazar fut occupé sans difficulté par les Serbes et les Monténégrins. La lutte contre les Bulgares, puis le traité de Bucarest et enfin le règlement des questions de frontières caractérisent cette nouvelle phase du développement des États balkaniques et celui de la Serbie en particulier. En même temps qu'elle s'agrandissait, elle cessait d'être un État mineur; elle affirmait son émancipation de toute tutelle, et parvenait à assurer l'équilibre balkanique auquel elle attachait un si grand prix. Cette fois encore, le progrès politique accompagnait le progrès territorial.

Celui-ci présente une importance incomparablement supérieure à tous les précédents, importance qu'il doit moins peut-être à ses dimensions qu'à ses conséquences. Il arrive que, tout d'abord, les Serbes peuvent considérer aujourd'hui comme remplie leur mission vers le sud : non seulement Kossovo est vengé et tous les grands lieux du passé sont actuellement retrouvés, mais tout ce qui s'y trouvait de slave et de chrétien est désormais affranchi, et, de plus, réuni. Toute prétention territoriale, basée sur des aspirations historiques ou nationales, a définitivement cessé dans cette direction. L'on a vu, d'autre part, la Serbie rejoindre et souder enfin ses frontières avec celles du Montenegro, et c'est là aussi la disparition de cette autre force impulsive qui, à travers tout le XIX[e] siècle, la porta à la rencontre de ses frères libres du sud. Seule, la poussée vers la mer n'a pas complètement

abouti. La Serbie est demeurée un État terrien, mais elle a cessé d'être reléguée bien loin dans l'intérieur de la Péninsule et comme uniquement rejetée vers le Moyen-Danube. Une simple lisière de 60 à 80 kilomètres de large la sépare maintenant de l'Égée comme de l'Adriatique, et, à travers cette mince bande de territoire qu'est au sud le pays grec vers Salonique et, au sud-ouest, le nouvel État albanais, des passages lui sont ménagés tant par des conventions entre voisins que par de solennels engagements entre Grandes Puissances.

On peut donc, maintenant que la poussée serbe a atteint son but, du moins dans une de ses directions essentielles, envisager dans son ensemble le développement de l'État serbe. Ce qui y frappe dès l'abord, c'est son double caractère de continuité et de rythme. Les territoires viennent successivement rejoindre le centre de cristallisation, s'unir à lui, faire bloc. Il semble même qu'ils tendent à augmenter de proportion au fur et à mesure que l'État a grandi. Aucun recul, ni rétrocession, ni perte, durant toute cette formation. Ces acquisitions, d'autre part, s'espacent à intervalles presque réguliers. Des périodes de vingt à quarante-cinq ans, en effet, les séparent. Il s'écoule, de l'une à l'autre, le temps d'une génération. Toutes les fois enfin que la Serbie grandit, un progrès très notable s'accomplit dans l'organisation de l'État: développement politique et évolution territoriale vont de pair. En 1833, avec les six districts, la Serbie obtient la capitalisation de son tribut, c'est-à-dire la faculté de gérer régulièrement toutes ses ressources; — et aussi le départ des Turcs des campagnes, c'est-à-dire la solution pour elle de toute question agraire. En 1878, avec les quatre départements du sud, elle acquiert sa complète indépendance vis-à-vis de la Turquie; elle n'a plus de tribut à payer; au lieu de simples agents, elle aura des ministres pour la représenter pleinement au dehors. En 1913 enfin, elle réunit à elle la Vieille-Serbie et la majeure partie de la Macédoine et en même temps, pour la première fois, délivrée de la menace

d'une hégémonie balkanique, elle s'affirme maîtresse de ses destinées; la seule restriction dont elle ait encore à souffrir est atténuée par la promesse d'une issue vers la mer.

Si ce développement témoigne d'une telle unité, c'est qu'en dépit des obstacles de toute sorte il a obéi à l'énergie des hommes de valeur qui, à chaque passe critique, se trouvèrent au gouvernail de l'État; c'est que surtout il a suivi l'impulsion directrice partie de l'âme même du peuple, effort de reconquête en même temps que de libération, désir d'union et de poussée vers le large.

Les conséquences heureuses d'un tel développement sont faciles à prévoir. Comparée à celle des États de l'Europe actuelle, la formation de la Serbie moderne a demandé sans doute relativement beaucoup moins de temps, de touches et de retouches. Cependant, elle ne s'est pas faite brusquement, en une seule ou deux fois; sa cohésion s'en trouve mieux affermie. Avant de réunir un nouveau territoire, elle avait eu le temps de faire complètement sien le précédent. Seule, la dernière annexion peut laisser craindre une disproportion, mais il faut se rappeler la puissance des moyens d'assimilation dont disposent les peuples d'aujourd'hui (école, armée, journal, livre...). L'état si arriéré des nouveaux territoires aide, d'autre part, à comprendre mieux encore combien la force de résistance, à supposer qu'il s'en rencontrât une, se trouvera réduite à un minimum. Pour la Serbie d'ailleurs, le problème a toujours été considérablement simplifié. Entre anciens et nouveaux sujets, non seulement race, langue et religion sont communes, mais aussi souvenirs, haines et aspirations; les nouveaux habitants, devenus hommes libres, sont admis à vivre en toute égalité avec ceux-là même qui se sont sacrifiés pour les affranchir[1]. On peut croire, d'autre part, que l'assimilation sera achevée par la réforme agraire qui, des habitants de la Macédoine, colons ou métayers, fera des propriétaires aussi maîtres de leur sol que leurs concitoyens de la Serbie propre.

1. Sauf peut-être pour les régions réunies en 1912-1913, en raison

Il arrive, en effet, que, dans les Balkans, la réforme agraire suit presque fatalement le changement de régime politique; chaque extension de territoire aux dépens de la Turquie a été suivie de l'exode des Musulmans habitant le pays. Tandis que dans les villes, Juifs, Grecs, Aroumains (Tsintsares) demeuraient pour la plupart, les derniers surtout devant se fondre très vite avec la masse serbe, les Musulmans, eux, se retiraient vers le sud, soit obligés au départ, soit plutôt parce qu'incapables de se résigner à la perte de leurs privilèges politiques, religieux et sociaux. Dans l'ancien pachalik de Belgrade, ils semblent d'ailleurs n'avoir jamais été très nombreux. Évalués à environ vingt mille à la veille de la première insurrection, ils étaient quinze mille à peine en 1834, lorsque Miloš eut obtenu qu'ils partissent tous, à l'exception de ceux des forteresses. En 1867, les derniers Turcs, ceux de la citadelle de Belgrade, évacuent définitivement le pays. En 1878, le mouvement prend de plus grandes dimensions; car, pour quitter la Serbie, il y a non seulement les Turcs des villes, mais encore les Albanais de la région annexée. En l'absence de chiffres précis, une lettre du ministre de la Guerre adressée à J. Ristić le 14/26 mai 1879, et où il est question du départ de « 1700 familles albanaises allant s'établir autour de Gilan », suffirait à indiquer l'ampleur du mouvement. En 1913, les territoires réunis étant beaucoup plus vastes et l'élément musulman, tant albanais que turc, étant davantage représenté, le phénomème se reproduit en plus grand, malgré les efforts des pouvoirs serbes, inquiets de voir tant de bras quitter des provinces où la population est déjà si peu dense. Les villes sont gagnées les premières par cette fièvre des départs, et ce sont les familles aisées qui émigrent tout d'abord, car elles en ont les moyens et elles se jugent les plus en danger. Les Albanais, habitant les campagnes plus à l'écart des voies de communication, et beaucoup moins attachés à l'idée religieuse,

de l'état arriéré de leur population, qui nécessite une progression dans leur acheminement vers la vie politique moderne.

semblent jusqu'ici devoir rester étrangers à ce mouvement.

Venant combler, et bien au delà, les vides ainsi causés, un afflux de population s'est chaque fois produit en sens inverse. Tandis que le retrait des Musulmans s'opérait vers le Sud, durant tout le siècle, les immigrants arrivent des pays serbes du sud et du sud-ouest. Le prince Miloš, surtout dans les quinze ou vingt premières années de son gouvernement, pratique une véritable politique de colonisation. De 1878 à 1912, les départements de Vranje et de Toplica, ce dernier surtout, n'ont pas cessé de recevoir en grand nombre des nouveaux venus, originaires de tous les pays serbes non libérés (Pčinje, Haute-Morava, Kossovo, Metohia, Sandžak, Herzégovine, Bosnie, même Banat)[1]. Il semble bien que les provinces acquises en 1913 vont connaître, elles aussi, cet afflux de population, avec cette différence toutefois que tout d'abord il sera réglementé et qu'au lieu de venir presque exclusivement du sud et du sud-ouest il descendra du nord; il n'y a plus en effet à attendre du sud des Serbes venant chercher un refuge ou une terre libre; au nord, par contre, il y a une Serbie déjà gonflée d'habitants, réservoir d'hommes à son tour après en avoir été durant près de deux siècles le centre d'appel.

Ainsi, tandis que la Serbie agrandissait son territoire, la nationalité serbe se constituait. Elle se livrait à un travail incessant d'épuration et d'assimilation. En fractionnant la besogne, non seulement elle sauvegardait son originalité, mais elle augmentait sa force de cohésion en même temps que la puissance de son rayonnement. Des différentes frontières échelonnées une à une au cours du siècle, il ne reste

1. Il convient de joindre à cette liste le Montenegro, toujours en mal de terre cultivable. De 1880 à 1906, le nombre des immigrants établis dans les deux départements de Vranje et de Toplica est évalué à environ 100 000 (Izveštaji [Rapport] soumis au ministre de l'agriculture pour 1908 et 1909. Belgrade, 1911, p. 127). Dans les deux seules années 1905 et 1906, 1118 familles sont encore venues s'installer dans ces deux mêmes départements (Ekonomist [Revue de la Société d'Économie sociale et politique). Belgrade, 1913, n° 5, p. 65).

déjà plus que le souvenir, souvenir bien vague d'ailleurs pour celles de 1815-1833 et de 1833-1878.

En dépit du recul constant de ces frontières, la première Serbie est demeurée cependant le cœur de la Serbie moderne. C'en est la partie la plus vigoureuse, celle qui, jusqu'ici, a donné l'impulsion et assuré le jeu harmonieux des forces composantes de l'État. La capitale politique, Belgrade, est demeurée là. A la différence du Moyen Age, elle ne s'est pas déplacée au fur et à mesure du développement de l'État. C'est qu'alors il s'agissait de conquêtes et non d'une idée nationale, et la Belgrade d'aujourd'hui n'est pas seulement la capitale des habitants d'un royaume, mais aussi le point vers lequel convergent les regards de toute une nation.

Grâce à sa situation, à son réseau d'articulations intérieures, au processus de son développement et aussi à son travail de constante élaboration, la Serbie moderne est arrivée à acquérir et à garder jusqu'au dernier agrandissement une homogénéité des plus précieuses, et dans le milieu des Balkans où jusqu'ici elle a évolué, et dans celui de l'Europe centrale sur les bords duquel elle se trouve placée. Bien que relativement jeune, grandie toute en longueur et séparée de la mer, la Serbie moderne apparaît néanmoins comme un État fortement constitué, et sa puissance d'expansion mise au service d'une idée nationale semble bien ne pas avoir encore atteint son terme.

Il est impossible, en effet, de ne pas se demander si l'évolution territoriale de la Serbie, au point où elle est arrivée, doit se poursuivre ou non. Les anciens cadres historiques, si longtemps fixés dans la mémoire des hommes aussi bien que dans leurs livres et leurs cartes, sont maintenant atteints. La Turquie, d'autre part, qui avait eu jusqu'à présent à payer tous les frais de la formation de l'État serbe, a perdu désormais tout contact avec lui, refoulée qu'elle est maintenant à l'autre bout de la Péninsule. L'idée de reconquête, qui semble bien avoir été un des plus puissants ressorts de l'âme serbe, est actuelle-

ment épuisée; elle n'a plus aucune force, aucune valeur.

Mais la Serbie moderne est plus que la résurrection de formes médiévales. Elle représente une volonté et un programme national. Éprise de liberté pour elle-même, l'âme de son peuple tend aussi à libérer, à appeler au partage de son sort toutes les tribus qui font corps avec lui, par la race et la langue, sous quelque domination qu'ils vivent ou aient vécu. « L'idée de l'unité serbe, écrivait Svetozar Marković dès 1871, c'est la plus révolutionnaire qui existe dans la Péninsule balkanique, de Stamboul jusqu'à Vienne. Elle renferme en elle la destruction de la Turquie et de l'Autriche, la fin de la Serbie et du Montenegro comme principautés indépendantes, et la révolution dans tout l'ensemble politique du peuple serbe. Avec les fragments de ces deux Empires et avec ces deux Principautés serbes, un nouvel État serbe se forme, — tel est le sens de l'unité serbe[1]. » Mus par une nouvelle foi en eux-mêmes et se sentant de nouvelles forces, les Serbes, un jour ou l'autre, porteront leurs regards vers les provinces serbes de l'Autriche qui deviendra pour eux une sorte de nouvelle Turquie, où chacun doit aller à la recherche des siens. Et cette œuvre de rassemblement national ira de pair, dans leur esprit, avec ce qui manque encore à la complète et réelle indépendance de leur État, l'accès de la mer.

1. J. Skerlić *Svetozar Marković*. Belgrade, 1910, p. 202-205. Plus modérée dans la forme est la déclaration faite par J. Ristić dans son mémoire au Congrès de Berlin le 12/24 juin 1878. « Malgré les bruits qui ont démontré l'importance de la question serbe dans la grande question d'Orient, il semble que cette importance ne rencontre pas une appréciation suffisante. Aujourd'hui que les événements qui ont pris leur origine dans les pays serbes ont amené la crise orientale au point où nous la voyons, personne ne peut plus contester cette importance. Tant qu'elle n'aura pas été réglée d'une manière suffisante, la question serbe provoquera de graves difficultés et restera la clef de la question d'Orient. Avec toute sa puissance, avec toute son énergie qui est capable d'avoir raison de la vaillance la plus résolue, la Porte, après cinq siècles d'efforts, n'est pas parvenue à étouffer la question serbe, ni à prévenir ses explosions périodiques. On peut donc conclure de ce fait que la question serbe ne pourra jamais être écartée et que l'intérêt général exige catégoriquement qu'elle soit enfin une bonne fois réglée.... »

ERRATUM

CARTE DE LA SERBIE AU XVe SIÈCLE, page 27, du Nord au Sud :

au lieu de *Oršava*, lire *Oršovo*
au lieu de *Visegrad*, lire *Višegrad*
au lieu de *Novo-Brodo*, lire *Novo-Brdo*
au lieu de *Kolor*, lire *Kotor*

TABLE DES MATIÈRES

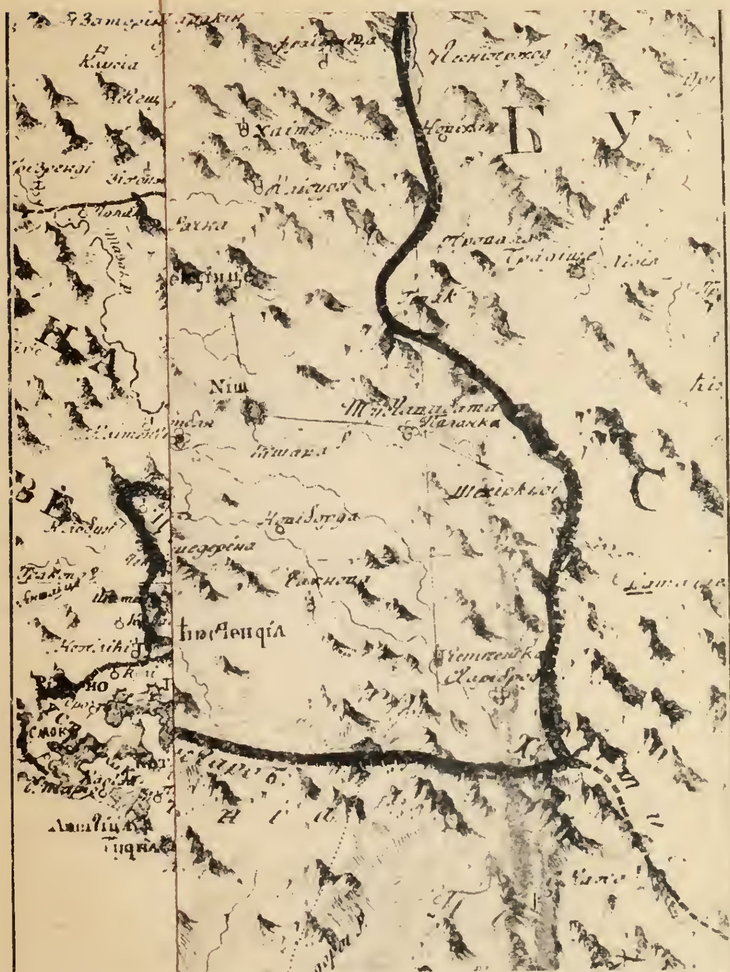
81953. — Paris, imprimerie LAHURE, rue de Fleurus, 9.

Extrait de la (anubii Fluvii sive Turcici Imperii in Europa nova tabula, Hungarica regna et provinciae cum Archipelagi insulimstelodami » (Mille germanica sive geometrica 15 in

Extrait de la Carte de F. de WITT : « Danubii Fluvii sive Turcici Imperii in Europa nova tabula, quâ omnia tam Graeca quam Hungarica regna et provinciae cum Archipelagi insulis accurate describuntur… Amstelodami » (Mille germanica sive geometrica 15 in uno Gradu) (xviie siècle).



Extrait de la Carte d'Antonio ZATTA : « La Croazia, Bosnia, e Servia di nuova projezione, Venezia, 1781 ».



gions voisines... 1805 »



Extrait de Sava TEKELIJA : « Carte de la Serbie, Bosnie, Dalmatie, Raguse, Monténégro et des régions voisines... 1805 »
Echelle de 15 milles allemands pour un degré

LIBRAIRIE ARMAND COLIN, 103, Boulevard St-Michel, PARIS

La Péninsule Balkanique : *Géographie humaine*, par JOVAN CVIJIC, professeur à l'Université de Belgrade. In-8° raisin, avec *31 cartes et croquis* et *9 cartes* en couleur *hors texte*, broché . . . . . . 17 »

La Valachie : *Essai de Monographie géographique*, par EMMANUEL DE MARTONNE. In-8°, *5 cartes, 48 figures, 12 planches hors texte*, broché . . . . 12 »

(Ouvrage couronné par l'Académie française, prix Fabien)

La Bosnie et l'Herzégovine. Ouvrage publié sous la direction de LOUIS OLIVIER. In-8° colombier (22×33) de 370 pages, *223 gravures et cartes*, broché . . . . 15 »

La France de l'Est *(Lorraine-Alsace)*, par P. VIDAL DE LA BLACHE. In-8° raisin, *3 cartes hors texte*, un *index* alphabétique, br. . . 10 »

(Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques, prix Jean Raynaud)

Régions naturelles et Noms de pays : *Étude sur la Région parisienne*, par L. GALLOIS. In-8° carré, *8 planches hors texte*, broché . . 8 »

Traité de Géographie physique : *Climat, Hydrographie, Relief du Sol, Biogéographie*, par EMMANUEL DE MARTONNE. In-8° raisin de XII-922 pages, *401 figures et cartes, 52 planches* et *2 grandes cartes en couleur hors texte*, broché . . . . 22 »

Relié demi-chagrin, tête dorée. 28 50

(Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences et par la Société de Géographie de Paris)

Traité de Géologie, par EMILE HAUG.

TOME I : *Les Phénomènes géologiques*. In-8° raisin de 538 pages, *195 figures et cartes, 71 planches hors texte*, broché 12 50

TOME II : *Les Périodes géologiques*. 1.488 pages, *291 figures et cartes, 64 planches* hors texte. En trois fascicules in-8° raisin, brochés. 30 »

En 2 volumes in-8° raisin, reliés demi-chagrin, tête dorée (ne se vendant pas séparément). . . . . 44 »

Atlas général Vidal-Lablache, *Historique et Géographique*, par P. VIDAL DE LA BLACHE. *420 cartes* et cartons *en couleur; index* alphabétique de *49.500 noms*. In-folio (38×29), relié toile. . . 3

(Ouvrage couronné par la Société de Géographie de Paris, prix Barbié du Bocag

Annales de Géographie (28e année), publiées sous la directior L. GALLOIS et EMM. DE MARGERIE; paraissant en janvier, mars, juillet, novembre.

Les abonnés reçoivent *gratuitement* la *Bibliographie géographique* qui paraît en septembre.

Abonnement annuel (de Janvier) :

France et Colonies . . . . . . 20 fr. Union postale . . . . . 25 fr.

Le numéro : 4 fr.— *Bibliographie géographique annuelle* : 10 fr.

EUG. MORIEU, IMP. - 1519